

Cette revue est une publication conjointe de l'Université du Québec à Chicoutimi, du Centre de recherche sur le développement territorial (CRDT) et du ministère des Affaires municipales et des Régions.

#### **Direction**

Marc-Urbain Proulx

#### **Édition et mise en page**

Caroline Belley

#### **Graphisme**

Clémence Bergeron

#### **Impression**

Imprimerie commerciale

#### **Comité de lecture et de rédaction**

Maurice Beaudin, *U. de Moncton*

Jean-Pierre Collin, *INRS-Urbanisation* Serge Côté, *UQAR*

Jean Desrochers, *U. Sherbrooke*

Louis Dussault, *UQAC*

Louis Jacques Filion, *École HEC*

Anne Gilbert, *U. Ottawa*

Louis Guay, *U. Laval*

Pierre Hamel, *U. Montréal*

Bruno Jean, *UQAR*

André Joyal, *UQTR*

Juan-Luis Klein, *UQAM*

Régis Labeaume, *Fondation de*

*l'entrepreneurship*

Réjean Landry, *U. Laval*

Marguerite Mendell, *U. Concordia*

Rachid M'Rabet, *ISCAE, Casablanca* Bernard

Pecqueur, *U. Grenoble*

Bernard Planque, *U. Aix-Marseille*

Paul Prévost, *U. Sherbrooke*

Nicole St-Martin, *U. Sherbrooke*

Marielle Tremblay, *UQAC*

Hubert Wallot, *TELUQ*

*Dans cette revue, le masculin est employé sans discrimination et uniquement dans le but d'alléger les textes.*

#### **Poste-publications**

4 0 0 5 2 0 2 2



#### **ÉDITORIAL**

Marc-Urbain Proulx

3

#### **La régiologie québécoise**

Bernard Vermot-Desroches

5

#### **Le «rock and roll» de l'analyse régionale**

Luc-Normand Tellier

17

#### **Trajectoires et défis des régions québécoises**

Mario Polèse

29

#### **Québec l'idéale, Montréal l'insoutenable**

Valérie Fortin et Martin Simard

39

#### **Mouvements territoriaux des partis politiques québécois**

Paul Villeneuve et Yvon Jodoin

47

#### **L'occupation durable des archipels québécois**

Gérard Beaudet

59

#### **La double logique de l'occupation des territoires**

Marc-Urbain Proulx

69

#### **La pertinence de la protection du territoire**

Clermont Dugas

79

#### **CHRONIQUE DU LIVRE**

André Joyal

91

## FORMULAIRE D'ABONNEMENT



Je désire m'abonner à la revue *Organisations et territoires* et je joins un chèque au montant de : \_\_\_\_\_ \$

Nouvel abonné (✓) : ☐      Renouvellement (✓) : ☐      Date : \_\_\_\_\_

Abonnement institutionnel	(6 numéros)	101,59 \$	(Toutes taxes incluses)
Abonnement individuel	(6 numéros)	65,47 \$	(Toutes taxes incluses)
Abonnement étudiant	(6 numéros)	47,41 \$	(Tx inc.) (Envoyer photocopie carte étud.)
Abonnement gouvernemental	(6 numéros)	90,00 \$	(Fournir certificat d'exemption des taxes)
Abonnement hors Canada	(6 numéros)	145,00 \$	(110 \$ + 35 \$ frais de poste) (sans taxes)

Tous les abonnements sont d'une durée de deux ans

- J'aimerais que mon abonnement débute avec le DERNIER numéro paru. soit :  
Volume \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_
- J'aimerais que mon abonnement débute avec le PROCHAIN numéro à paraître, soit :  
Volume \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_

Faites-nous parvenir vos coordonnées :

Nom : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Adresse d'expédition :

**Revue *Organisations et territoires***

Université du Québec à Chicoutimi

555, boulevard de l'Université, bureau H6-1430

Chicoutimi (Québec) CANADA G7H 2B1

Téléphone : (418) 545-5011, poste 4530      Télécopieur : (418) 693-9072

Courriel : [revueot@uqac.ca](mailto:revueot@uqac.ca)      Site Web : [www.uqac.ca/revueot](http://www.uqac.ca/revueot)

---

# Éditorial

---

## La richesse des régions<sup>1</sup>

Marc-Urbain Proulx<sup>2</sup>, CRDT, UQAC

Au cours des deux dernières décennies, la vaste périphérie de la métropole Montréal et de la capitale Québec a contribué à près de 60% du PIB québécois. Historiquement beaucoup plus élevé, ce ratio régional a fortement diminué au fil de l'industrialisation du Québec dont les activités furent largement polarisées par Montréal. La part régionale du PIB redevient actuellement en croissance légère à la faveur de ladite déconcentration, notamment dans la frange de Montréal et Québec. Signalons qu'à tous les ans autour de 60% à 70% de l'ensemble des investissements industriels du Québec s'effectue en périphérie.

De fait, certaines zones de la périphérie immédiate s'inscrivent comme des systèmes de production particulièrement fertiles, en particulier les corridors de la Beauce et des Laurentides ainsi que les milieux de Gatineau, Drummond, Trois-Rivières, Grandby, Sherbrooke, Bécancour, Victoriaville, entre lesquels existent de très nombreux petits pôles d'activités économiques. Sises dans le sud-est du Québec, ces zones et pôles illustrent ensemble une forme territoriale globale tout à fait particulière. S'agit-il d'un arc<sup>3</sup>, un archipel<sup>4</sup>, une métropole<sup>5</sup>, un croissant manufacturier<sup>6</sup> ? Peu importe le libellé, l'important étant que les spécialistes reconnaissent que le nouveau jeu des forces centripètes et centrifuges compose actuellement un nouveau territoire de cohérence dans la vallée du Saint-Laurent<sup>7</sup>. D'autres milieux davantage périphériques comme Rivière-du-Loup, Baie-Comeau, Saguenay, Sept-Îles et autres Val d'Or, se positionnent aussi fort bien au Québec en matière de production.

Il apparaît évident à notre observation que les régions contribuent substantiellement à l'économie du Québec. Si la production et l'investissement régionaux sont au rendez-vous, la périphérie québécoise s'avère néanmoins confrontée, selon notre lecture, à un triple problème.

### Limiter l'érosion

Bref, les régions du Québec produisent de plus en plus de richesse, mais bénéficient de moins en moins des conséquentes retombées financières dont les fuites s'accroissent. Ainsi nous devons poser sérieusement la question que voici : à l'ère de ladite mondialisation, quels moyens réels disposent les régions et le Québec

Sous l'angle de l'emploi d'abord, la technologie devenue essentielle à la productivité remplace de plus en plus les travailleurs dans les activités de production en étant rapidement adoptée dans les activités périphériques, notamment l'agriculture, la forêt, les mines. Ce qui limite en conséquence le nombre de ménages pouvant tirer un revenu dans les lieux périphériques. S'expliquent ainsi largement le taux de chômage élevé et l'exode des jeunes de plusieurs régions.

Le 2<sup>ème</sup> problème régional réside dans la tendance lourde à la désappropriation des activités économiques. Traditionnellement limitée à la grande industrie dans les pâtes et papier, les mines et l'aluminium, la faible propriété locale des entreprises affecte progressivement la petite industrie, les commerces, les services. L'effritement de la propriété locale s'est en réalité tout à fait généralisé au cours des dernières décennies. Il s'inscrit en particulier par l'envahissement des Géants à succursales multiples dans les secteurs du bois d'œuvre, de la restauration, de la quincaillerie, de la comptabilité, de la mercerie, dont la propriété des entreprises échappe de plus en plus aux collectivités territoriales. Cette désappropriation croissante affaiblit l'entrepreneuriat local et limite ainsi considérablement la capacité de croissance endogène des collectivités.

D'autant plus que ce phénomène de désappropriation en périphérie accentue aussi l'érosion des profits vers les sièges sociaux qui sont localisés certes à Montréal, mais à l'évidence de plus en plus à Toronto, New-York, Londres et bientôt Shanghai. Mondialisation oblige, Montréal doit se contenter désormais d'obtenir des sièges sociaux secondaires dans plusieurs secteurs pourtant importants pour l'économie du Québec. Le déclin de la fonction financière de cette métropole s'avère ainsi accentué. Cet affaiblissement du cumul de capitaux à Montréal affecte négativement son rôle de moteur économique joué pour tout le Québec. Ce qui représente de ce fait, le 3<sup>ème</sup> problème régional majeur.

pour bénéficier davantage de la croissante richesse créée dans la vaste périphérie ?

En guise de réponse, une politique publique vigoureuse s'avère souhaitée. Certains avancent l'option concernée par l'octroi conditionnel (entretien routier,

aménagement forestier, etc) à des instances territoriales, des redevances versées pour compenser l'exploitation des ressources naturelles. D'autres analystes proposent la mise en œuvre d'un instrument décentralisé pour favoriser et supporter l'acquisition de propriétés (énergie renouvelable, bois d'œuvre, transport, etc.) par les autorités territoriales. D'autres observateurs encore considèrent le nécessaire renouvellement de la planification territoriale davantage instrumentée, notamment en matière de montage de la faisabilité multicritère de projets innovateurs.

Cette question des moyens pour mieux maîtriser la richesse créée en régions devient d'autant plus pertinente puisque la périphérie du Québec maintiendra sûrement sa contribution substantielle au PIB dans le futur. D'abord, parce que les industries libérées par le transport routier préfèrent désormais se localiser hors des grands centres urbains comme Québec et Montréal.

### **Pour un nouveau modèle**

L'importante contribution de la périphérie à la création de richesse au Québec plaide pour une politique publique qui puisse intervenir, de manière stratégique, au-delà du saupoudrage de nombreuses petites mesures clientélistes. L'appropriation territoriale de leviers économiques doit en réalité devenir prioritaire.

À cet effet, Québec pourrait à notre avis se doter d'une vision globale de l'imbrication géo-économique de ses divers territoires urbains, régionaux, métropolitains, ruraux, nordiques, etc. Il est devenu très clair que les modèles du passé ne conviennent plus pour saisir les interdépendances, les complémentarités et la concurrence entre les multiples territoires dans le contexte dynamique contemporain. D'une telle vision globale, les formes territoriales exprimées par les activités économiques illustreraient alors leur pertinence, notamment les agglomérations urbaines, les territoires de solidarité communautaire, les zones à usage ciblé, les corridors de développement. Sur ces territoires pertinents par leur intérêt collectif, leur

Ensuite, parce que les efforts pour ajouter de la valeur aux ressources naturelles portent fruits en périphérie dans les niches du bois, de l'aluminium, des produits de la mer, de l'eau, de l'agroalimentaire. Finalement, parce que les grands chantiers tels que ceux de Péribonka IV, Eastman, Baie-Comeau, La Romaine, Jonquière vont se multiplier encore à Caniapiscau, à Bécancour, à Alma, aux Monts-Ostih, à Cacouna, en Ungava. Car des bassins miniers, des gisements éoliens et des réserves hydrographiques offriront leur richesse à exploiter, en respect de l'environnement et des droits autochtones. Et que dire de la forêt boréale en constante régénération salubre pour livrer de la fibre bien sûr, mais aussi du précieux carbone et de la biomasse à valoriser ? Cette forêt offre des gains potentiels considérables de productivité, notamment dans ses landes improductives à jardiner.

cohérence, leur dynamisme, une procédure de planification innovatrice pourrait lancer un processus de mobilisation vers l'élaboration de projets territoriaux pouvant conduire à l'appropriation collective de nouveaux instruments pour lutter contre l'érosion de la richesse.

Sous l'angle de ces nouveaux instruments, le Québec ne part pas de zéro. Certaines expériences peuvent inspirer les territoires, notamment les actifs actuels des municipalités en matière hydroélectrique, commerciale, foncière, récréotouristique. Aussi, la formule coopérative illustre des succès territoriaux fort intéressants dans les domaines de la forêt, de la pêche, de l'éolien, de l'agriculture, de l'habitat. La multiplication récente des partenariats public – privé offre aussi un riche champ d'expérimentation. En réalité dans cette voie incontournable de l'appropriation territoriale en périphérie, le Québec est à l'heure de l'innovation institutionnelle territoriale dans un esprit de responsabilisation collective.

### **Notes et références**

- <sup>1</sup> En souvenir de Georges Benko décédé à Paris le 22 mars 2009.
- <sup>2</sup> Après 11 ans à la direction de votre revue O&T, il s'agit de mon dernier éditorial puisque je cède la place à mon collègue Brahim Meddeb dont le leadership nouveau s'avère bienvenue.
- <sup>3</sup> Voir l'article de Mario Polèse dans ce numéro.
- <sup>4</sup> Voir article de Gérard Beaudet dans ce numéro.
- <sup>5</sup> Voir Ascher, F. (1995) « Métapolis, ou l'avenir de la ville », Éditions Odile Jacob, Paris ; Ascher, F. (2001) « Les nouveaux principes de l'urbanisme », Éditions l'aube, La Tour d'Aigues.
- <sup>6</sup> Voir texte de Marc-Urbain Proulx dans ce numéro.
- <sup>7</sup> Voir Proulx, M.U. (2003) « Polarisation dans la géo-économie du Québec », dans revue Trames, no spécial Villes moyennes et mondialisation sous la direction de Charbonneau, F., Lewis, P. et Manzagol, C



---

# Les sciences régionales au Québec, une discipline et une école qui s'accrochent à la réalité

Bernard Vermot-Desroches, UQTR  
« L'École Québécoise de Sciences Régionales »

---

## Introduction

Une école évoque la stabilité et caractérise un enseignement particulier. Peut-on parler d'école québécoise des sciences régionales ? Quels en seraient ses particularités et l'enseignement transféré ? La réponse est souple et dépend de bien des facteurs. Cet article livre seulement une perception sur le sujet. Une perception certes très partagée mais non universelle.

Lorsque l'on évoque une école de sciences régionales, on peut tout simplement se situer au niveau décisionnel des gouvernements où cette discipline est à la fois théorisée puis mise en pratique par des fonctionnaires. Le niveau peut être beaucoup plus intellectuel si les théoriciens et les chercheurs développent leurs réflexions en des schémas qui vont s'agréger peu à peu en courants de pensée dominants. Il existe enfin le niveau de « la vraie vie ». Celui où la population concernée crie fort et clair ses besoins et ses idées pour influencer les spécialistes des deux niveaux précédents.

À la base, une école de sciences régionales implique un regroupement d'experts qui à partir d'objectifs généraux développent des schémas de pensées originaux qui vont se tenir dans la continuité. Ce qui permet alors, à

terme et de façon additive, le transfert et la croissance de la discipline en augmentant sa reconnaissance auprès du grand public.

**Une école de sciences régionales implique un regroupement d'experts qui à partir d'objectifs généraux développent des schémas de pensées originaux qui vont se tenir dans la continuité**

Le passé récent permet de mieux saisir ces éléments. Effectivement les sciences régionales ont émergé en tant que discipline peu de temps après les premières grandes pratiques de développement régional imposées au Québec dans les années '60. À quelques exceptions près, l'école des sciences régionales a toujours suivi les pratiques concrètes, elle ne les a jamais précédées. Elle n'a donc pas grande influence sur la politique et bien sûr encore moins sur le vécu de la population.

Nous allons voir à travers cette histoire récente que les sciences régionales au Québec ont presque toujours été des sciences appliquées dans un esprit thérapeutique. L.E. Hamelin (2006) parle de *régiosologie*.

## 1. Une évolution historique révélatrice

Bien sûr, on peut toujours remonter très loin dans le temps et s'intéresser aux premières prémices qui sont perceptibles dans ces études et analyses régionales. L'histoire du Québec comme celle du Canada a imposé très tôt des réflexions sur le sujet. La présence des différentes communautés linguistiques et des différentes ethnies imposait de soi des découpages territoriaux qui parfois se faisaient au bout des fusils mais qui le plus souvent imposaient des négociations argumentées et réfléchies.

Ces côtés très anciens de la science régionale ne sont pas abordés ici, en revanche les temps modernes et l'époque contemporaine sont clairement révélateurs.

### 1.1 Les temps modernes de notre science régionale, la période du BAEQ où une allure « régiologique » est déjà donnée

Les régions et leurs développements émergent d'une pensée réfléchie et argumentée au début des années '60. La Grande noirceur de la période de Maurice Duplessis est terminée, une révolution dite tranquille s'anime à tous les niveaux de la société québécoise. Aux niveaux culturel et religieux bien sûr mais aussi à bien d'autres niveaux plus cachés ou moins évidents. À partir de 1960, l'appareil administratif se transforme rapidement et radicalement. Les ministères ne sont plus menés par un seul membre de l'Union-Nationale, généralement un ami ou un « sous-fifre » du Premier ministre Duplessis. Ils sont menés par une personne plus compétente qui tente de s'entourer de hauts fonctionnaires qui se veulent beaucoup plus efficaces.

Un vent de liberté et de renouveau soufflait sur cet appareil administratif qui vivait sa première jeunesse. Ces hauts fonctionnaires se sentaient imbus d'un pouvoir qui ne pouvait

qu'apporter le bien-être aux citoyens. Tout est subitement bouleversé. Les appareils financiers et fiscaux sont redessinés, les systèmes éducatifs de la maternelle à l'université sont rehaussés pour le meilleur. Le Rapport Parent (1963) qui a donné naissance au Ministère de l'éducation du Québec en est l'exemple le plus connu. La Santé et le système hospitalier connaissent aussi un renouveau bienfaiteur.

#### 1.1.1 *La période du BAEQ*

Les régions, ces régions qui ne sont pas Montréal, ont besoin d'aide. En 1960, selon les administrateurs, elles ne bénéficiaient pas nécessairement du bien-être qui leur était dû. Certaines étaient moins développées parce qu'elles manquaient d'efficacité économique, toutes les choses n'étaient pas nécessairement à la bonne place au bon moment... Les fonctionnaires - penseurs avaient été formés en ce sens dans les grandes écoles américaines ou européennes du moment.

**Le gouvernement du temps, celui de Jean Lesage (parti libéral) créa le fameux BAEQ en 1963**

Le gouvernement du temps, celui de Jean Lesage (parti libéral) créa le fameux BAEQ en 1963 par la fusion de deux organismes déjà bien en place, le Conseil d'orientation économique du Bas-Saint-Laurent et le Conseil régional d'expansion économique de la Gaspésie et des Îles-de-La-Madeleine. Ce fameux BAEQ se voulait crédible, de jeunes chercheurs comme Guy Coulombe ou Jean-Claude Lebel<sup>1</sup> amenaient beaucoup de dynamisme. Georges-Henri Dubé qui dirigeait ce BAEQ était un notaire reconnu et apprécié des gens de la place. Il voulait toujours respecter certains critères sociaux dans le développement de la région. Plusieurs

sociologues intervenaient directement dans cette opération.

Il en ressort cependant qu'une douzaine de villages ont été fermés avec leur paroisses. Les habitants ont été alors dispersés vers Matane et la côte gaspésienne. Les « Opérations dignité » ont mis sur pied de nombreux regroupements de la population dans différents secteurs, notamment les secteurs qui touchaient à la forêt.

Cette première époque des temps modernes du développement régional fait déjà ressortir les trois niveaux d'interventions évoqués en introduction. 1- Le gouvernement démarre et anime l'opération. 2- Les chercheurs bardés de nouvelles théories appuient ou adaptent cette opération. 3- Une bonne partie de la population du moment approuve. Seules les familles arrachées à leur paroisse d'origine se sont retrouvées dans le malheur que peut imposer ce non-respect de l'appartenance.

**Les régiologues, un nouveau type d'intervenants, entraient en action avec force et malheureusement sans grande souplesse**

Il apparaît donc clairement que cette opération BAEQ était une opération préparée et réfléchie qui s'imposait comme un médecin pouvait imposer un traitement à son patient. Les *régiologues*, un nouveau type d'intervenants, entraient en action avec force et malheureusement sans grande souplesse. Certaines critiques très virulentes ont été jusqu'à comparer ces interventions du BAEQ à celles que se pratiquaient dans l'URSS d'alors. Quarante-cinq ans plus tard, il semble toujours difficile de voir dans ces prémices du développement régional québécois une esquisse, même discrète, d'une quelconque école de pensée académique. Le BAEQ fut une activité qui dura quatre années et qui s'inscrit davantage dans un ensemble

d'actions gouvernementales *ad hoc*. On n'y retrouve pas la naissance d'un courant de pensée qui pourrait s'instaurer de façon durable sous la forme d'une école. Les sciences régionales balbutiaient, il n'y avait pas de place pour une pensée durable et structurée.

### *1.1.2 D'autres mouvements contemporains au BAEQ*

Le BAEQ a connu une drôle de célébrité entre 1963 et 1967, cependant cette expérience n'était pas unique, ni au Québec ni au Canada. La fameuse loi ARDA (Aménagement Rural et Développement de l'Agriculture), donnait en 1963 un ton général aux régions du pays. Elle permettait et encourageait la naissance de programmes similaires à celui du BAEQ.

Il faut signaler aussi que dès le début des années '60, le gouvernement québécois créait le Conseil d'Orientation Économique du Québec (COEQ en 1961). Ce conseil devait présenter un plan d'aménagement économique le plus rationnel et le plus efficace possible, tant au niveau des ressources matérielles qu'au niveau des ressources humaines. Cet organisme composé de 15 experts n'avait que des recommandations à formuler. Aboli en 1968 il sera aussitôt remplacé par un successeur important et imposant, l'OPDQ.

D'autres activités voient le jour au niveau des régions dans la foulée de la révolution tranquille. Le tourisme est un des secteurs qui a été rapidement priorisé : le Parc du Forillon, ceux du Mont-Saint-Pierre, de Percé, de Carleton et du Bic connaissent des développements remarquables et très positifs pour toute la région de la Gaspésie.

Le courant de pensée dominant dans toutes ces activités se dirige vers ce qu'il est convenu d'appeler la ruralité. Les forces viennent du milieu et directement des régions concernées.

Cependant il n'y a toujours pas d'école qui prenne naissance; cette ruralité n'est pas naturelle ni volontaire, elle est surtout commandée et imposée par des fonctionnaires technocrates souvent très passionnés mais néophytes.

### *1.1.3 Un premier retour de balancier, l'OPDQ et le Rapport HMR*

Une nouvelle idée s'impose parfois par des formulations extrêmes qui vont dans le sens opposé à celui que donnait le courant d'idée précédent. En sciences régionales, ce phénomène est très fort. Ainsi à partir de 1967, la Révolution tranquille faisait place à des changements peut-être moins radicaux mais dont l'importance est encore présente dans bien des esprits. Le BAEQ est définitivement fermé, cette expérience, d'un coût initial et direct de plus de 5 millions de dollars de l'époque, se révèle de plus en plus discutable et de nouvelles théories du développement régional émergent tranquillement des travaux d'économistes célèbres comme François Perroux<sup>2</sup> ou Walter Isard<sup>3</sup>.

Il s'agit principalement de la théorie dite des pôles de croissance, une théorie qui ne cherche plus à aider directement les régions touchées par la pauvreté ou le déclin mais qui vise au développement de tout un territoire à partir des zones particulières qui économiquement sont déjà actives ou jouissent d'un potentiel prometteur capable d'entraîner tout le territoire vers le développement recherché. Déjà en 1967 le MIC (Ministère de l'Industrie et du Commerce) proposait une étude sur les pôles d'attraction et leurs zones d'influence (Gravel, 1999).

L'OPDQ, issu du COEQ disparu en 1968, est un organisme qui prend officiellement les choses en main. Il n'est plus question de ne faire que de simples recommandations au gouvernement mais bien « d'administrer les

politiques de développement régional ainsi que de coordonner les interventions de l'État dans les régions »<sup>4</sup>. Cet OPDQ ressemblait à une sorte de DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) française adaptée aux réalités régionales du Québec<sup>5</sup>. Les CRD naissent en même temps et sont financés par ce nouvel OPDQ. Ils sont en charge de provoquer et surtout de dynamiser les activités socio-économiques de chaque région.

En 1970, le MEER conjointement avec ce nouvel OPDQ avait demandé à trois analystes, Higgins, Martin et Reynaud<sup>6</sup> de définir des objectifs de développement en tenant compte d'un aménagement optimal du territoire. Cette idée d'aménagement du territoire venait directement des nouvelles politiques françaises de développement régional valorisées et imposées au cours des années '60.

**On peut promouvoir le développement régional à partir de la région elle-même ou à partir d'un ensemble d'actions extérieures à la région**

On peut promouvoir le développement régional à partir de la région elle-même ou à partir d'un ensemble d'actions extérieures à la région. Higgins, Martin et Reynaud ont mis en valeur cette deuxième approche « à la Perroux » avec une conviction telle que le gouvernement a changé complètement son fusil d'épaule dans ce domaine. Polèse et Shearmur (2002) font bien ressortir l'aspect extrême de ce mouvement de balancier. L'idée de base de ce rapport était pertinente et la théorie des pôles de croissance se justifiait par une logique évidente. On encourage donc le dynamisme économique en plaçant ces pôles aux premières lignes et en les valorisant très fortement.

Une nouvelle fois, on imposait une prescription aux « patientes » que sont les régions. Selon ces trois analystes, seule Montréal pouvait aider, voire sauver les régions. Qu'il s'agisse d'une région très fortement liée à la capitale comme la ville de Laval ou d'une région périphérique et très éloignée comme la Gaspésie, le remède restait le même et son efficacité semblait garantie. Ces trois auteurs en bon *régiologues* ont fortement suscité le gouvernement à agir selon cette théorie et la population concernée, surtout celle de Montréal, est bien naturellement entrée dans ce nouveau jeu.

Un retour de balancier qui ne dessine pas vraiment une école de pensée, il s'agit davantage d'une confirmation de cette volonté gouvernementale de diriger un développement planifié. La notion de pôle de développement s'inscrit dans un nouveau courant de pensée sur le développement régional mais ne définit toujours pas une véritable école dans ce domaine. Clermont Dugas parle de « velléité de développement planifié »<sup>7</sup>

#### *1.1.4 Un autre retour de balancier : les Sommets régionaux inachevés*

Au tournant des années 80, « l'effet Montréal » apparaît de moins en moins évident vis-à-vis du développement de bien des régions surtout celles dites périphériques comme l'Abitibi ou la Gaspésie. Bien sûr la conjoncture économique du moment n'est favorable à aucun développement mais l'idée de redonner directement aux régions une plus grande autonomie dans leur développement renaît. Un premier geste concret apparaît dans la création des MRC (Municipalité Régionales de comté) à partir de 1981. Les régions administratives au nombre de dix passent à 16 après que l'on eut redéfini en sous régions la grande région dominante de Montréal.

Une autre idée faisait son chemin, il s'agissait d'évaluer la situation particulière des grandes régions administratives et de promouvoir la concertation à partir de sommets économiques régionaux (Gendron, 1983). Les aspects plus locaux étaient mis sur la scène et le balancier opérait un retour complet, presque extrême. Plusieurs régions profiteront au mieux de cette ouverture, malheureusement d'autres régions ne connaîtront pas cette période récréative, faute de temps et de moyens administratifs.

L'OPDQ devenue vieille et onéreuse suivait au mieux ces différentes activités mais perdait de plus en plus de terrain. Elle disparaîtra totalement en 1991, ses compétences et responsabilités sont réparties alors vers les différents ministères concernés.

Aucune école académique ne naît de cette période, les résolutions et surtout les décisions et les actions régionales vont dans un sens assez clair. La notion de local prend naissance, mais les intellectuels se contentent simplement de rapporter ce que le gouvernement tente d'imposer. Différents rapports comme celui du ministre Picotte ou ceux d'intellectuels universitaires s'imposent seulement en comptes-rendus de bilans ou en recommandations.

#### 1.2 L'époque contemporaine, le XXI<sup>ème</sup> siècle

Durant les années 90, les gouvernements tant fédéral que provincial tergiversent quant à l'allure que pourrait prendre leurs politiques régionales. Le rapport Picotte (1992) du gouvernement provincial propose une réforme qui tente de fixer les acquis qui commençaient à émerger des sommets régionaux menés au cours de la décennie précédente. Cette réforme donne plus de responsabilités aux organismes régionaux et locaux et amorce un changement dans les concertations entre les

**Aucune école académique ne naît de cette période**

différents niveaux de pouvoir. Il s'agit cependant d'une réforme trop ambitieuse, elle visait par exemple l'élimination complète des disparités régionales. En conséquence, sa crédibilité avait parfois du mal à sortir des bureaux du gouvernement.

Le XX<sup>ième</sup> siècle se termine sur une note positive par la création en 1997 d'un Ministère des régions. Sa dénomination et ses structures vont changer aussi souvent que ses titulaires. Cependant, cet effort a été souvent souligné autant par les gens des milieux ruraux que par ceux des milieux urbains.

**Le XX<sup>ième</sup> siècle se termine sur une note positive par la création en 1997 d'un Ministère des régions**

### *1.2.1 La fin d'un entre-deux*

Entre 1997 et 2002 le Québec se situe dans une forme de latence qui émergea peu après le Rapport Picote. Les régions ne sont évoquées que lorsqu'elles ont des difficultés ou des besoins particuliers. Elles ne sont plus dans le décor immédiat des instances gouvernementales. Bien des choses ont été tentées au cours de ces années sans qu'il n'y ait eu de véritables changements positifs pour les populations concernées.

Une assez longue période riche en politiques diverses mais sans grands résultats tangibles. Pourtant autant le gouvernement Bouchard que le gouvernement Landry avait des velléités annoncées. Les analystes scientifiques se sont aussi mis en veille.

### *1.2.2 Les « Fusions – défusions » et le « Rendez-vous national des régions »*

Au tournant du siècle actuel, les actions réelles du gouvernement concernent davantage cette nouvelle notion de « territoire » vis-à-vis de

laquelle l'appartenance est plus claire : une notion déjà ancienne si on se réfère aux géographes. Une notion qui en géographie faisait toujours appel dans sa définition aux termes d'appartenance, que celle-ci soit physique (exemple du relief) ou humaine (exemple de la culture). Bien sûr les économistes se sont empressés de généraliser cette notion d'appartenance que l'on retrouve chez les résidents producteurs et consommateurs.

Une première action a fait couler beaucoup d'encre, il s'agissait d'opérer un regroupement rationnel de nombreuses municipalités du Québec. Contre vents et marées, en 2002, le gouvernement a forcé la fusion parfois trop radicale de ces municipalités. Un changement de gouvernement en 2003 a renversé le mouvement des fusions en un mouvement de *défusions*.

Une seconde action, bien publicisée et rassemblant beaucoup de monde, a eu lieu en novembre 2002 à Québec, le Rendez-vous National des Régions. Peu avant cette date, le gouvernement provincial qui avait tant parlé des difficultés que rencontraient certaines régions se faisait de plus en plus interrogé sur son inaction. Conscient de cette lacune et des élections qui approchaient (avril 2003), Bernard Landry a élaboré ce rendez-vous qui au départ voulait s'imposer comme un sommet. L'objectif général visait l'élaboration d'un bilan global et d'éventuelles stratégies qui pouvaient sortir de leur marasme certaines entités régionales. En fait, durant dix jours, de nombreuses concertations ont eu lieu tant au niveau de la Province qu'au niveau des régions et des localités mais rien de très substantiel et de durable n'a pu réellement se dégager de ces rencontres. L'évènement était très visible et les médias étaient presque aussi nombreux que les intervenants. Les élections du printemps 2003 ont sorti Bernard Landry et son parti de l'arène politique. Ce rendez-vous

des régions et ses aboutissements se sont depuis mis en veilleuse.

Ces deux grandes activités qui traitaient de problèmes régionaux et territoriaux furent elles aussi des activités fondamentalement politiques et peu orientées vers les réels besoins des populations urbaines ou rurales. Rarement les experts ont pu donner un avis autrement qu'à travers les médias, ils n'ont pu que constater et prendre note de ces nouvelles velléités du gouvernement.

Là non plus on ne peut trouver de la part des analystes et des chercheurs autre chose que quelques courants épars d'idées qui se sont vérifiés, infirmés ou modifiés. Il n'y a toujours pas d'école traditionnelle à l'horizon.

### 1.2.3 Et maintenant

Les actions gouvernementales se complexifient de plus en plus. Les instances régionales du gouvernement du Québec se multiplient (CLD, SDÉR, CRÉ, etc.) et les mesures de ce gouvernement vont dans bien des sens. Certains programmes s'intéressent à l'accroissement de la valeur ajoutée, d'autres à la croissance du secteur des ressources naturelles et d'autres veulent faciliter le développement des PME. Les régions ressources sont parfois privilégiées et des secteurs particuliers comme ceux de la forêt sont souvent mis de l'avant. Notons enfin ce souci de plus en plus présent du gouvernement

de mettre toujours en priorité l'amélioration de la qualité de vie rurale<sup>8</sup>.

Les sciences régionales évoluent et se diversifient dans cette foulée. Des publications se font dans des secteurs de plus en plus précis et peuvent même créer de nouveaux liens avec des disciplines plus éloignées ou connexes comme l'histoire, la géographie, la socio-économie, l'éducation, la santé ou même la médicométrie<sup>9</sup>. Le balancier que nous évoquions plus haut n'oscille plus entre les deux extrêmes mais semble vouloir se stabiliser vers un juste milieu. Le Rendez-vous national de régions de 2002 le démontre assez bien.

L'aspect *régologie* des sciences régionales est de plus en plus présent. Les plus récents articles de notre Revue Canadienne des sciences régionale et même ceux de la Revue d'économie régionale et urbaine (RERU) sont définitivement tournés vers le concret de la vraie vie. Les scientifiques régionaux deviennent de plus en plus des *régologues*. Bien du monde trouve que ceci est conforme à l'évolution moderne de bien d'autres disciplines qui veulent devenir plus directement utiles. Les sciences pures peuvent en souffrir à court terme mais à long terme, elles sauront bénéficier de l'essentiel de ces pratiques de terrain. La partie suivante part de cette observation.

**Les scientifiques régionaux deviennent de plus en plus des régologues**

## 2. Les leçons de l'histoire, des pensées et des actions indécises

Une condition nécessaire mais non suffisante pour qu'une école puisse voir le jour réside dans l'existence d'une élite de base dans le

domaine considéré. Oui, le Québec possède une telle élite. Celle-ci est omniprésente autant dans les milieux universitaires et



intellectuels que dans les institutions publiques comme les ministères qui regroupent les différents acteurs. Peut-être y a-t-il trop d'interdépendance entre ces deux grands blocs que sont les intellectuels purs et les intellectuels plus appliqués ou administratifs.

### 2.1 Une élite intellectuelle presque liée à l'attraction des pouvoirs gouvernementaux

L'histoire de la science régionale au Québec commence véritablement en 1960 en même temps que la révolution tranquille. Notre revue très succincte de ces 50 dernières années dans ce domaine montre que les activités gouvernementales qui ont marqué cette longue période connaissent des orientations très diverses et se promènent facilement d'un bord ou de l'autre. Certaines décisions, certaines politiques se contredisent, d'autres se sont révélées inutiles. Cependant on a su très bien rétablir des faiblesses et des problèmes comme ceux des disparités ou de la pauvreté très localisée.

L'époque du BAEQ est une période dont les éléments négatifs sont très faciles à faire ressortir. Cependant les «Opérations dignité» ont forgé des regroupements qui ont eu un effet remarquable dans les prises de conscience; cet effet est encore présent dans certaines localités et certains secteurs. Si aucune école n'en est née, bien des gens et bien des intellectuels en ont tiré des leçons qui se transfèrent encore de nos jours.

L'époque du début de l'OPDQ et du rapport HMR a eu des effets similaires encore plus marqués, l'introduction de cette notion de pôles de croissance a placé au début des années 70 les régions face à Montréal. Les intellectuels se campaient clairement d'un bord ou de l'autre. Là aussi les leçons se sont transférées et se transfèrent encore de nos jours.

Les époques qui ont suivi font ressortir tout aussi clairement ce clivage parfois constructif mais souvent réducteur de ces intellectuels de la science régionale.

Actuellement, les analystes réfléchissent dans les coulisses mais très rapidement – notre milieu étant restreint – ces penseurs sont identifiés. Ils sont presque inmanquablement amenés à plonger sur la scène du réel et cela les freine radicalement. On va leur demander de formuler des avis et des recommandations au travers de nombreux rapports qui pour la plupart finiront sur les tablettes. Ces analystes tout à fait libres se transforment alors en analystes influents et engagés de fait. De penseurs et d'intellectuels qu'ils étaient, ils deviennent conseillers et sont parfois questionnés comme des devins voire des guérisseurs, ils sont devenus *régiologues* sans le vouloir. Naturellement ils vont devoir subir et suivre les cheminements changeants des gouvernements.

**Cette structure nécessaire qui formerait les fondations d'une école n'existe pas vraiment**

Dans ce sens il ne semble pas y avoir de grande continuité ou même de maintien dans les courants de pensée. Cette structure nécessaire qui formerait les fondations d'une école n'existe pas vraiment. Il y a cependant quelques exceptions. Ainsi, l'un des derniers ouvrages de M. Polèse et de R. Shearmur (Polèse et Shearmur 2002) donne une très bonne idée de ce qu'est une réalisation intellectuellement autonome et non dépendante même informellement d'un pouvoir public. L'ouvrage est libre, innovant et prospectif.

À cette étape, il serait intéressant de broser rapidement quelques comparaisons avec nos homologues d'Amérique du Nord ou d'Europe. Les écoles américaines, celles des



USA ou les écoles européennes, semblent en meilleure place dans cette notion d'école structurée.

Aux États-Unis, les grands penseurs que furent entre autres W. Leontief, Walter Isard ou H.W. Richardson ont donné à cette discipline des sciences régionales des directions très claires qui se sont mues tout naturellement en véritable école.

En France des penseurs tels que F. Perroux ou P. Aydalot ont eu le même effet. Les puristes et les administratifs ont su garder leur distance et leur indépendance tout en entretenant d'étroites relations entre eux. On peut dire sensiblement la même chose pour des pays où les structures régionales sont, au départ, très différentes comme l'Allemagne ou l'Espagne. Ces différentes écoles sont multiples et concernent aussi bien les sciences régionales en général que la science régionale propre à un secteur particulier. Ainsi par exemple on peut parler d'une école des localisations optimales quand on parle de « L'État isolé » de Von Thünen du milieu du XIX<sup>ième</sup> siècle qui fut suivi d'une pléiade d'écrits tous dirigés dans une direction semblable et vers des objectifs communs (A. Weber, W. Christaller, A. Lösh ... A. Schärli puis C. Ponsard ou J. Thisse).

## 2.2 Au Québec, une école pas ordinaire

La province de Québec ne possède pas de véritables écoles traditionnelles. Elle possède cependant une école où interviennent des scientifiques qui pratiquent davantage la *régiosologie* que les sciences régionales classiques. Cette « école pratique » se situe constamment sur le terrain, elle pratique des analyses serrées, formule des diagnostics et émet des recommandations. À court terme, les choses se tiennent, mais aussitôt que l'on prend quelques années en considération (moyen et long terme) elle donne rapidement

**Cette volonté d'être utile et visible du terrain a toujours été présente au Québec**

une perception de discipline indécise qui peut même sembler se contredire parfois.

Mais pourtant... c'est normal et même souhaitable. Cette école pratique s'assume et ne craint pas de s'afficher même si ses couleurs évoluent constamment. Dans ce sens elle est peu ordinaire et ne ressemble pas du tout aux « grandes écoles » américaines ou européennes qui elles sont plus rigides et peut-être plus stables. Cette stabilité ne nous caractérise effectivement pas. Nous ne formons pas un courant dominant qui s'identifie au développement régional, cependant les décideurs prennent connaissance de nos analyses et nos recommandations. Les décisions ultérieures peuvent en être affectées. Cette volonté d'être utile et visible du terrain a toujours été présente au Québec dans bien des disciplines académiques. La science régionale en se transformant en *régiosologie* n'échappe pas à cette volonté. Cette discipline est d'abord et surtout horizontale, elle aborde bien des secteurs de la socio-économie. Cependant sa verticalité peu développée et son image de « terrain » lui confèrent cette allure plutôt indécise.

Au Québec si nous n'avons pas vraiment cette structure d'école il est clair que nous possédons beaucoup d'éléments nécessaires à son édification. Dans ce sens, ce que nous possédons probablement le plus fortement ce sont des scientifiques et des experts. En proportion de notre population, nous avons un nombre respectable de tous ces regroupements d'intellectuels. Nous avons beaucoup d'écrivains et de scientifiques dont l'expertise est reconnue au niveau international. Toutes les branches de cette discipline sont couvertes autant en géographie (aménagement, occupation des sols, etc.) qu'en socio-économie (localisation, disparités, pauvreté, richesse, etc.)

Il serait peut-être indélicat de nommer ces gens, la liste est longue et le risque d'un oubli est grand. Bien sûr on ne peut pas ignorer ou oublier des gens comme Clermont Dugas<sup>10</sup> (géographe), Fernand Martin<sup>11</sup> (économiste) ou Mario Polèse<sup>12</sup> (urbaniste et analyste régional). Mais malgré ces nombreuses sommités, il n'y a pas véritablement d'école scientifique dotée d'une structure franche (*upfront*) comme telle. Il y a principalement des lignes de pensée qui souvent suivent les actions gouvernementales et qui souvent leur ressemblent. Ces lignes sont éphémères et ne dessinent pas de tendances solides et durables. Nous avons au Québec de nombreuses institutions publiques ou privées qui abritent la

discipline. Ainsi, l'INRS à Montréal, le CRDT à Rimouski, et plusieurs laboratoires reconnus font progresser les connaissances dans toutes les directions. Ces institutions génèrent des thèses, élaborent des manuels académiques, publient des revues savantes et des ouvrages collectifs, diffusent des contributions scientifiques internationales et multiplient les colloques et congrès. Elles participent aussi à l'avancement des connaissances, à la formation d'experts et parfois à l'orientation des politiques publiques. Avons-nous pour autant une véritable école de sciences régionales?

## Conclusion

Ces quelques lignes confirment ce qui est avancé en introduction. Une école traditionnelle, selon les critères souvent retenus par d'autres pays ? Non il n'y en a pas encore et il n'y en aura probablement jamais. D'accord, nous avons peut-être une école mais notre école n'est pas une école ordinaire. C'est une école qui possède peu de racines mais qui prend beaucoup d'espace sur le terrain, le concret. Souvent elle est utile et presque toujours, elle colle à la réalité.

Finalement il s'agit d'une école des sciences régionales qui chemine selon certains gènes que l'on retrouve bien souvent au Québec dans d'autres disciplines. Des gènes de grande liberté intellectuelle sans grande retenue. Des gènes où la réflexion accepte et même recherche très vite la validation que seul le terrain peut donner ou demander. Notre science régionale s'identifie alors davantage à la *régiologie*. Des gènes où l'extrême émerge facilement. Des gènes

**La science régionale québécoise reste indépendante et autosuffisante vis-à-vis de ses équivalentes américaine ou européenne**

d'autonomie marquée, la science régionale québécoise reste indépendante et autosuffisante vis-à-vis de ses équivalentes américaine ou européenne. Bien sûr dans un tel contexte, les « vases » et les retournements sont fréquents mais chaque période enrichit la suivante. Dans ce sens notre discipline est sur additive, la somme des acquis globaux dépasse largement la somme des acquis de chaque période individuelle. Des positions extrêmes ont été analysées au cours des années '60. Elles ont été décriées et rejetées par la suite, mais elles ont tout de même apporté quelques pierres à l'édifice. Dans ce sens notre discipline s'est toujours assumée avec franchise et honnêteté même si elle reste bien indécise. ■

---

## Notes et références

<sup>1</sup> Jean-Claude Lebel, 1965

<sup>2</sup> François Perroux n'était pas un économiste régional mais, entre autres, un économiste industriel. De grandes notions telles que celles des pôles de développement se retrouvent dans Perroux (1955)

<sup>3</sup> Walter Isard a publié 21 livres sur ce sujet depuis la fin des années 40

<sup>4</sup> Joanis, Martin, St-Cernis, 2004, p.33

<sup>5</sup> La DATAR a été remplacée il y a quelques années par un organisme similaire, la DIACT

<sup>6</sup> Higgins, Martin et Reynaud, 1970

<sup>7</sup> C. Dugas, « Les régions périphériques », 1983, p.67

<sup>8</sup> Voir particulièrement Martin (2002), p. 43

<sup>9</sup> Voir par exemple Polèse et Shearmur 2002 ou Proulx 2002

<sup>10</sup> Voir Dugas (1983)

<sup>11</sup> Voir par exemple la production à caractère historique : Joanis, Martin, St-Cernis, (2004)

<sup>12</sup> Voir par exemple Polèse (1999)

Dugas, C. (1983). *Les régions périphériques, défi au développement du Québec*, Presse de l'Université du Québec

Gendron, F. (1983). *Le choix des régions : document de consultation sur le développement des régions*, Montréal : Office de planification et de développement du Québec.

Gravel, J.-P. (1999), *Retour sur l'évolution régionale au Québec*, monographie, Groupe Urbatique

Hamelin L.-E. (2006), *L'âme de la terre : parcours d'un géographe*, Éditions Multi Mondes.

Higgins, B., F.Martin, et A. Reynaud (1970). *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec*, Ottawa : Ministère de l'expansion économique régionale

Joanis M., F. Martin et S. St-Cernis (2004). *Quel avenir pour les politiques de développement régional au Québec*, CIRANO, version révisée.

Lebel, J.-C. (1965), *Le BAEQ: une voie d'approche originale au problème des disparités régionales*, monographie, s.éd., 23 p.

Martin, F. (2002). « Un schéma de croissance pour la Rive – Sud », étude commandée par la Commission Nicolet, disponible sur le site Internet [www.mobilite-mtl-rsud.gouv.qc.ca/publications/](http://www.mobilite-mtl-rsud.gouv.qc.ca/publications/)

Perroux, F. (1955). « Note sur la notion de pôle de croissance ». *Économie appliquée*, 8: 307-320.

Picotte, Y. (1992). *Développer les régions du Québec*, Secrétariat aux affaires régionales, Gouvernement du Québec.

Polèse, M. (1999). « From Regional Development to Local Development: On the Life, Death and Rebirth of Regional Science As a Policy Relevant Science », *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. XXII, no. 3, pp. 299-314.

Polèse, M. et R. Shearmur (2002). *La périphérie face à l'économie du savoir : la dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des Provinces de l'Atlantique*, INRS-UCS et ICRD, Montréal et Moncton, 2002. <http://www.inrs-ucs.quebec.ca/default.asp?p=res>

Proulx, M.-U. (2002). *L'économie des territoire au Québec*, Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.

Rapport Parent (1963 – 1964), 5 tomes, Rapport de la commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec. Québec : Gouvernement du Québec.

# PARTENAIRE AVEC VOUS AU SERVICE DES CITOYENS

> [www.mamr.gouv.qc.ca](http://www.mamr.gouv.qc.ca)



**Affaires municipales  
et Régions**

**Québec**



---

## Le « rock and roll » québécois des sciences régionales et de l'économie spatiale

Luc-Normand Tellier  
Université du Québec à Montréal

---

Le rock and roll est une danse où les deux partenaires se rapprochent et s'éloignent l'un de l'autre, de façon endiablée, tout en se tenant par la main. On me permettra d'y voir une représentation imagée de l'évolution tourmentée des sciences régionales et de l'économie spatiale au cours des quarante dernières années au Québec. Au niveau international, la « Regional Science » a un père. C'est Walter Isard et l'œuvre d'Isard la plus ancienne (1956) dont est issue la « Regional Science » s'intitule *Location and Space Economy. A General Theory Relating to Industrial Location, Market Areas, Land Use, Trade and Urban Structure*. Il est donc juste de voir dans l'économie spatiale la source première de la « Regional Science ».

Au Québec, les sciences régionales sont directement issues de l'école isardienne de l'Université de Pennsylvanie située à Philadelphie. On retrouve chez nous une demi-douzaine de détenteurs de Masters en Regional Science, mais seulement, sauf erreur, deux Ph.D. en Regional Science (Michel Boisvert et moi-même). Parmi ces diplômés en science régionale, très peu sont demeurés fidèles à l'économie spatiale entendue dans son sens classique, à savoir une discipline produisant des théories économiques de nature déductive (par opposition à inductive) à formulation mathématique visant à faire comprendre la logique micro-économique des localisations, la logique des phénomènes spatiaux de polarisation, la logique de la constitution des

systèmes urbains, la logique des rentes foncières et des tissus urbains, et la logique de la répartition des prix et des flux dans l'espace.

La plupart ont bifurqué vers la démographie, l'urbanisme, les études urbaines ou l'analyse descriptive. À leurs côtés, plusieurs économistes se sont aussi intéressés à la Regional Science. Qu'on pense, entre autres, à Fernand Martin, Benjamin Higgins, André Raynault, Pavel Turcan, Joseph Chung, Pierre Fréchette, André Joyal, Pierre-André Julien, Bernard Vermot-Desroches, André Lemelin, Jacques Ledent et Marc-Urbain Proulx. Là aussi, ceux qui se sont consacrés à l'économie spatiale proprement dite sont une petite minorité.

À vrai dire, depuis 1970, les sciences régionales québécoises se sont considérablement éloignées de l'économie spatiale et aussi, il faut le dire, de la « Regional Science » au sens « isardien » du mot. De plus en plus sociologiques, géographiques, environnementalistes ou politiques, elles ont pris leur distance par rapport à la science économique standard et, encore plus, par rapport à la science économique « déductive » basée sur des hypothèses et un raisonnement mathématique axé sur l'optimisation. Tentons de retracer le chemin parcouru avant de nous demander si le temps des retrouvailles de l'économie spatiale et des sciences régionales québécoises ne serait pas venu.

**Depuis 1970, les sciences régionales québécoises se sont considérablement éloignées de l'économie spatiale**

---

## Un retour sur un passé encore récent

En 2006,<sup>1</sup> j'ai jeté un regard relativement pessimiste sur l'évolution de la recherche économique spatiale, urbaine et régionale au Québec. Ce texte retraçait les étapes clés de ce que j'ai appelé le divorce de la planification économique et de l'aménagement du territoire, divorce qui, selon moi, tua dans l'œuf un des courants dominants issus de la Révolution tranquille suivant lequel l'État du Québec et, incidemment, l'aménagement du territoire, devaient se structurer à partir de l'idée de planification économique importée du modèle français (marqué par l'existence d'un Ministère du Plan).

Ce courant a donné lieu en 1960-1961 à la constitution du Conseil d'orientation économique (dissous en 1968), à la mise sur pied, en 1963, du Bureau de l'aménagement de l'Est du Québec (BAEQ) et à la création en 1968 de l'Office de planification du Québec, devenu l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) en 1969. Ces organismes visaient à établir une cohérence verticale entre la planification économique provinciale et l'aménagement local et régional, ainsi qu'une cohérence horizontale entre toutes les initiatives de planification locales grâce à l'imposition d'un cadre provincial dominé par une logique avant tout économique. Le rapport La Haye (1968) et l'avant-projet de loi sur l'aménagement et l'urbanisme du ministre Tessier (1972) étaient porteurs de cette vision cartésienne des choses à l'intérieur de laquelle l'envol de l'école québécoise des sciences régionales s'inscrivaient nettement.

Entre 1970-1972 et 1979 (date de la loi 125 sur l'aménagement et l'urbanisme) s'est opéré le divorce historique entre les idéaux de planification économique et d'aménagement du territoire. Ce divorce a conduit le gouvernement québécois à distinguer de plus en plus, puis à séparer clairement les notions

de planification économique et d'aménagement du territoire.<sup>2</sup> Et Cela a favorisé par la suite le divorce de l'économie urbaine et régionale, et de l'économie classique.

L'expérience du BAEQ et le rapport Higgins, Martin, Raynault (1970) ont joué un rôle déterminant dans cette évolution du fait qu'ils ont réussi à s'opposer radicalement en évoquant la même théorie, celle des pôles de croissance. En effet, Higgins, Martin, Raynault, trois économistes « classiques » de l'Université de Montréal, s'attaquèrent avec virulence à la philosophie même du BAEQ en se servant de la même théorie des pôles de croissance qui l'avait inspiré. Ils le firent en soulignant qu'en mettant trop l'accent sur le développement de ses régions marginales, le Québec compromettait les chances de la région de Montréal de maintenir sa place dans l'économie canadienne face à Toronto.

Ce rapport a eu un énorme retentissement. Il contribua à discréditer la théorie des pôles de croissance (dont Higgins, Martin et Raynault s'inspiraient pourtant) en montrant qu'on pouvait lui faire dire tout et son contraire. Il discrédita les économistes dans le domaine du développement local et régional (comment se fier à des experts dont les théories peuvent à la fois encourager et décourager les efforts de développement local ?). Enfin, il contribua à marginaliser l'économie spatiale, urbaine et régionale à l'intérieur des départements de science économique du Québec.

En effet, le caractère impressionniste, littéraire et peu mathématique de la théorie des pôles de croissance ainsi que son absence de bases théoriques, micro-économiques ou macro-économiques, solides discréditèrent aux yeux de très nombreux économistes « classiques » tout un champ disciplinaire, celui de l'économie spatiale, urbaine et régionale, auquel ils n'avaient, le plus souvent, jamais

vraiment été initiés. Peu à peu, les départements de science économique des universités québécoises se sont vidés de leurs professeurs d'économie spatiale, urbaine et régionale, et le divorce entre ce champ disciplinaire et l'économie classique est venu bien près d'être consommé. Il faut noter qu'aux États-Unis, la même évolution s'est produite, d'abord, avec la dissociation de la « Regional Science » (fondée par Walter Isard) et de la science économique, puis avec la quasi-disparition de la « Regional Science » comme discipline autonome.

**Les départements de science économique des universités québécoises se sont vidés de leurs professeurs d'économie spatiale, urbaine et régionale**

Le divorce de la science économique classique et de l'économie spatiale, urbaine et régionale annonça l'éclatement de cette dernière en une multitude de courants dont les trois principaux me semblent être :

- 1- l'économie spatiale proprement dite, profondément déductive (comme l'économie classique d'ailleurs), à formulation et à raisonnement mathématiques ; ce courant est l'héritier du livre de Walter Isard intitulé *Location and Space-Economy* (1956) ; l'économie des transports doit être vue comme un prolongement de l'économie spatiale ; elle partage avec cette dernière son caractère quantitatif et mathématique ;
- 2- l'économie urbaine et régionale « descriptionniste » utilisant à fond les quatre opérations élémentaires de l'arithmétique (l'addition, la soustraction, la multiplication et la division) pour décrire le monde économique urbain et régional sans recourir à quelque modèle mathématique que ce soit, ni même à l'économétrie ; ce courant, héritier des

*Methods of Regional Analysis* de Walter Isard (1960), mise sur la description du passé et du présent, sur le « benchmarking » et sur la collecte des données les plus récentes et les plus exclusives ; il renonce à l'avance à formuler quelque théorie que ce soit et à produire méthodiquement quelque projection que ce soit ; pour lui, décrire et comparer constituent l'alpha et l'oméga de l'économie urbaine et régionale ;

- 3- l'économie urbaine et régionale « synthétisante » mettant à profit l'observation des variables économiques, mais aussi des variables socioculturelles dans le dessein de formuler des théories non mathématiques basées sur la théorie économique traditionnelle, mais aussi sur des disciplines aussi variées que la sociologie, la psychologie, la théorie des organisations, la science politique, etc. ; ce courant est marqué par un souci constant de synthèse et d'analyse du développement urbain et régional dans une perspective multidisciplinaire, mais dans une optique économique ; le livre de Proulx<sup>3</sup> incarne parfaitement ce courant.

Parallèlement à ces trois courants, un quatrième courant s'est développé à la fois à partir et hors du Québec, celui de la Nouvelle Économie Géographique (NEG : New Economic Geography). Ce courant majeur s'est donné pour objectif de réconcilier la science économique classique et l'économie spatiale, urbaine et régionale. Ses principaux auteurs sont l'Américain Paul Krugman (récipiendaire en 2008 du Prix Nobel de science économique), le Belge Jacques-François Thisse et le Japonais Masahisa Fujita.<sup>4</sup> La Nouvelle Économie Géographique fait le pont entre la micro-économie moderne et l'économie spatiale traditionnelle en formulant des modèles d'équilibre général prenant en compte la concurrence imparfaite,



des rendements croissants et des coûts de transports dans le but de comprendre et d'expliquer la formation d'agglomérations et d'espaces économiques différenciés.

Depuis 2006, un nouvel élément est apparu. Je fais allusion à la rencontre de l'approche topodynamique<sup>5</sup> et de la Nouvelle Économie Géographique. Ces deux approches peuvent être vues et sont vues par plusieurs<sup>6</sup> comme découlant toutes deux du problème d'attraction-répulsion que des Québécois ont été les premiers à formuler et à solutionner dans sa version simple<sup>7</sup> et que Pierre Hansen des HEC-Montréal et des collègues<sup>8</sup> ont solutionné dans sa version plus complexe.

Plus importante encore que la formulation du problème d'attraction-répulsion, l'introduction<sup>9</sup> du concept de force de répulsion a permis une relecture en profondeur de trois des quatre parties principales de la théorie économique spatiale, à savoir :

- 1- la *théorie de la localisation* où les forces de répulsion sont omniprésentes ;
- 2- la *théorie des systèmes urbains* où l'évolution des systèmes urbains ne peut bien se comprendre sans faire appel au concept de force de répulsion pour expliquer à la fois l'expansion et l'évolution des systèmes urbains ;
- 3- la *théorie de la rente foncière* où les prix fonciers sont le résultat de la transformation de l'unique point d'attraction d'un système de localisation, qu'il s'agisse d'un centre-ville ou d'un marché agricole, en point de répulsion par le jeu des enchères du marché foncier.<sup>10</sup>

Le concept de force de répulsion est aussi à l'origine à la fois du problème d'attraction-répulsion, de l'approche topodynamique et de la Nouvelle Économie Géographique.

## Comparer l'approche topodynamique et celle de la Nouvelle Économie Géographique

Le modèle topodynamique et les modèles de la Nouvelle Économie Géographique constituent des modèles macro-géographiques. Ensemble, ils cherchent à comprendre, à simuler et à prédire l'évolution de vastes systèmes spatio-économiques. Les modèles de la Nouvelle Économie Géographique ont fortement contribué à faire avancer la compréhension de telles évolutions, mais ils n'ont pas encore réussi à simuler et à prédire adéquatement les évolutions futures. Par contre, le modèle topodynamique s'est révélé très efficace pour simuler et prédire l'évolution des grands

systèmes spatiaux alors que ses bases micro-économiques demeurent moins explicites qu'implicites.

Un groupe de chercheurs québécois s'est allié à des chercheurs de l'Université catholique de Louvain pour former un nouveau groupe de recherche nommé GRIEG (Groupe de recherche international en économie géographique / Group of Research in International Economic Geography). Ce groupe rassemble, du côté de l'Université catholique de Louvain, Jacques-François Thisse et Dominique Peeters, tous deux économistes-mathématiciens de réputation internationale, et, du côté québécois, Pierre Hansen, économiste-mathématicien éminent des HEC-Montréal, Srecko Brlek du Laboratoire de Combinatoire et d'Informatique

**Le modèle topodynamique et les modèles de la Nouvelle Économie Géographique constituent des modèles macro-géographiques**



---

Mathématique (LACIM) de l'UQAM, Denis Bolduc, directeur du département de sciences économiques de l'université Laval, Kristian Behrens, jeune économiste-mathématicien du département des sciences économiques de l'UQAM, et Luc-Normand Tellier, concepteur de l'approche topodynamique. Cette équipe est vraisemblablement la plus forte jamais constituée au Québec, sinon au Canada, en économie spatiale.

Le GRIEG se fixe comme objectif de combiner l'approche topodynamique et celle de la Nouvelle Économie Géographique en développant un nouveau modèle, le modèle GRIEG, afin de faire avancer la compréhension théorique de l'économie spatiale et d'augmenter le pouvoir prédictif des modèles existants. Les fruits attendus de cette démarche touchent plusieurs aspects, tant mathématiques, méthodologiques, théoriques qu'historiques, de la compréhension de l'évolution économique mondiale. Il s'agit de rien de moins que de donner naissance à une nouvelle génération de modèles macro-géographiques.

La Nouvelle Économie Géographique cherche à élaborer des modèles micro-économiques d'équilibre général basés sur la concurrence imparfaite, des rendements d'échelle croissants et l'existence de coûts de transport afin d'expliquer la formation d'agglomérations et d'espaces économiques différenciés. Elle recourt aux concepts de force d'agglomération et de force de dispersion qui peuvent être vues comme les pendants des concepts de force d'attraction et de force de répulsion.

Quant au modèle topodynamique, il voit dans l'évolution spatiale des populations et des productions le produit d'un système complexe de décisions de localisation interdépendantes liées aussi bien aux activités de consommation que de production. Il considère qu'un tel système complexe résulte de l'interaction d'une myriade de forces d'attraction et de

répulsion donnant lieu à des « effets de système » et des « tendances spatiales » marqués par des phénomènes d'« inertie topodynamique ». Conformément à cette vision, il tente de modéliser ces effets de système et ces tendances spatiales au moyen de séries de problèmes d'attraction-répulsion interdépendants présentant des caractéristiques précises. En effet, il a été observé :

- 1- que plus, à l'intérieur d'une suite de problèmes d'attraction-répulsion, ces problèmes sont interdépendants, plus le niveau de polarisation du système généré est élevé ;
- 2- que, plus les forces de répulsion sont importantes par rapport aux forces de répulsion, plus le processus de polarisation profite à la périphérie de l'espace considéré ;
- 3- que, plus les activités d'un système « meurent », plus les changements observés dans la distribution spatiale des activités sont rapides et importants.

À partir de telles observations, le modèle topodynamique cherche à définir sur ordinateur un système théorique de localisation constitué d'un très grand nombre de problèmes d'attraction-répulsion interdépendants qui simule aussi adéquatement que possible l'évolution observée de distributions réelles de population ou de production ; ce, afin de produire des projections de population ou de production, selon le cas. Les nombreuses applications du modèle topodynamique ont démontré que cette approche originale est tout à la fois possible et remplie de promesses.

Notons que, dans le modèle topodynamique, c'est la conformité de l'ensemble du système qui est testée alors que, dans l'approche plus traditionnelle adoptée en Nouvelle Économie Géographique, c'est la validité statistique des équations du modèle que l'on teste.

L'approche topodynamique tente de modéliser les systèmes en procédant à du « system-fitting » direct, tandis que la Nouvelle Économie Géographique fait appel aux méthodes économétriques habituelles qui impliquent des régressions, c'est-à-dire du « straight-line-fitting », et des équations simultanées. La démarche plus holistique du modèle topodynamique contribue à son efficacité du point de vue empirique.

L'approche topodynamique et celle de la Nouvelle Économie Géographique mettent toutes les deux l'accent sur la compréhension des phénomènes de polarisation de l'espace géoéconomique (pourquoi y a-t-il des espaces congestionnés et des espaces vides, des espaces riches et des espaces pauvres ?). Cependant, elles diffèrent à plusieurs points de vue, comme l'illustre le tableau 1. Une des principales différences entre les deux approches tient au fait que la Nouvelle

Économie Géographique recourt aux concepts de forces d'attraction et de répulsion pour étudier les phénomènes d'agglomération et d'inégalité à travers l'espace dans le cadre de la théorie économique standard en les abordant par le biais de modèles micro-économiques d'équilibre général prenant en compte l'existence de la concurrence imparfaite, de rendements croissants et de coûts de transport. L'approche topodynamique fait appel aux concepts de forces d'attraction et de répulsion pour comprendre et simuler des évolutions spatio-économiques à partir du concept d'inertie topodynamique.<sup>11</sup>

**L'approche topodynamique et celle de la Nouvelle Économie Géographique mettent toutes les deux l'accent sur la compréhension des phénomènes de polarisation de l'espace**

Tableau 1 : Complémentarité des modèles topodynamique et NEG

	Modèle topodynamique	Modèles NEG
Basés sur	le problème d'attraction-répulsion et le modèle de Monte Carlo	l'économétrie, la micro-économie et les modèles d'équilibre général
Recourent à	du « system-fitting »	des régressions (straight-line-fitting) et à des équations simultanées
Tablent sur	la logique spatiale du développement	la logique micro-économique et l'équilibre général du développement
Insistent sur	les régularités macro-spatiales	la logique micro-économique
Distinguent les forces	d'attraction et de répulsion	d'agglomération et de dispersion
Conçus en fonction	d'un nombre infini de localisations	d'un nombre fini de régions
Forces	cohérence macro de long terme	cohérence micro-économique de court terme
Nature	entropique	déterministe
Données requises	données spatialement très désagrégées concernant peu de variables	données moins spatialement désagrégées concernant plusieurs variables

Une autre différence tient au fait que les modèles de la Nouvelle Économie Géographique sont basés à la fois sur la micro-économie et l'économétrie, tandis que le modèle topodynamique recourt au problème

d'attraction-répulsion pour simuler des évolutions spatio-économiques à partir de séries de problèmes d'attraction-répulsion interdépendants dont les paramètres caractéristiques optimaux sont estimés à l'aide

---

de méthodes d'optimisation mathématiques différentes de celles de l'économétrie classique.

L'approche de la Nouvelle Économie Géographique présente des garanties en termes de conformité avec la théorie microéconomique. Elle met l'accent sur l'interaction entre les forces d'agglomération (assimilables à des forces d'attraction) et les forces de dispersion (assimilables à des forces de répulsion) de diverses natures qui sous-tendent les évolutions spatio-économiques. Elle cherche à expliquer comment de fortes disparités spatiales peuvent émerger dans des contextes par ailleurs symétriques et homogènes.

Il faut noter qu'alors que les modèles économétriques traditionnels « explosent » en quelque sorte à long terme, le modèle topodynamique produit encore des résultats cohérents et convaincants à des horizons de 50

ans et plus ; ainsi, en 2002, des projections cohérentes et convaincantes ont été produites pour le monde entier jusqu'à 2060.<sup>12</sup>

Les modèles de la Nouvelle Économie Géographique mettent l'accent sur les bases micro-économiques des phénomènes d'agglomération et ils cherchent à disséquer, à décomposer en quelque sorte, les systèmes qu'ils étudient aussi bien que les multiples éléments qui les composent. Ils cherchent à cerner les effets systémiques (*lock-in effects*) engendrés par une myriade de décisions individuelles. Le modèle topodynamique insiste plutôt sur la nature holistique des systèmes de localisation qui fait qu'on ne peut les décomposer sans risquer de perdre quelque chose. L'importance donnée par l'approche topodynamique au concept d'inertie de l'évolution des systèmes spatio-économiques explique en bonne partie ses choix théoriques et méthodologiques.

### Faire converger des approches jusque-là séparées

Comme on le voit, parties du même problème d'attraction-répulsion, les approches topodynamique et de la NEG ont emprunté des voies très contrastées. Il n'est pas impossible que l'école québécoise des sciences régionales permette, dans les années qui viennent, de faire converger ces deux voies jusque-là indépendantes. Avant de voir comment cela pourrait se faire, demandons-nous quels avantages procurerait une convergence des deux approches.

Le mariage de la logique micro-économique de la Nouvelle Économie Géographique et de celle de l'inertie des systèmes de localisation propre à l'approche topodynamique ouvrirait de nouvelles perspectives de recherche tout à la fois en théorie économique spatiale, en théorie des systèmes urbains et en modélisation (tant économétrique que non-économétrique). Cela pourrait conduire à

élaborer un ou des modèles offrant à la fois la fiabilité à long terme et à grande échelle de l'approche topodynamique, et la cohérence micro-économique de la Nouvelle Économie Géographique. Ces nouveaux modèles permettraient de faire avancer la compréhension des dynamiques urbaines mondiales, mais aussi des dynamiques régionales et métropolitaines.

L'intérêt de faire converger les deux approches tient, entre autres, à leur grande complémentarité du point de vue empirique. Ainsi, les exigences des deux types de modèles en termes de données sont très différentes. Le modèle topodynamique exige des données aussi spatialement désagrégées que possible concernant un petit nombre de variables pour lesquelles les données sont souvent disponibles. Tout au contraire, les modèles NEG utilisent des données concernant un plus

grand nombre de variables, ce qui pose généralement des problèmes du fait que le niveau de désagrégation spatiale ne peut jamais excéder le niveau de désagrégation de la variable la moins désagrégée. Le modèle GRIEG, issu de la convergence des deux approches, propose un compromis qui permet de tirer le meilleur profit des deux types de modèle. La partie « topodynamique » du modèle recourt aux données les plus désagrégées concernant chacune des localisations, tandis que la partie NEG du modèle opère au niveau de « régions » et utilise des données plus agrégées.

### Une voie méthodologique possible

La réflexion des membres du GRIEG a conduit à imaginer une façon relativement simple de réaliser le mariage rêvé des deux approches en tablant sur la distinction très nette qui existe dans le modèle topodynamique entre la détermination des valeurs optimales des quatre paramètres clés du modèle et l'estimation des « correctifs » micro qui sont introduits dans le modèle, localisation par localisation, une fois que les valeurs optimales des paramètres ont été déterminées. Dans la version traditionnelle du modèle topodynamique, ces correctifs, une fois estimés, sont supposés invariants. Dans le modèle GRIEG, ils deviendraient évolutifs, des modèles de la Nouvelle Économie Géographique étant utilisés pour modifier l'évolution future de ces correctifs.

Dans le modèle topodynamique traditionnel, des correctifs sont calculés après que la valeur optimale des quatre paramètres a été estimée. Ces correctifs sont ensuite supposés invariants. Par exemple, si la population de la localisation *i* estimée par le modèle optimal pour l'année 2001 (année de la dernière observation ayant servi à estimer les paramètres du modèle) est de 1 567 342 habitants alors que la population recensée en 2001 à cette même localisation

Par ailleurs, malgré sa cohérence dans les projections à long terme, le modèle topodynamique ignore le concept de déséquilibre spatial, concept clé de la Nouvelle Économie Géographique. Il serait donc intéressant de mettre à contribution les modèles de la Nouvelle Économie Géographique pour identifier en cours de projection les déséquilibres spatiaux annoncés par le modèle topodynamique afin de prévoir comment ces déséquilibres sont susceptibles d'évoluer, soit vers leur résorption, soit vers leur accentuation.

n'est que de 1 498 653 habitants, un correctif de -68 689 ( $= 1\,498\,653 - 1\,567\,342$ ) est calculé. Ce correctif, comme tous les autres, est alors appliqué, tel quel, tout au long du processus de calcul des projections. La stabilité du correctif à travers le temps n'est pas toujours évidente puisqu'elle assume que la sous-performance de la localisation *i* va se poursuivre indéfiniment. En effet, des déséquilibres spatiaux peuvent se développer dont la dynamique peut faire bifurquer certaines évolutions spatiales. Voilà où les modèles de la Nouvelle Économie Géographique interviendront dans le cadre du modèle GRIEG. Au lieu de servir à générer directement des projections de population, de production ou autre, les modèles NEG serviraient ici à orienter l'évolution probable des correctifs du modèle GRIEG.

À partir de cette idée de départ, le groupe GRIEG se propose d'élargir la perspective de recherche en abordant les trois autres questions méthodologiques suivantes :

- 1- La première question a trait à l'optimisation du mode de sélection des valeurs des quatre paramètres clés du modèle topodynamique. Il a été observé

que des combinaisons très différentes des valeurs des quatre paramètres peuvent produire des résultats comparables en termes de conformité des évolutions simulées avec les évolutions observées. Afin de comprendre le comportement mathématique du modèle, une analyse complexe des valeurs de l'indice synthétique de conformité (indice déjà défini qui donne d'excellents résultats) dans l'espace quadridimensionnel défini par les quatre paramètres clés devra être menée afin de repérer les zones de plus grande conformité à l'aide des méthodes de l'analyse combinatoire. Cela va exiger de faire appel à l'analyse spectrale, à la géométrie informatique (« computational geometry ») et à l'optimisation combinatoire. Cela fait, des méthodes heuristiques devront être développées afin de trouver les valeurs optimales des paramètres. Cette recherche complexe devrait permettre d'augmenter significativement la procédure d'optimisation du modèle topodynamique et, par conséquent, aussi du modèle GRIEG.

2- La troisième question concerne la programmation d'une version du modèle GRIEG facile d'utilisation. Cette version du modèle sera telle que les seuls inputs que l'utilisateur devrait fournir à l'ordinateur seraient les suivants :

- a. une carte géographique délimitant l'espace de référence ;

- b. la distribution spatiale des populations ou des productions au temps  $n$  ;
- c. la distribution spatiale des populations ou des productions au temps  $n+1$  ;
- d. la population ou la production totale prévue à l'horizon  $n+1+x$  ;
- e. le nombre d'itérations entre le temps  $n$  et le temps  $n+1$  (ce nombre est déterminé par l'utilisateur ; plus ce nombre est élevé, plus les résultats sont précis) ;
- f. les correctifs estimés à l'aide du modèle NEG pour chaque région et pour chaque phase de projection.

3- La quatrième question concerne l'élaboration d'un modèle GRIEG mondial prenant en compte un espace sphérique et la distribution mondiale des populations ou des productions. Il faut dire que le modèle topodynamique a déjà été utilisé pour produire des projections mondiales aux horizons 2012, 2027 et 2060. Le modèle GRIEG mondial devrait permettre de faire des projections pour un pays, une région ou une région métropolitaine en tenant compte de l'influence du monde extérieur, ce qui n'a pas été fait jusqu'à maintenant. Jusqu'ici, toutes les applications à une échelle inférieure ignoraient l'influence du monde extérieur au pays, à la région ou à la région métropolitaine considérés.

## Conclusion

L'approche topodynamique et celle de la Nouvelle Économie Géographique sont à la fois reliées et profondément complémentaires. De la même manière que le modèle de gravité peut être vu comme une forme réduite de divers modèles de commerce international, le modèle topodynamique peut être considérée

comme une forme réduite « macro » de plusieurs modèles de la Nouvelle Économie Géographique. Le GRIEG aura pour mission de comparer et de combiner les deux approches afin de créer une nouvelle génération de modèles à partir d'un modèle GRIEG préservant à la fois la cohérence

---

spatiale du modèle topodynamique et la cohérence microéconomique des modèles de la NEG. Ce modèle hybride sera rendu possible en recourant à des modèles NEG pour rationaliser les « correctifs » micro qui sont actuellement intégrés au modèle topodynamique après que les valeurs optimales des paramètres du modèle ont été estimées. Le GRIEG visera aussi à améliorer la procédure de détermination des valeurs optimales de ces paramètres en recourant à l'analyse spectrale, à la géométrie informatique (« computational geometry ») et à l'optimisation combinatoire.

L'École québécoise de sciences régionales pourrait donc être sur le point de contribuer à donner une toute nouvelle impulsion à l'économie spatiale, urbaine et régionale. Ce faisant, elle pourrait, après de si longues périodes d'éloignement progressif, favoriser un rapprochement de l'économie spatiale et de l'économie classique ainsi qu'une résurgence de la théorie économique dans le domaine régional. ■

## Notes et références

- <sup>1</sup> Tellier, Luc-Normand, 2006, “ La recherche économique spatiale, urbaine et régionale au Québec : réflexion sur les 35 dernières années et sur l'avenir ”, *Organisations et territoires*, Vol. 15, no 1, hiver 2006, p. 15-19.
- <sup>2</sup> Voir à ce sujet Tellier, Luc-Normand, 1982, “Les dimensions économiques de l'aménagement du territoire au Québec”, in *L'aménagement du territoire au Québec: du rêve au compromis*, sous la direction de Jacques Léveillé, Montréal, Nouvelle optique, p. 43-62.
- <sup>3</sup> Proulx, Marc-Urbain, 2002, *L'économie des territoires au Québec : aménagement, gestion, développement*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- <sup>4</sup> Pour une synthèse de la Nouvelle Économie Géographique, voir Combes, Pierre-Philippe, Mayer, Thierry et Jacques-François Thisse, 2006, *Économie géographique. L'intégration des régions et des nations*. Paris, Economica, 397 pages.
- <sup>5</sup> Voir Tellier, Luc-Normand, 1995, “Projecting the evolution of the North American urban system and laying the foundations of a topodynamic theory of space polarization”, *Environment and Planning A*, Vol. 27, pp. 1109-1131, ainsi que Tellier, Luc-Normand, 2002, *Étude prospective topodynamique du positionnement de la grande région de Montréal dans le monde aux horizons 2012, 2027 et 2060*. Département d'études urbaines et touristiques, UQAM, Études, matériaux et documents 18, 120 pages.
- <sup>6</sup> Voir Ottaviano, Gianmarco, Takatoshi Tabuchi and Jacques-François Thisse, 2002, “Agglomeration and trade revisited”, *International Economic Review* 43, 409-436.
- <sup>7</sup> Voir Tellier, Luc-Normand, 1985, *Économie spatiale: rationalité économique de l'espace habité*, Chicoutimi, Gaëtan Morin éditeur, 280 pages et Tellier, Luc-Normand et Boris Polanski, 1989, “The Weber Problem: Frequency of Different Solution Types and Extension to Repulsive Forces and Dynamic Processes”, *Journal of Regional Science*, vol 29, no. 3, p. 387-405.
- <sup>8</sup> Voir Chen, Pey-Chun, Hansen, Pierre, Jaumard, Brigitte et Hoang Tuy, 1992, “Weber's Problem with Attraction and Repulsion,” *Journal of Regional Science* 32, 467-486.
- <sup>9</sup> Dans mon livre d'économie spatiale (1985).

- 
- <sup>10</sup> Voir Tellier, Luc-Normand, 1993, *Économie spatiale: rationalité économique de l'espace habité* (seconde édition), Montréal, Éditions Gaëtan Morin, 285 pages.
- <sup>11</sup> Voir Tellier, Luc-Normand et Claude Vertefeuille, 1995, "Understanding spatial inertia: centre of gravity, population densities, the Weber problem and gravity potential", *Journal of Regional Science* 35, 155-164 et Tellier, Luc-Normand et Martin Pinsonnault, 1998, "Further Understanding Spatial Inertia : a Reply", *Journal of Regional Science*, vol. 38, no 3, pp. 513-534. Tellier et Vertefeuille, 1995 et Tellier et Pinsonnault, 1998).
- <sup>12</sup> Voir Tellier, Luc-Normand, 2002, *Étude prospective topodynamique du positionnement de la grande région de Montréal dans le monde aux horizons 2012, 2027 et 2060*. Département d'études urbaines et touristiques, UQAM, Études, matériaux et documents 18, 120 pages

---

# crises

**[www.crises.uqam.ca](http://www.crises.uqam.ca)**

Centre de recherche sur les innovations sociales

**Le Centre de recherche sur les innovations sociales**

Une organisation interuniversitaire et pluridisciplinaire qui étudie  
et analyse les innovations et les transformations sociales

**Objectifs :**

- Offrir un lieu de concertation et de coordination pour les activités de recherche
- Favoriser l'émergence de nouvelles pistes de recherche fondamentale et appliquée
- Développer de nouveaux partenariats
- Organiser des activités scientifiques et de transferts vers la communauté
- Former de jeunes chercheurs

**Renseignements :**

[crises@uqam.ca](mailto:crises@uqam.ca)  
[www.crises.uqam.ca](http://www.crises.uqam.ca)  
(514) 987-3000, poste 4458



---

# À propos des trajectoires et des défis contrastés des régions québécoises

Mario Polèse \*

Laboratoire d'analyse spatiale et d'économie régionale (LASER)  
INRS Urbanisation, Culture et Société

---

## Introduction

Cet article est d'abord une synthèse d'une communication présentée au Colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française (ASRDLF) à l'Université du Québec à Rimouski en août 2008 dans la session spéciale « *École québécoise de sciences régionales* ». La communication a fait l'objet d'une publication<sup>1</sup> que j'invite le lecteur à consulter (Polèse 2009) pour les analyses et les données sur l'évolution territoriale de l'emploi, sur lesquelles reposent souvent mes affirmations. D'autres affirmations reposent

sur des travaux, cités dans les références, menés avec mes collègues du LASER<sup>1</sup>. Cette synthèse se veut aussi une réflexion plus générale sur les défis de développement des régions québécoises. Le Québec est aujourd'hui une économie mature. Les défis de développement régional qui s'y présentent ne sont pas très différents de ceux des autres pays industrialisés, mais avec quelques éléments particuliers, le reflet surtout de l'étendue de son territoire et la présence d'industries hautement capitalisées en périphérie.

## La remétropolisation de Montréal

Le premier indice de la maturité de l'économie québécoise est la tertiarisation avancée de sa plus grande ville. Toutes proportions gardées, l'activité manufacturière est aujourd'hui davantage présente à l'extérieur de la région montréalaise. En contrepartie, la région montréalaise s'affirme de plus en plus par la concentration des emplois dans le tertiaire supérieur : services informatiques, services comptables, autres services professionnels, radio-télédiffusion, multimédia, commercialisation, gestion, maisons d'édition, finance, etc.

Cette affirmation de Montréal comme métropole moderne est l'aboutissement d'une deuxième transformation, raison pour laquelle nous parlons de « re » métropolisation. Dans les années 1970, Montréal a cédé sa place de

première métropole du Canada à Toronto, rupture qui marquait le début d'une longue période de déclin relatif. Cette rupture de tendance était la conséquence prévisible, et on pourrait dire « normale », de la refrancisation du Québec<sup>3</sup>; imposer le français et demeurer, en même temps, la capitale économique d'un pays aux trois quarts anglophone était impossible. La refrancisation de Montréal était nécessaire, mais il y avait un prix à payer. Une bonne partie de la vieille élite anglophone est partie avec ses sièges sociaux, ses capitaux et ses talents; ce qui n'a pas seulement eu pour effet d'affaiblir l'économie montréalaise, mais aussi de donner un coup de main inattendu à l'économie torontoise. Pendant trois décennies, la région de Toronto affichait une

croissance nettement au-dessus de la moyenne nord-américaine.

Heureusement – pour Montréal, mais non pas pour Toronto – cette période est révolue. La perte de fonctions métropolitaines au profit de Toronto était un événement unique, le résultat d'une conjoncture politique particulière. En termes plus crus, les populations qui voulaient partir sont parties. Entre-temps, une nouvelle élite économique francophone est venue les remplacer. L'économie montréalaise s'est graduellement ajustée à son nouveau rôle de métropole d'une aire d'influence plus petite, mais maintenant bien à elle, protégée par la barrière de la langue et dynamisée par cette nouvelle élite. Sur plusieurs indicateurs économiques – sauf la taille (bien entendu) – la métropole québécoise est en train aujourd'hui de rattraper la Ville-Reine. Cette transformation n'est pas uniquement le résultat d'une bonne performance de l'économie montréalaise, mais aussi de l'essoufflement de

la croissance hors norme de l'économie torontoise, davantage frappée en plus par des chocs conjoncturels récents à cause de sa spécialisation dans le secteur financier et du sud ontarien dans l'industrie automobile.

Sauf pour la finance, où Toronto garde une avance inattaquable, Montréal se réaffirme aujourd'hui comme métropole dans plusieurs secteurs d'activité du tertiaire supérieur. Les grands bureaux de génie-conseil et les nombreuses entreprises de conception graphique par ordinateur en sont des exemples. Toutes proportions gardées, l'économie montréalaise repose aujourd'hui, autant que celle de Toronto, sur des fonctions métropolitaines.

**Sauf pour la finance, où Toronto garde une avance inattaquable, Montréal se réaffirme aujourd'hui comme métropole dans plusieurs secteurs d'activité du tertiaire supérieur**

### **L'essor de l'Arc industriel québécois**

Dans les économies avancées, l'industrie fuit les grandes métropoles, devenues trop chères. La tertiarisation de Montréal a comme contrepartie la déconcentration de l'industrie manufacturière vers des villes moyennes, tendance qui touche surtout les industries de moyenne technologie, grandes consommatrices d'espace à la recherche d'une main-d'œuvre de qualité (mais pas forcément super instruite), et sensibles par conséquent aux prix immobiliers et aux salaires. Depuis quelques années, l'emploi manufacturier croît plus rapidement à l'extérieur de la région métropolitaine de Montréal. Cependant, les entreprises manufacturières ne s'installent pas n'importe où. Elles chercheront, en règle générale, à ne pas trop s'éloigner des grandes métropoles et, en parallèle, à maximiser l'accès aux grands marchés, ce qui favorise le sud-est québécois.

Depuis quelques années, l'emploi manufacturier dans le Québec hors-Montréal croît plus vite que dans l'Ontario non-métropolitain (c'est-à-dire, à l'extérieur de la région de Toronto). Comment expliquer ce succès industriel du Québec non-métropolitain? Plusieurs éléments viennent à l'esprit, en commençant par les salaires plus bas au Québec, notamment dans des villes moyennes du sud-est québécois. Comparons Drummondville, à proximité de Montréal, à Guelph, à proximité de Toronto. Les gains médians (hommes ayant un travail à temps plein) étaient en 2006 presque 40% plus élevés à Guelph qu'à Drummondville<sup>4</sup>. À ceci s'ajoute la plus grande stabilité (la mobilité moindre) de la main-d'œuvre québécoise francophone, un avantage pour les entreprises pour lesquelles l'apprentissage sur le tas constitue un coût majeur. Bref, pour une entreprise à la

recherche d'une main-d'œuvre stable avec une formation de base, mais pas forcément universitaire, Drummonville constitue le meilleur choix. De plus, à l'opposé du sud-est québécois, l'emprise dans le sud ontarien de l'industrie automobile, avec ses grandes usines et ses taux élevés de syndicalisation, ne favorise pas la création de PME locales. La proximité du *Rustbelt* américain n'aide pas non plus. Les villes de Détroit et de Buffalo ne sont guère des modèles de dynamisme. Le sud du Québec n'a pas à composer avec de telles voisines encombrantes. De plus, le sud ontarien ne possède aucun lien terrestre direct avec les États-Unis; le trafic doit emprunter un pont ou un bateau, ou encore passer par le Québec. Le sud-est du Québec a plus de chance : des dizaines de points de passage sillonnent sa frontière avec les États voisins.

Le moment est venu de présenter « l'Arc industriel du Québec », une vaste bande de territoire qui s'étend grosso modo de St-Jean-sur-Richelieu jusqu'aux portes de Rivière-du-Loup, en passant par l'Estrie, les Bois-Francs, le Centre-du-Québec et la Beauce. Je ne suis pas le seul à évoquer le dynamisme industriel de cette partie du Québec. Proulx<sup>5</sup> identifie ce qu'il appelle « le croissant manufacturier » qui épouse, en gros, les mêmes contours. Lemelin<sup>6</sup> parle d'une zone encore plus vaste en forme de « U » où les indicateurs de PIB (Produit intérieur brut) sont systématiquement au-dessus de la moyenne québécoise et dont les pôles urbains sont les régions de Montréal, de Sherbrooke et de Québec. Toutefois, l'Arc industriel québécois évoqué ici exclut expressément la région métropolitaine de Montréal.

Depuis une quinzaine années, c'est dans cet arc (ou croissant) que l'emploi manufacturier croît le plus rapidement. C'est aussi ici que l'on retrouve de nombreuses villes moyennes avec des fortes proportions d'emploi manufacturier. Il suffit de nommer des villes comme Granby, Victoriaville, Drummondville,

Cowansville, Ste-Marie et St-Georges-de-Beauce, pour comprendre l'univers dont il est question. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce succès, dont des coûts compétitifs et l'accès au marché américain. Être localisé au sud plutôt qu'au nord du St-Laurent n'est pas sans importance. L'entreprise à Sherbrooke jouit d'un net avantage sur sa collègue de Chicoutimi où, en plus, les coûts de main-d'œuvre sont plus élevés. Les salaires sont, en règle générale, plus élevés dans les régions-ressources, résultat de la présence de grandes entreprises fortement capitalisées (alumineries, papeteries...), ce qui a pour effet de décourager l'émergence de PME exportatrices, phénomène que nous avons nommé le syndrome du rentier encombrant<sup>7</sup>. En 2006, les salaires étaient 20% plus élevés à Saguenay qu'à Sherbrooke (gains médians, hommes, temps plein), et 30% plus élevés qu'à Drummonville<sup>8</sup>. Bref, pourquoi fonder une entreprise (exportatrice) à Saguenay – alumineries, scieries et papeteries exceptées – si vous pouvez le faire en Estrie ou en Beauce? En plus d'être loin des marchés, vous devrez payer des salaires plus élevés.

**Il est impossible de ne pas évoquer ce qu'il est convenu d'appeler le phénomène beauceron**

Si les villes du sud québécois ont, en règle générale, des marchés de travail plus compétitifs, c'est précisément à cause de l'absence de grandes entreprises « lourdes ». À cela s'ajoute l'héritage de l'industrie du textile et du vêtement qui a longtemps dominé l'économie des Cantons-de-l'Est et des régions avoisinantes. Comme en témoigne l'exemple de la Nouvelle-Angleterre voisine, les anciennes régions du textile ont, en règle générale, mieux réussi la reconversion vers l'économie moderne que les régions caractérisées par l'industrie lourde. Finalement, il est impossible de ne pas évoquer ce qu'il est convenu d'appeler le phénomène

---

beauceron et l'émergence de l'entrepreneuriat québécois qui ne se limite pas, il faut le croire, à la Beauce. Son émergence dans cette partie du Québec n'est pas un hasard. En réunissant plusieurs traits – la proximité d'une grande ville (Montréal ou Québec), l'accès au marché américain, une main-d'œuvre loyale, des salaires et des coûts immobiliers compétitifs, un héritage industriel favorable – cette partie du Québec constitue un terroir particulièrement fertile pour des PME manufacturières.

L'essor de l'Arc industriel a comme pendant la métamorphose économique de la région de Québec. Depuis quelques années, la croissance de l'emploi y dépasse celle de la région montréalaise; cette croissance ne se fonde plus

sur le secteur public. Québec est en train de changer de vocation, un peu à l'image de la région d'Ottawa qui, dans les années 1980, a vu naître sur son territoire un important foyer de haute technologie. Ribichesi *et al*<sup>9</sup> constatent l'émergence de pôles technologiques dans la région, dont autour du complexe scientifique et dans le quartier St-Roch, en pleine ébullition, qui commence à prendre des allures de l'axe de la rue St-Laurent à Montréal, où logent des entreprises comme Ubisoft et Softimage. L'implantation à Québec d'activités de haute technologie est souvent le fait d'entreprises montréalaises en expansion à la recherche d'une main-d'œuvre stable et bien formée, mais avec des coûts salariaux et immobiliers plus faibles.

### **L'essor des économies résidentielles<sup>10</sup>**

Le vieillissement des populations est une autre tendance lourde des sociétés avancées. Le Québec ne possède ni Côte-d'Azur ni *Sunbelt* pour accueillir les jeunes retraités à la recherche du soleil. Le mouvement des populations retraitées et des professionnels mobiles ne provoquera pas au Québec un déplacement aussi marqué qu'en France, où le sud-ouest, traditionnellement périphérique, est aujourd'hui en plein essor. Pas de ruée non plus vers la Californie, qui a remplacé l'État de New-York comme l'État le plus peuplé des États-Unis. Cependant, en matière de soleil, mer et espaces verts, les avantages sont *relatifs*. À défaut d'un « midi » à nous, les Québécois doivent se contenter de ce qu'ils ont, du moins pour ceux qui souhaitent (ou doivent) rester à l'intérieur des frontières du Québec.

Les principaux gagnants sont des territoires qui jouissent de certains avantages naturels (lacs, front maritime, montagne, climat moins rude...) et qui ne sont pas trop éloignés des grands centres. Ce deuxième critère joue non

pas uniquement pour les personnes qui veulent garder un lien de travail avec la ville, mais aussi chez des retraités pour assurer l'accès à des services spécialisés (et aussi, parfois, à la parenté en ville). Autour de Montréal, cela continue à favoriser les Laurentides, Lanaudière, l'Outaouais proche et l'Estrie. Les résidents secondaires font partie de la base économique de villes comme Magog et Sutton. L'Estrie jouit, en ce sens, d'un avantage supplémentaire qui s'ajoute à son héritage industriel favorable et sa proximité à la frontière américaine.

Des zones d'économie résidentielle s'observent aussi autour d'Ottawa et de Québec. Autour de Québec, le mouvement est en train de gagner de nouveaux territoires, dont le littoral du Bas-St-Laurent. Il est possible que l'arrivée, quoique encore timide, des populations retraitées (ou préretraitées) dans le Bas-St-Laurent cache aussi un mouvement de retour<sup>11</sup>. Une tendance similaire se devine en Gaspésie et dans les Îles. Par contre, elle ne semble pas être présente en Abitibi, sur la

---

Côte-Nord et au Saguenay-Lac-St-Jean. À l'est de Tadoussac, grosso modo, l'attraction maritime joue, semble-t-il, uniquement au sud du St-Laurent. Pouvons-nous alors prévoir la « Laurentidisation » du Bas-du-Fleuve : un marché immobilier dominé par des résidences

secondaires? Peut-être. Toutefois, elle se limite surtout au littoral, et n'est pas d'un grand secours pour l'arrière-pays (Témiscouata, Matapédia...) dont le déclin démographique semble irréversible.

## Le défi des vieux territoires industriels

Plusieurs MRC situées près du fleuve entre Québec et Montréal connaissent une croissance plutôt décevante

**Être situé proche de l'autoroute 20 ou 10 est infiniment plus utile que d'être situé sur le St-Laurent**

depuis quelques années, tendance qui se prolonge à l'ouest de Montréal pour certaines municipalités riveraines (dont Valleyfield). Comme nous l'avons proposé dans *Apparicio et al*<sup>12</sup>, la réponse se trouve sans doute dans le rôle historique du St.-Laurent comme corridor de transport des marchandises en vrac (minerai de fer, charbon, bauxite, troncs d'arbres...) qui, à son tour, a enfanté des industries lourdes. Le syndrome du rentier encombrant trouve un terrain fertile dans des collectivités dominées aujourd'hui ou par le passé par des grandes papeteries (on pense spontanément à Trois-Rivières), des alumineries et des sidérurgies (Sorel-Tracy). L'héritage légué par de telles industries ne se défait pas du jour au lendemain. Le Québec n'a pas l'équivalent de la Wallonie ou des *Midlands* anglais, qui continuent à connaître des difficultés à s'affranchir des mentalités d'une autre époque, mais le défi n'est pas moins réel pour plusieurs localités situées sur les rives du St Laurent, surtout sur la rive nord<sup>13</sup>.

Une situation au bord du St-Laurent ne procure plus aucun avantage particulier, sauf pour les villes

dotées d'un port de conteneurs. Avant, cet axe fluvial était un atout. Aujourd'hui, les voies structurantes sont les autoroutes et, à un degré moindre, les lignes de chemin de fer. Être situé proche de l'autoroute 20 ou 10 est infiniment plus utile que d'être situé sur le St-Laurent. Le legs d'un passé industriel lourd – aux deux sens du terme – finira par s'estomper un jour, il faut l'espérer. Mais pour cela, il faut que la région possède d'autres atouts, dont notamment une localisation favorable. Il n'y a pas de raison pour que Trois-Rivières ne finisse pas un jour par retrouver une croissance comparable à celle de Montréal ou Québec. Mais cela passera nécessairement par un changement de mentalités.

Là où le bât blesse, c'est lorsque le syndrome du rentier encombrant s'ajoute à d'autres désavantages; ce qui nous conduit aux périphéries.

## Le malheur des périphéries riches

Il n'est pas utile ici de reprendre les analyses de Chenard *et al*<sup>11</sup> ou de Polèse et Shearmur<sup>7</sup>, auxquelles je n'aurais pas grand-chose à ajouter, sauf pour rappeler que les périphéries québécoises doivent composer avec des défis

particuliers. Mes propos ici portent sur la différence entre des économies locales dominées par des grandes entreprises et celles où les PME sont davantage présentes, sous forme d'exploitants agricoles ou forestiers, de

---

pêcheurs et d'autres entreprises familiales. Des grandes entreprises – des papeteries notamment – se retrouvent un peu partout, certes, mais les proportions ne sont pas partout les mêmes. Les défis auxquels font face les deux types d'économie locale ne sont pas les mêmes. J'aurais aussi pu parler de la distinction entre périphéries collectivistes et individualistes.

La dichotomie n'est pas parfaite, bien entendu. L'Abitibi se trouve entre les deux à cause de sa tradition minière, mais qui se traduit néanmoins par une culture entrepreneuriale différente de celle associée aux grandes alumineries de la Côte-Nord et du Saguenay<sup>14</sup>. L'Abitibi est un peu la périphérie *Western* du Québec, caractérisée par un certain esprit individualiste et rebelle (le berceau naguère du Crédit social), portrait renforcé par son rôle de région-relais entre la Baie-James et le sud. Il est peu probable que l'or et les diamants cessent un jour d'être en demande, nonobstant des fortes fluctuations. Il y aura toujours une base (irréductible) d'emplois dans la région, même si le plancher sera plus bas. Un raisonnement analogue s'applique à la Gaspésie et aux Îles, malgré les durs chocs du passé. Il y aura toujours une demande pour ses paysages et pour les produits de la mer. La force de travail demandée continuera à baisser, mais une rupture brutale est peu probable. La population s'est largement maintenue aux Îles-de-la-Madeleine; si déclin il y a, il se fera graduellement.

La situation de la Côte-Nord et du Saguenay<sup>15</sup> est toute autre; l'emploi y repose davantage sur des activités de transformation – alumineries surtout – dont les avantages se fondent sur des technologies en vigueur et sur des choix politiques. L'emploi y est davantage concentré dans quelques grandes usines. De telles économies sont davantage sujettes à des chocs brutaux. La survie à long terme des alumineries repose sur des paris techno-

logiques : que l'aluminium ne sera pas un jour remplacé par d'autres matériaux comme ce fut naguère le cas pour l'acier; que les procédés de production restent énergivores; que les coûts de transport de l'électricité restent élevés. Aucune de ces données ne semble menacée pour le moment; quoique la chute brutale du prix d'aluminium lors de la récession amorcée en 2008 démontre à nouveau les dangers potentiels d'une trop forte spécialisation dans un seul secteur industriel (un peu à l'image du sud-ontarien actuel). Mais la rentabilité des alumineries repose aussi sur un choix politique; à savoir, le choix de l'État québécois, par l'intermédiaire d'ententes entre Hydro-Québec et les alumineries, de leur vendre l'électricité à des prix en dessous du marché. Cette subvention implicite, dénoncée par certains économistes<sup>16</sup>, fait une base économique davantage sensible à des changements d'humeur politique.

Cette partie du Québec connaît beaucoup de difficulté à effectuer le passage vers une économie fondée sur des PME diversifiées, contrepartie du syndrome du rentier encombrant. Le défi est de taille : comment, avec des marchés de travail artificiellement chers, faire émerger des entreprises dans d'autres secteurs d'activité? Le danger : il n'y aura pas de solution de rechange le jour où l'usine fermera. L'usine crée la richesse aujourd'hui, mais hypothèque l'avenir. Voici le dilemme. La différence avec le Bas-St-Laurent est révélatrice. Il réussit mieux depuis quelques années que d'autres régions périphériques à s'affranchir de l'emprise des industries de première transformation. L'absence de grandes alumineries y est sans doute pour quelque chose. Ajouté aux avantages résidentiels que lui procure son littoral, il faudra peut-être cesser de classer le Bas-St-Laurent dans la famille des régions périphériques (ou régions ressources), ce qui est finalement une bonne nouvelle.

---

## Conclusion

Le tableau présenté ici est sensiblement différent de celui d'un Québec « des régions », éternel perdant, face à une Montréal trop puissante. La réalité est moins tranchée et – disons-le – plus encourageante. Une bonne partie du Québec méridional, nommé l'Arc industriel québécois, connaît depuis quelque temps une meilleure performance que la métropole, à laquelle s'ajoute le nouveau dynamisme de la région de Québec. Des villes moyennes comme Drummondville, Victoriaville, Granby et St-Georges-de-Beauce, pour ne nommer que celles-là, font preuve d'un dynamisme industriel surprenant, qui repose sur une combinaison de facteurs : des salaires compétitifs, un héritage industriel positif, la proximité de Montréal (ou de Québec), l'accès au marché américain, auxquels s'ajoute aussi une petite dose d'esprit d'entrepreneurial proprement québécois.

Cette croissance industrielle « en région » ne se fait pas contre Montréal. Elle en est un complément naturel. La force de Montréal dans le tertiaire supérieur et la force industrielle, en parallèle, des villes moyennes sont deux côtés de la même médaille. L'essor du tertiaire supérieur dans la métropole y fait monter les coûts (salaires, immobilier, congestion...), ce qui la rend moins intéressante pour beaucoup d'activités manufacturières; mais, d'autre part, la proximité de Montréal – avec ses nombreux services – constitue un avantage pour les villes moyennes du sud-est québécois, qui sont les clients naturels des services supérieurs de Montréal. Les préférences résidentielles des populations retraitées et prérétraitées ainsi que de certaines classes professionnelles favorisent

également le Québec méridional, dont notamment les Laurentides et l'Estrie, mais aussi le littoral du St-Laurent à l'est de Québec.

### **Cette croissance industrielle « en région » ne se fait pas contre Montréal**

Le dynamisme industriel (mais aussi récréatif) du sud québécois nous fait voir la problématique régionale québécoise d'un autre œil. Ce n'est pas dans l'opposition Montréal-Régions que se joue la concurrence entre régions québécoises. Les régions périphériques ne sont pas en concurrence avec la région montréalaise. Pour la plupart des PME industrielles, le choix n'est pas entre, disons, Chicoutimi ou Rouyn-Noranda *et Montréal*, mais entre Chicoutimi ou Rouyn-Noranda et des villes moyennes du sud-est québécois. Pour fonder un atelier de fabrication de meubles, à titre d'exemple, les vraies concurrentes ne sont pas les municipalités de la région métropolitaine de Montréal, mais bien Granby, Ste-Marie-de-Beauce et leurs sœurs de l'Arc industriel québécois.

Le contraste entre les villes moyennes du sud-est québécois et les collectivités périphériques, dominées par des grandes entreprises, est de plus en plus marqué. D'un côté, des avantages de localisation et des marchés de travail compétitifs qui favorisent l'éclosion de l'entrepreneuriat local et, de l'autre côté, un entrepreneuriat local bloqué, non pas seulement par la distance, mais aussi par des marchés de travail dysfonctionnels. Les défis de développement local ne sont manifestement pas les mêmes des deux côtés. ■



---

## Notes et références

- \* Titulaire de la Chaire de recherche senior du Canada en Études urbaines et régionales. L'auteur remercie le Fonds québécois de la recherche sur la science et la culture (FQRSC) et le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSHC) de leur aide financière
- <sup>1</sup> Polèse, M. (2009), « Les nouvelles dynamiques régionales de l'économie québécoise : cinq tendances », *Recherches sociographiques*, Vol. L, no. 1 : 9-39
- <sup>2</sup> Laboratoire d'analyse spatiale et d'économie régionale, logé à l'INRS Urbanisation, Culture et Société à Montréal. La majorité des études citées sont disponibles sur le site du LASER : <http://laser.ucs.inrs.ca/>
- <sup>3</sup> Polèse, M. (1990), « La thèse du déclin économique de Montréal, revue et corrigée », *L'Actualité économique*, vol. 66, no 2 : 133-146
- <sup>4</sup> StatCan (2008), *Revue chronologique de la population active - 2007*, Statistique Canada (format CD) Cat. 71F0004XCB
- <sup>5</sup> Proulx, M.-U. (2006), « La mouvance contemporaine des territoires : la logique spatiale de l'économie du Québec », *Recherches sociographiques*, Vol. XLVII, No.3 : 475-502; numéro spécial sur le développement territorial sous la direction de Bruno Jean
- <sup>6</sup> Lemelin, A. (2000), Montréal dans l'économie du Québec, INRS Urbanisation, Culture et Société : <http://www.ucs.inrs.ca/pdf/Montreal.pdf>
- <sup>7</sup> Polèse, M. et R. Shearmur (2002), *La périphérie face à l'économie du savoir : la dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et du Canada atlantique*, INRS-UCS et ICRDR. Montréal et Moncton : <http://www.ucs.inrs.ca/default.asp?p=res>
- <sup>8</sup> StatCan (2008a), *Profils des communautés de 2006*, Statistique Canada, Cat. 92-591-XWF Internet: <http://www.statcan.ca/bsolc/francais/bsolc?catno=92-591-XWF>
- <sup>9</sup> Ribichesi, C., M. Polèse et R. Shearmur (2008), *L'économie du savoir dans la ville de Québec : revue de la littérature et analyses empirique*, INRS Urbanisation, Culture et Société, Montréal
- <sup>10</sup> J'emprunte cette expression à Davezies (2008) qui l'emploie pour désigner des territoires en France dont l'économie repose désormais sur des choix de résidence (de jeunes retraités et de professionnels) plutôt que sur des activités productives d'exportation.
- <sup>11</sup> Chenard, Ph., M. Polèse et R. Shearmur (2005), *L'évolution économique et démographique et perspectives de développement des régions périphériques du Québec*, INRS Urbanisation, Culture et Société: <http://www.ucs.inrs.ca/pdf/SECOR.pdf>
- <sup>12</sup> Apparicio, Ph., M. Polèse et R. Shearmur (2008), « Une histoire de résidus : à propos de la stabilité et la volatilité des facteurs de croissance régionale, Canada 1971-2001 », *Inédits 2008-8*, INRS Urbanisation, Culture et Société <http://www.ucs.inrs.ca/default.asp?p=pl>
- Apparicio, Ph., G. Dussault, M. Polèse et R. Shearmur (2007), *Infrastructures de transports et développement économique local. Étude de la relation entre accessibilité continentale et croissance locale de l'emploi, Canada, 1971-2001*, INRS Urbanisation, Culture et Société : <http://projetic.ucs.inrs.ca/>
- <sup>13</sup> Le lien avec le côté « nord » n'est pas difficile à comprendre. Les ressources, dont le bois, y étaient plus proches et plus accessibles. L'électricité coûte cher à transporter; passer des lignes de transmission sur le fleuve est un coût à éviter.
- <sup>14</sup> À Rouyn-Noranda, la fonderie de la Noranda, qui autrefois dominait totalement le paysage local, n'est plus l'employeur principal. De plus, il est presque inévitable qu'elle finira par fermer ses portes dans les années à venir.
- <sup>15</sup> Je fais consciemment abstraction du Lac-St-Jean (à l'ouest d'Alma), car sa base économique repose davantage sur l'exploitation de la terre (agriculture) et de la forêt.



---

Bernard, J.-T. et M. Bélanger (2007), *Aluminium : des subventions annuelles de 336 000 \$ par emploi pour 30 ans*, Département d'économie, Université Laval, Québec : <http://www.asdeq.org/activites/comite-politiques-publiques/pdf/2007/Alumineries-Subventions-336000-par-emploi.pdf>

Davezies, L. (2008), *La république et ses territoires : La circulation invisible des richesses*, Seuil, Paris

Henderson, V., Z. Shalizi, et A.J. Venables (2001), « Geography and development », *Journal of Economic Geography*, 1 : 81-205

Polèse, M. et R. Shearmur (2003), « Pourquoi Toronto a surclassé Montréal au sommet de la hiérarchie urbaine canadienne? L'impact des différences culturelles sur la dynamique spatiale des services supérieurs », *Géographie Économie Société*, 5 (3-4) : 399-420

Shearmur, R. et M. Polèse (2005), *La géographie du niveau de vie au Canada, 1971-2001*, INRS Urbanisation, Culture et Société : <http://www.ucs.inrs.ca/pdf/GeographieNiveauVie.pdf>

## Les études de cycles supérieurs à l'UQAC

**ARTS ET LETTRES** • Programme court en didactique du français langue maternelle • Maîtrise en art • Diplôme en didactique du français langue maternelle • Maîtrise en études littéraires • Maîtrise en linguistique • Doctorat en lettres

**SCIENCES HUMAINES** • Programme court en études régionales • Diplôme en sciences infirmières • Maîtrise en médecine expérimentale génétique des populations • Maîtrise en études et interventions régionales • Doctorat en développement régional • Maîtrise en sciences infirmières • Maîtrise en travail social • Programme court en éthique • Programme court en études religieuses • Diplôme en éthique de société • Maîtrise en théologie pratique • Doctorat en théologie pratique • Microprogramme en théologie pratique • Programme court d'accompagnement des aînés

**SCIENCES DE L'ÉDUCATION ET DE PSYCHOLOGIE** • Diplôme en intervention éducative • Diplôme en enseignement collégial • Maîtrise en éducation • Doctorat en psychologie profil intervention • Doctorat en éducation • Programme court en intervention éducative • Programme court en administration scolaire • Diplôme en administration scolaire

**SCIENCES ÉCONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES** • Programme court en gestion de projet • Diplôme en gestion de projet • Maîtrise en gestion de projet • Maîtrise en gestion des organisations • Maîtrise en administration des affaires pour cadres • Diplôme en sciences comptables

**SCIENCES APPLIQUÉES** • Maîtrise en ingénierie • Doctorat en ingénierie • Diplôme en sciences de la Terre • Maîtrise en sciences de la Terre • Doctorat en ressources minérales

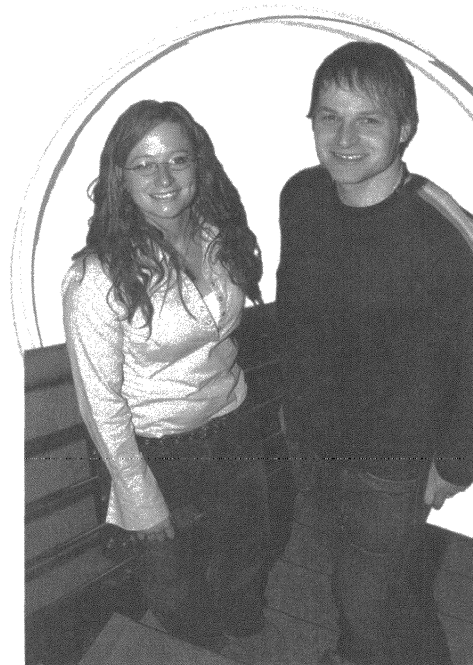
**SCIENCES FONDAMENTALES** • Maîtrise en ressources renouvelables • Doctorat en sciences de l'environnement • Diplôme en éco-conseil

### **INFORMATIQUE ET MATHÉMATIQUES**

• Diplôme en informatique appliquée • Maîtrise en informatique

2,5 millions \$  
pour les étudiantes et les étudiants  
en support et formation à la recherche  
Consultez nos programmes  
[www.uqac.ca](http://www.uqac.ca)

**UQAC**  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI



---

## Québec l'idéale, Montréal l'insoutenable Les représentations de la ville chez les jeunes

Valérie Fortin et Martin Simard<sup>1</sup>,  
Université du Québec à Chicoutimi

---

Au Québec, les milieux urbains semblent être perçus avec méfiance, du moins les espaces centraux des grandes métropoles. Cette attitude collective n'est pas unique en Occident mais le contexte culturel semble lui donner une vigueur particulière sur ce territoire. Les Québécois paraissent davantage attirés par les images bucoliques de la campagne, en accord avec les conceptions traditionnelles du Québec. Une représentation issue de 400 ans d'un genre de vie principalement rural et du projet d'une société agraire francophone et catholique. Cela pourrait également expliquer l'adhésion forte au mode de vie de type banlieue depuis la Révolution tranquille.

Toutefois, l'urbain ne s'affiche pas comme un élément de répulsion indifférencié. En effet, le cadre de vie des villes petites et moyennes est jugé satisfaisant à plusieurs égards. De plus, les villes de Québec et de Montréal projettent des images très différentes. Celles-ci sont le reflet des différences socio-économiques, démographiques et culturelles entre l'Est et l'Ouest du territoire québécois. Québec, la capitale administrative homogène de taille modeste dont le centre historique surplombe une marée de bungalows et de centres commerciaux. Celle-ci s'oppose à Montréal, la métropole plus imposante et marquée par l'industrialisation, aux allures modernes et cosmopolites. Ces caractéristiques propres de la personnalité géographique des deux villes s'illustrent en tant que représentations sociales et spatiales fortement ancrées dans l'identité et l'imaginaire québécois.

**Un sondage tenu en juin 2005 faisait ressortir que 15 % des Québécois souhaiteraient vivre à Québec alors que Montréal serait le premier choix de 9 % de la population**

Ces représentations découleraient de l'attrait pour le monde rural et périurbain sans le contredire. En effet, un sondage tenu en juin 2005 faisait ressortir que 15 % des Québécois souhaiteraient vivre à Québec alors que Montréal serait le premier choix de 9 % de la population. Cette donnée favorable à Québec est encore plus significative lorsque l'on s'intéresse prioritairement aux représentations et perceptions des populations vivant dans les régions périphériques de la province, notamment au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Néanmoins, les représentations québécoises traditionnelles sont soumises à un contexte nouveau. Au cours des dernières décennies, les rapports à l'espace se sont largement modifiés, notamment chez les jeunes, avec l'accroissement de la mobilité géographique et le développement des technologies de communications. Ainsi qu'en est-il des représentations actuelles des Québécois? De plus, comment se particularisent les représentations des jeunes comme catégorie sociale, en particulier celles des jeunes « régionaux » ?

Plusieurs études sur la jeunesse soulignent que l'environnement urbain serait perçu par ceux-ci comme un cadre idéal pour leur réalisation et

---

la satisfaction de leurs aspirations. Cependant, notre enquête réalisée à l'aide d'entrevues semi-dirigées auprès de cégépiens de l'arrondissement de Chicoutimi à Saguenay, révèle des résultats beaucoup plus nuancés. Pour la majorité des individus rencontrés, si la « grande ville » augmente les possibilités d'interactions et de loisirs, elle présente en contrepartie de nombreux désavantages.

Incidemment, l'image de Montréal chez les jeunes se construit essentiellement autour des inconvénients quotidiens qu'impose ce type d'environnement urbain sur les individus. Pour sa part, Québec renvoie l'image d'une ville à taille humaine qui procure un milieu animé et sécuritaire. À cet égard, les représentations des jeunes ne se distingueraient pas véritablement de celles de l'ensemble des Québécois.

### **Les représentations de la ville : un tour d'horizon**

À l'intérieur du champ des études urbaines et régionales, les angles de lecture de la ville évoluent au rythme des paradigmes et idéologies. Les travaux précurseurs de l'écologie urbaine ont négocié le virage quantitatif au cours des années 1950 et 1960 alors que les deux décennies suivantes ont été marquées par la coexistence des courants critique et phénoménologique, aussi appelés structuraliste et culturaliste. Avec ces dernières approches, la politisation extrême de « la question urbaine » par les marxistes cède la place à une prise en compte du vécu individuel de l'environnement urbain. Selon les phénoménologues, la ville y est d'abord saisie comme un milieu perçu et ressenti par ses citoyens. L'espace urbain se révèle riche en informations sensorielles. Il appert de chercher à décoder ces messages construits socialement, que ce soit dans une optique scientifique ou normative.

Walter Firey et Kevin Lynch<sup>2</sup> furent parmi les premiers à sensibiliser les spécialistes de l'urbain aux « images de la ville », plus spécifiquement à leur lisibilité. Ce dernier identifie une série de concepts (nœuds, ensembles, voies, frontières et points de repère) pouvant servir aux urbanistes afin de faire de la ville un milieu agréable, fonctionnel et sécuritaire. Par la suite, les

travaux sur les cartes mentales ont tenté de sonder les perceptions des individus. Les modes d'appropriation de la rue, des parcs et des places publiques ont aussi été scrutés. En parallèle à ces recherches, l'échelle géographique a été décrite comme un facteur clef des représentations<sup>3</sup>, distinguant la proximité du lointain, c'est-à-dire un espace vécu par rapport à des milieux peu familiers connus à travers divers médias. Dans un élan plus philosophique, l'identification à certains territoires a été expliquée comme étant une dimension importante de la condition humaine.

Le thème des représentations sociales ou spatiales se déploie en continuité avec ces travaux. Les représentations soulèvent la question du rapport entre les versants individuels et collectifs des processus sociaux. En effet, ces représentations peuvent varier selon les individus et leur vécu, mais il existe aussi des caractéristiques communes qui peuvent être « isolées ». Les caractéristiques de ce filtre seraient tributaires de l'appartenance à une culture, mais elles divergeraient également en fonction des classes sociales, des genres ou des groupes d'âges, ce qui permet des études de caractérisation ou des analyses comparatives.

---

## Les représentations actuelles des jeunes québécois

Les représentations urbaines des Québécois ont été peu étudiées. Les images particulières de Québec et de Montréal ont fait l'objet d'analyses, notamment en littérature ou en histoire de l'art. Cependant, peu d'enquêtes globales sur les relations des Québécois à la ville ont été complétées. Des historiens et des sociologues ont bien fait ressortir l'esprit rural de la Nouvelle-France et de la *province of Quebec*, approche qualifiée de paradigme de l'homogénéité<sup>4</sup>. Des géographes ont aussi traité d'une territorialité québécoise structurée symboliquement autour de Québec et de Montréal<sup>5</sup>. Mais dans l'ensemble, les Québécois, surtout les francophones, semblent posséder une représentation plutôt négative de la ville.

**Les Québécois, surtout les francophones, semblent posséder une représentation plutôt négative de la ville**

Comme groupe social, les jeunes québécois affichent des représentations qui prennent des configurations particulières. En effet, les comportements et le mode de consommation des individus se modifient au cours des étapes de la vie (insertion professionnelle, famille, etc.). Pour certains chercheurs, l'expérimentation de rôles différenciés chez les jeunes influencerait les besoins en matière de logement, de services et de loisirs. Dans la même veine, Olivier Galland<sup>6</sup> constate qu'il existe un mode de vie propre à la jeunesse. Il semblerait alors que les représentations spatiales d'une personne soient fortement teintées par sa position au sein du cycle de la vie. Ceci viendrait expliquer pourquoi le mode de vie des jeunes les amènerait généralement à

privilégier le milieu urbain comme choix résidentiel au détriment du milieu rural<sup>7</sup>.

En effet, les plus récentes études sur la migration des jeunes au Québec ont souligné le pouvoir d'attraction de la « grande ville » chez les jeunes au tournant de la vingtaine. Destinations privilégiées au moment du départ des jeunes de leur région d'origine, les « grandes villes » comme Québec et Montréal seraient non seulement attrayantes pour leurs institutions d'enseignement postsecondaire, mais également attirantes pour leur atmosphère et le style de vie qu'on peut y tenir<sup>8</sup>. Avec leur offre de loisirs diversifiée, les « grandes villes » constitueraient un milieu propice à la rencontre et à l'expérimentation des jeunes lors de leur passage à l'âge adulte. De surcroît, ces milieux multifonctionnels favoriseraient la conciliation études-travail.

Apparaissant en adéquation avec les exigences et les aspirations des jeunes, la « grande ville » semble se présenter comme un lieu effervescent tant au niveau économique que social et culturel. Associée à l'intensité, la « grande ville » constitue, en quelque sorte, le théâtre des valeurs de la société du savoir et de la mondialisation de la culture. Plus spécifiquement, les grands centres urbains représentent un Eldorado pour les individus bien outillés pour effectuer leur insertion sociale. Ainsi, diverses questions balisent notre recherche : dans quelle mesure les représentations des jeunes se distinguent-elles de celles des Québécois dans leur ensemble? De plus, est-ce que des différences de représentations pourraient exister entre les villes? De plus, qu'en est-il des représentations spécifiques des jeunes face aux agglomérations de Québec et Montréal?

---

## La méthodologie

Cette analyse s'appuie sur les données recueillies dans le cadre d'une enquête effectuée auprès des jeunes du CÉGEP de Chicoutimi<sup>9</sup>. Dix-neuf entrevues individuelles de nature qualitative ont donc été administrées. Les répondants étaient âgés de dix-huit à vingt-quatre ans au moment de l'entrevue, soit au printemps et à l'été 2006. Dix d'entre eux avaient l'intention de quitter Saguenay pour un grand centre urbain au cours des deux prochaines années, soit cinq répondants de sexe féminin et cinq de sexe masculin. Les jeunes qui avaient au contraire, l'intention de rester à Saguenay constituent quant à eux, neuf répondants répartis entre cinq interlocuteurs de genre féminin et de quatre de genre masculin. Afin de recueillir un point de vue situé dans un même temps et un même espace, l'enquête a été menée uniquement à Saguenay. Cependant, compte tenu qu'il existe encore aujourd'hui à Saguenay des sentiments identitaires différenciés et des variations de pratiques selon le découpage des anciennes municipalités de l'agglomération, les observations ont été limitées à l'arrondissement de Chicoutimi. Étant l'arrondissement de plus urbanisé de Saguenay et pouvant même être

défini comme une ville moyenne en soi, Chicoutimi a été privilégié à Jonquière qui comporte également un établissement collégial.

Notre recherche recueille un ensemble de perceptions et de représentations sur l'agglomération de Saguenay. Toutefois, celles-ci ne feront pas l'objet de discussions ici, si ce n'est de manière comparative, afin de mieux cerner les commentaires sur Québec et sur Montréal. Malgré tout, si Saguenay manque de dynamisme à certains égards, les représentations relatives à cette ville la décrivent majoritairement comme un milieu de vie agréable, peu stressant et qui dispose d'un bon nombre de services et d'activités culturelles. Cela n'empêche pas d'aucuns d'exprimer une intention de migrer dans un avenir lointain ou rapproché. D'ailleurs, Saguenay et l'ensemble de la région administrative qui l'entoure sont fortement touchés par la migration des jeunes depuis des décennies. Mais indépendamment de leurs intentions migratoires, les jeunes interviewés expriment des représentations fortes des « grandes villes » de la province.

## Québec l'idéale

Selon les commentaires des répondants, Québec constituerait une ville idéale à plusieurs égards (voir figure 1). D'abord, il s'agirait d'un milieu de vie beaucoup moins dense que Montréal. Un peu à l'image de Saguenay, Québec offre la possibilité de vivre à l'intérieur de quartiers pavillonnaires tout en demeurant relativement près du centre :

*« T'sé j'aimerais peut-être ça avoir une maison retirée un peu. Je ne m'achèterais peut-être pas une maison en plein cœur de Montréal, peut-*

*être plus retirée, mais dans un milieu urbain pour être proche de tout, des activités, des bars, des cafés, des centres d'achats, des hôpitaux. C'est vraiment d'être proche de ça. T'sé j'aime ça quand ça bouge. Trop tranquille, je n'aimerais pas ça. T'sé des fois, juste sans nécessairement parler à du monde, mais juste de voir du monde et de voir bouger, ça, j'aime ça. C'est sûr que j'aimerais plus ça avoir une maison en banlieue de Québec que d'ici »* (ID6PAR269-277).

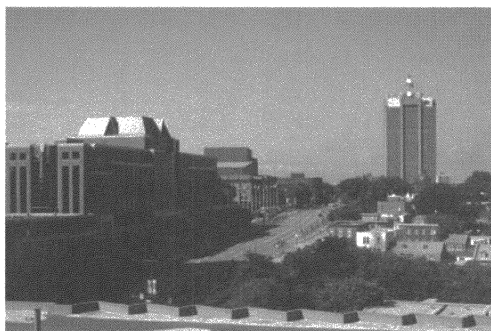


Figure 1 : Le boulevard René-Lévesque à Québec

Perçue comme un milieu de transition par excellence, Québec s'affiche tel un lieu attrayant en ce qui concerne les opportunités de travail, de loisirs, d'études tout en présentant les caractéristiques de la ville de taille parfaite. Ni trop grande, ni trop petite, Québec incarne un territoire animé tout en conservant les qualités d'un milieu socialement convivial :

*« Je le sais pas, c'est peut-être parce que c'est comme la transition entre Chicoutimi, Québec et Montréal. (...) Québec, c'est quand même une grosse ville, il y a beaucoup de monde, il y a beaucoup de mouvements, mais c'est moins pire qu'à Montréal. Je le sais pas, on dirait que dans ma tête, ça toujours été comme ça. Québec c'est une belle ville je trouve. Quand tu y vas, c'est l'fun, les gens sont gentils tandis qu'à Montréal, tu te promènes et bang, quelqu'un te rentre dedans et y'a pas de « s'cusez , o.k. Salut ». Fait que j'aime mieux Québec » (ID19PAR359).*

La proximité de la nature a aussi été évoquée pour mettre Québec en valeur. En effet, certains jeunes ont souligné ceci :

*« Je suis un gars qui aime être dehors pis avoir de la place pour bouger. À Québec, c'est moins pire qu'à Montréal parce qu'il y a quand même beaucoup de place. Y'a le parc des Laurentides qui est à la portée de la main, sinon il y a le mont Saint-Anne, Stoneham, le relais, y'a beaucoup de places aux alentours vraiment proche. C'est sûr que Montréal aussi, mais*

*Montréal, il faut que tu commences par sortir de l'île qui est autre chose » (ID15PAR363).*

Le caractère patrimonial et monumental de Québec est un élément de plus de la liste des traits positifs de la capitale élaborée par les répondants :

*« Québec, le Vieux-Québec. Hey, j'aimerais trop ça. Je trouve ça beau ! Je trouve ça tellement beau ! Moi j'aime l'histoire et vivre dans l'histoire, j'aimerais ça. C'est tellement beau le Vieux-Québec, c'est vraiment une belle place. Le parlement, toutes ces places là » (ID11PAR432-450).*

Du cadre de vie densifié des quartiers centraux aux quartiers pavillonnaires, Québec semble s'ériger en adéquation avec les goûts et les aspirations des jeunes. Renvoyant l'image d'une ville à dimension humaine, Québec offre l'avantage d'être plus imposante en égard à sa population que les villes de l'arrière-pays et de la plaine du Saint-Laurent, à l'exception de Montréal. Présentant un environnement relativement tranquille et sécuritaire, la capitale disposerait de l'ensemble des atouts pour maintenir une culture urbaine animée et soutenir un mode de vie dynamique. À mi-chemin entre le cadre de vie de la métropole et celui de Saguenay, Québec se révèle être en quelque sorte un juste milieu qui offre à la fois les avantages de la ville moyenne et ceux de la « grande ville », du moins aux yeux des répondants.

## Montréal l'insoutenable

La plupart des jeunes que nous avons interrogés ont montré une attirance pour la culture urbaine des grands centres. Alors que certains sont principalement séduits par la mixité sociale de la « grande ville », d'autres le sont davantage pour son effervescence culturelle et l'ouverture d'esprit qu'on y retrouverait. Pourtant, aux dires de la majorité des jeunes saguenéens rencontrés, Montréal se particularise surtout par les attributs négatifs associés à la grande taille (voir la figure 2). À notre grande surprise, seulement deux jeunes ont mentionné une image positive de la métropole québécoise. Leurs commentaires se focalisent sur les thèmes de la circulation

automobile, du coût de la vie, du stress et de l'anonymat.

Le cadre de vie métropolitain de Montréal paraît dévalorisé par la plupart d'entre eux, considérant leurs préoccupations pour la quiétude, la sécurité ainsi que pour la présence d'espaces verts :

*« Il me semble qu'à Montréal, j'aimerais ça je te dirais. Y'a pleins de boutiques, pleins de trucs que tu peux faire, mais c'est dur d'avoir une petite maison pis ça coûte plus cher de vivre là » (ID17PAR270-274).*

*« Montréal, je n'aimerais pas ça parce que c'est trop gros pis ça à l'air trop fou » (ID6PAR307).*



Figure 2 : Le versant nord du Mont-Royal à Montréal

Partir tôt le matin pour éviter les bouchons de circulation ou résider dans un milieu peu sécuritaire ne constitue pas nécessairement un gage de qualité de vie pour la plupart des jeunes rencontrés. Ainsi, les répondants ont souligné les avantages de vivre dans un milieu qui bénéficie d'une circulation automobile fluide :

*« Moi le point positif que je vois d'ici, c'est le trafic. J'haïrais ça à Montréal partir 45 minutes à l'avance pour aller travailler. Ça c'est un point que je trouve vraiment important pour moi. Je pars 15 minutes avant mon cours pour aller au cégep et je le sais que je n'arriverai pas en retard. Ça c'est un point positif que je trouve à ici » (ID16PAR228).*

Taxé par certains d'être trop dense, polluée et bétonnée, d'autres considèrent ce milieu comme étant beaucoup plus stressant qu'une ville comme Saguenay :

*« C'est sûr que c'est plus stressant de vivre à Montréal avec le trafic. Si tu veux vivre assez calmement, il faut que tu ailles très loin, plus loin que la banlieue même. C'est détestable » (ID18PAR319).*

Étrangement, si plusieurs jeunes ont critiqué le rapprochement trop marqué entre les individus de Saguenay, Montréal se particularise à l'autre extrême, comme un milieu froid et impersonnel :



---

*« Montréal, j'ai l'impression que c'est plus impersonnel que Chicoutimi. On dirait que Montréal, le monde est vraiment plus indépendant pis j'aime ça quand même connaître le monde où que je suis »* (ID17PAR268-270).

L'imaginaire des jeunes à l'égard du cadre de vie métropolitain est construit à partir des inconvénients. Le rythme de vie imposé par la vie métropolitaine est également qualifié de trop intense. Ce mode de vie étant de surcroît

beaucoup plus trépidant que celui de Saguenay, leur principal point de référence. Par conséquent, même si elle dispose d'un environnement socioculturel plus diversifié et animé que celui qui existe dans les villes de taille intermédiaire, l'image de la « grande ville » renvoie davantage au manque d'espace, à son rythme de vie trop rapide, aux embouteillages, aux rapports sociaux impersonnels et au stress.

## Conclusion

Compte tenu du fait que les jeunes affichent un mode de vie actif, une attirance pour les pratiques de sociabilité entre pairs ainsi que les sorties à l'extérieur du domicile, notre hypothèse de départ nous amenait à penser qu'ils seraient principalement attirés par la densité et l'effervescence du cadre de vie métropolitain. Mais étonnamment, l'analyse des représentations a fait ressortir que parmi les facteurs territoriaux les plus valorisés chez les jeunes, on retrouve la qualité de vie ainsi que la simplicité des rapports humains et des déplacements quotidiens. Ni trop grand, ni trop petit, on observe qu'un environnement urbain de taille intermédiaire offre plusieurs attributs jugés indispensables à l'épanouissement des jeunes adultes. Malgré sa taille relativement grande, Québec présente néanmoins une image particulièrement positive chez la majorité des répondants.

Alors que plusieurs études sur la jeunesse ont montré que les jeunes étaient fortement attirés par la « grande ville » au tournant de la vingtaine, notre analyse nous amène à constater que le pouvoir d'attraction de Québec et Montréal se présente de manière distincte chez les jeunes « régionaux ». Alors que Québec, s'est avérée pour la plupart des jeunes comme une ville idéale, Montréal a plutôt été décrite, à notre grande surprise, comme une ville insupportable. Bien que les

jeunes que nous avons interrogés soient susceptibles de changer d'idée ultérieurement, l'image de la ville chez ces jeunes vient peut-être expliquer en partie pourquoi les individus de Saguenay quittent davantage pour Québec (1670 personnes en 2005-2006) que Montréal (924 personnes en 2005-2006) selon les données de l'Institut de la Statistique du Québec.

On remarque donc la survivance des représentations « anti-urbaines » au Québec malgré le contexte culturel issu de la mondialisation. Toutefois, il pourrait s'agir davantage d'un attachement générique à l'univers de la banlieue qu'à un attrait pour le monde rural, dans le cas des jeunes. Les propos des jeunes régionaux rejoignent ainsi les enquêtes administrées à Québec et ailleurs. Plusieurs questions demeurent ouvertes. Est-ce que ces perceptions s'expliquent par le lieu d'origine des répondants au sondage, soit l'Est du Québec ou, plus précisément, la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, ou sont-ils généralisables ? D'autre part, les jeunes « régionaux » interviewés répètent-ils des clichés ou parlent-ils en fonction de leur propre expérience ? Finalement, l'attrait de Québec s'explique-t-il par le long processus de fabrication d'une image romantique et pittoresque auquel la ville a été soumise<sup>10</sup> ? ■

---

## Notes et références

- <sup>1</sup> Valérie Fortin est sociologue et diplômée du programme de maîtrise en Études et interventions régionales de l'UQAC. Martin Simard est géographe-urbaniste et professeur au département des sciences humaines de l'UQAC.
- <sup>2</sup> Voir les documents suivants : FIREY, Walter (1945) « Sentiment and Symbolism as Ecological Variables », *American Sociological Review*, no.10, p.295-302 ; LYNCH, Kevin (1960) *The Image of the City*, Cambridge (Mass.), MIT Press.
- <sup>3</sup> MOLES, Abraham et ROHMER, Élisabeth (1972) *Psychologie de l'espace*, Paris, Casterman.
- <sup>4</sup> BOUCHARD, Gérard (1990) « Représentations de la population et de la société québécoises. L'apprentissage de la diversité », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 19, no. 1, p.7-28.
- <sup>5</sup> BUREAU, Luc (1984) *Entre l'éden et l'utopie. Les fondements imaginaires de l'espace québécois*, Montréal, Québec/Amérique 235 pages ; RACINE, Jean-Bernard et VILLENEUVE, Paul (1992) *Canada*, Collection Géographie Universelle, Paris, Hachette/Reclus.
- <sup>6</sup> GALLAND, Olivier (2002) *Les jeunes*, Paris, La Découverte, 124 pages.
- <sup>7</sup> DÉTANG-DESSENDRE, Cécile, PIGUET Virginie et SCHMITT, Bertrand (2002) « Les déterminants micro-économiques des migrations urbain-rural : leur variabilité en fonction de la position dans le cycle de vie », *Population*, vol.57, no.1, p. 35-62.
- <sup>8</sup> Voir les documents suivants : GAUTHIER, Madeleine (2004) « La ville fait-elle encore rêver les jeunes ? », dans Boudreault, Pierre-Wilfrid et Parazelli, Michel (dir.), *L'imaginaire urbain et les jeunes. La ville comme espace d'expériences identitaires et créatrices*, Québec, PUQ, p.30-43 ; SIMARD, Martin (2006) « Hiérarchisation des territoires et dynamiques migratoires chez les jeunes. Un phénomène géographique aux effets multiples », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 50, no. 141, p. 433-440 ; TREMBLAY, Juno et HAMEL Jacques (2004) « Les flux migratoires des jeunes Montréalais vers les régions : bref survol », dans Leblanc, Patrice et Molgat, Marc (dir.), *La migration des jeunes. Aux frontières de l'espace et du temps*, Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, p.223-244.
- <sup>9</sup> FORTIN, Valérie (2008) *Environnements socioculturels et intentions migratoires chez les jeunes*, Mémoire de maîtrise, Programme en Études et interventions régionales, Saguenay, UQAC, 140 pages.
- <sup>10</sup> GERONIMI, Martine (2001) « Imaginaire français en Amérique du Nord. Genèse d'un tourisme de distinction à Québec et à la Nouvelle-Orléans, *Anthropologie et sociétés*, vol. 25, no. 2, p.151-171.

---

## Mouvements territoriaux des partis politiques québécois

Paul Villeneuve et Yvon Jodoin  
Université Laval

---

Les partis politiques comptent parmi les organisations qui peuvent avoir une influence considérable au sein d'une société. L'importance des partis ne se mesure pas en termes de chiffre d'affaire comme dans le cas des entreprises, mais plutôt en termes de votes reçus lors des élections. Comment cette importance évolue-t-elle dans le temps et dans l'espace? La fortune des partis est-elle liée à des types de milieux? Certains partis ont-ils plus de succès en milieu rural et d'autres en milieu urbain? Ces questions, pourtant simples, n'ont pas reçu à date de réponses systématiques, du moins en ce qui concerne le Québec. Il faut en effet constater que la dimension spatiale des comportements électoraux en longue période n'a pas été beaucoup étudiée au Québec. Il s'agit pourtant d'un phénomène dont on peut penser qu'il influence considérablement les orientations des politiques publiques, dont celles portant sur le développement régional. Bien que

plusieurs facteurs très conjoncturels influencent les comportements électoraux, il est peut-être possible d'identifier dans ces comportements des tendances structurelles dans l'espace et dans le temps. C'est ce que nous tentons de faire ici selon une démarche en trois temps. Premièrement, à partir de considérations générales sur l'articulation entre le «public» et le «privé», nous développons une hypothèse sur la structure cyclique des comportements électoraux, une structure qui aurait son pendant dans l'espace où elle mettrait en cause les rapports entre le milieu urbain et le milieu rural. Deuxièmement, nous testons cette hypothèse sur le cas du Québec, au cours des derniers soixante ans, à l'aide de données se rapportant aux 18 élections provinciales qui ont eu lieu entre 1944 et 2008. Troisièmement, nous tentons de replacer dans un contexte plus général les principaux enseignements issus de cet exercice.

### Cycles électoraux et oscillations ville-campagne

Bien qu'il soit maintenant courant de remettre en question la pertinence d'opposer la droite et la gauche sur l'échiquier politique, le débat public reste encore fortement polarisé entre, d'un côté, la promotion des initiatives privées comme gage de bon fonctionnement social et, de l'autre côté, la valorisation de l'action collective dans la poursuite du progrès social. De plus, la plupart des principaux partis politiques opérant dans les pays occidentaux peuvent être placés plus ou moins intuitivement sur un continuum allant du collectif à gauche au privé à droite. Par exemple, dans le cas du Québec depuis la

deuxième guerre mondiale, il est probable que la plupart des politologues s'entendraient pour dire que, parmi les quatre principaux partis ayant occupé la scène politique, le Parti libéral du Québec se situerait plutôt au centre de ce continuum, tandis que l'Union nationale se situerait à droite du centre, le Parti Québécois à gauche et l'Action démocratique du Québec à droite. Si tel est le cas, il convient alors de se demander si ces positions sur l'échiquier politique se traduisent par des tendances repérables dans le temps et dans l'espace. En d'autres termes, la fortune politique des partis plutôt de gauche ou plutôt de droite présente-t-

elle des tendances spatio-temporelles? Pour répondre à cette question, nous cherchons d'abord du côté de ceux qui ont cru déceler des cycles temporels dans la vie politique et nous explorons ensuite la possibilité que ces cycles s'actualisent dans l'espace géographique sous la forme d'oscillations entre l'urbain et le rural.

L'historien américain Arthur Schlesinger Jr a exploré en détail, dans son livre *The cycles of American history* (1986), l'existence aux États-Unis de cycles temporels où il y aurait alternance entre conservateurs et libéraux, intérêt privé et bien public. Déjà son père, Arthur Schlesinger Sr, lui aussi historien, avait identifié huit périodes alternant entre le privé et le collectif depuis la guerre de 1812 : le repli jeffersonnien de 1812 à 1829; la démocratisation menée par Jackson entre 1829 et 1841; la domination croissante des esclavagistes au gouvernement entre 1841 et 1861; l'abolition de l'esclavage entre 1861 et 1869; la règle conservatrice de 1869 à 1901; l'ère progressiste entre 1901 et 1919; la restauration républicaine de 1919 à 1931; le New Deal de 1931 à 1947. La durée moyenne de ces périodes est d'environ 15 à 16 ans, ce qui donne des cycles «privé-public» d'environ 30 ans. Schlesinger fait alors remarquer que 30 ans, c'est plus ou moins une génération, du moins si la durée des générations est mesurée par la distance moyenne entre mères et filles en années.

Ce facteur générationnel serait d'autant plus important aujourd'hui du fait que les générations démographiques coïncident de plus en plus avec les générations familiales<sup>2</sup>. La notion de génération familiale fait référence au partage de la parenté d'une personne donnée en trois groupes : le groupe de parenté latérale proche, soit les frères, soeurs et cousins germains; le groupe de la parenté ascendante immédiate, c'est-à-dire le père, la mère, les oncles, les tantes et les grands parents; et le groupe de la parenté descendante immédiate,

soit les enfants, neveux, nièces et petits-enfants. Dans le passé, grosso modo avant 1850 qui marque le début de l'utilisation de moyens contraceptifs en Europe, les trois groupes formant la parenté ne se distinguaient pas très nettement selon l'âge des personnes les composant. En d'autres termes, la distribution du nombre de parents vivants d'une personne de 20 ans, selon l'âge de ces parents, prenait la forme d'une courbe décroissant avec l'âge de façon régulière alors, qu'aujourd'hui, cette courbe comporte trois pics très nets, soit vers 20 ans, 50 ans et 75 ans. En d'autres termes, en raison surtout du contrôle des naissances, les mélanges d'âge entre générations familiales ne se produisent plus dans les sociétés contemporaines, ce qui donnerait un poids important aux différences d'âge dans les rapports sociaux.

**En raison surtout du contrôle des naissances, les mélanges d'âge entre générations familiales ne se produisent plus dans les sociétés contemporaines**

En ce qui concerne la possibilité d'un effet cyclique dans les comportements électoraux, l'existence de générations distantes d'environ 30 ans ne se traduirait-elle pas par 15 années de montée d'une génération vers le pouvoir, suivies de 15 autres années de recul face à la génération suivante? Toutefois, malgré cette coïncidence accrue des générations démographiques et des générations familiales, il serait sans doute erroné de suggérer que l'ensemble d'une génération partage les mêmes orientations politiques. D'autres facteurs, tels le lieu de résidence et la classe sociale, sont en cause. Il suffit toutefois qu'une proportion appréciable d'une génération donnée appuie un parti politique particulier pour que celui-ci véhicule les valeurs de cette génération. Une analyse de l'élection provinciale de 2003 a montré qu'à Québec, les sections de vote où les personnes ayant de 25 à 44 ans étaient nombreuses ont eu tendance à appuyer

l'Action démocratique du Québec, alors que celles où les personnes de 45 à 64 ans et de 65 ans et plus étaient nombreuses ont eu tendance à appuyer respectivement le Parti québécois et le Parti libéral du Québec<sup>3</sup>.

**Hirschman verrait sans doute le débat récent au Québec entre lucides et solidaires comme une manifestation de ces deux formes de désappointement qui produisent des tiraillements et des oscillations entre le privé et le public**

Par ailleurs, un tout autre facteur que l'homogénéité générationnelle peut aussi entraîner l'existence possible d'un cycle «privé-public» dans les comportements électoraux. Albert Hirschman, dans *Shifting involvements : private interest and public action* (1982), évoque un facteur de «désappointement» qui expliquerait en partie, chez les individus et les groupes, l'oscillation entre la valorisation des intérêts privés et l'appui à l'action collective. Hirschman s'interroge sur les facteurs capables d'expliquer les changements de préférences, dont celles qui concernent les partis politiques. Il suggère que les activités de participation aux affaires publiques produisent de la satisfaction mais aussi de l'insatisfaction et des désappointements. Il montre comment cette expérience peut jouer au niveau de l'ensemble d'une société si de larges groupes d'individus subissent en même temps des désappointements marqués comme, par exemple, quand l'État devient trop omniprésent dans la vie de chacun, ce qui pousserait les personnes à se tourner vers des genres de vie plus privés ou, à l'inverse, lorsque des libertés individuelles débridées menacent la cohésion sociale et incitent les personnes à désirer une plus grande solidarité collective. Hirschman verrait sans doute le débat récent au Québec entre lucides et solidaires comme une manifestation de ces deux formes de désappointement qui produisent des tiraillements et des oscillations

entre le privé et le public. D'un point de vue autre, celui de l'étude des lois adoptées par une assemblée législative, Lemieux<sup>4</sup> exprime bien la différence entre le conservatisme d'une part, et le réformisme et l'interventionnisme d'autre part. Pour lui, une action conservatrice peut vouloir rectifier une situation s'étant éloignée de normes reconnues, alors qu'une action réformiste peut vouloir faire progresser une situation vers des normes nouvelles.

Considérons maintenant la dimension spatiale des comportements électoraux, en partant de l'hypothèse très générale, et sans doute contestable, qui pose une relation positive entre le degré d'urbanisation et les tendances réformistes de l'électorat. Cette hypothèse est documentée dans le cas du Canada à l'extérieur du Québec par Cutler et Jenkins<sup>5</sup> (2000). Ils catégorisent les milieux de vie en quatre types : rural, petite ville, urbain, métropolitain. Ces milieux peuvent différer les uns des autres en raison de la composition de leur population. Par exemple, le niveau de scolarisation tend à augmenter quand on passe du milieu rural au milieu métropolitain et ce niveau influence grandement les opinions politiques. Les milieux peuvent aussi différer parce que les personnes vivant dans le même milieu communiquent entre elles, s'influencent et sont soumises à des expériences similaires, ce qui peut les pousser à développer des genres de vie semblables, par exemple, en caricaturant, maison unifamiliale privée, piscine privée et voitures privées en banlieue contre vie en appartement, piscine publique et transport en commun en milieu urbain. Utilisant des données d'enquêtes menées au Canada anglais et datant de 1992 et 1993, Cutler et Jenkins montrent, qu'en coupe, c'est-à-dire à un point dans le temps, des indicateurs du degré de «traditionalisme moral», tels que les attitudes envers les féministes et les homosexuels, révèlent un plus grand traditionalisme dans les milieux ruraux et les petites villes que dans les milieux urbains et métropolitains.

---

Cette relation entre le degré d'urbanisation et le degré de conservatisme a cependant été moins étudiée de façon longitudinale. Comment, par exemple, affecte-t-elle la dynamique spatiale des comportements électoraux et comment cette dynamique s'articule-t-elle à l'existence possible de cycles privé-public? En considérant l'ensemble des éléments évoqués jusqu'ici, nous devrions nous attendre à une série de comportements en ce qui concerne les partis politiques. D'abord, la fortune des partis devrait être influencée par le caractère cyclique de l'alternance privé-public, et par l'effet de génération qui l'accompagne et qui contribuerait à fixer à environ 30 ans la durée des cycles. Ensuite, les partis réputés de droite devraient recevoir de meilleurs appuis électoraux en milieu rural, alors que les partis réputés de gauche devraient

avoir plus de succès en milieu urbain. Enfin, dans la phase ascendante du cycle, soit au cours des quelque 15 années pendant lesquelles un parti progresse, il devrait étendre ses appuis hors de sa «zone de confort», en terrain moins familier, c'est-à-dire urbain pour les partis conservateurs, et rural pour les partis réformistes. En d'autres termes, un processus de diffusion spatiale devrait être à l'œuvre, un processus des plus intéressants car il est susceptible de soutenir une interpénétration des valeurs issues du monde rural et du monde urbain. En effet, un parti à orientation conservatrice ne devra-t-il pas modifier cette orientation pour se gagner des appuis hors de son milieu de prédilection, la même chose étant vraie pour un parti à orientation plus libérale ou sociale-démocrate qui voudrait gagner des appuis en milieu rural?

### **Le cas du Québec depuis 1944**

Nous voulons documenter la dynamique territoriale des comportements électoraux au Québec depuis le milieu des années 1940 à partir de l'hypothèse, qui vient d'être présentée, d'une relation positive entre le degré d'urbanisation et le degré de «réformisme» de l'électorat. Pourquoi choisir la période de 1944 à 2008? Nous reportant aux cycles de Schlesinger, qui place en 1947 la fin de la période du New Deal qui fut marquée par un fort interventionnisme de l'état en Amérique du Nord, en raison de la crise et de la guerre, nous devrions nous attendre à un reflux conservateur à partir du milieu des années 1940.

#### **Quelle forme prend la dynamique territoriale du vote?**

En ce qui concerne le Québec, il est possible, à partir de cette hypothèse générale, de s'interroger sur les grandes lignes de la dynamique territoriale de la culture politique québécoise, telle qu'elle s'exprime par le vote. Depuis le milieu des années 1940, quelle forme prend la dynamique territoriale du vote? Peut-on déceler un mouvement oscillatoire entre l'univers métropolitain de Montréal et les espaces non métropolitains du Québec, le vote plutôt conservateur se diffusant des régions rurales vers Montréal, et le vote moins conservateur se diffusant dans le sens inverse? Ce mouvement oscillatoire est-il lié à l'existence possible de cycles temporels qui verraient se succéder, selon des phases d'une quinzaine d'années, des périodes plus conservatrices et des périodes plus libérales ou plus sociales-démocrates?

Tableau 1. Pourcentage des voix et distance moyenne des électeurs à partir de Montréal

Année	POP	PLQ		UN		PQ		ADQ	
	Dist	Dist	%voix	Dist	%voix	Dist	%voix	Dist	%voix
1944	173	<b>158</b>	<b>39,4</b>	<b>216</b>	<b>38,0</b>				
1948	173	<b>165</b>	<b>36,2</b>	<b>184</b>	<b>51,2</b>				
1952	173	<b>161</b>	<b>45,8</b>	<b>199</b>	<b>50,5</b>				
1956	172	<b>172</b>	<b>44,9</b>	<b>189</b>	<b>51,8</b>				
1960	166	<b>174</b>	<b>51,4</b>	177	46,6				
1962	166	<b>161</b>	<b>56,4</b>	192	42,2				
1966	160	165	47,3	185	40,8				
1970	158	135	45,4	190	19,7	<b>137</b>	<b>23,1</b>		
1973	158	145	54,7	193	4,9	<b>141</b>	<b>30,2</b>		
1976	157	144	33,8	137	18,2	<b>159</b>	<b>41,4</b>		
1981	159	120	46,1	171	4,0	<b>167</b>	<b>49,3</b>		
1985	156	140	56,0			163	38,7		
1989	144	148	50,0			157	40,2		
1994	143	120	44,4			160	44,8	<b>144</b>	<b>6,5</b>
1998	143	121	43,6			160	42,9	<b>142</b>	<b>11,8</b>
2003	139	124	46,0			149	33,2	<b>168</b>	<b>18,2</b>
2007	137	132	33,1			156	28,3	<b>146</b>	<b>30,8</b>
2008	137	138	42,1			150	35,2	158	16,4
<i>MD</i>	<i>157</i>	<i>146</i>		<i>185</i>		<i>155</i>		<i>152</i>	
<b>R<sub>pearson</sub></b>		<b>+0,505</b>		<b>-0,916</b>		<b>+0,984</b>		<b>+0,370</b>	

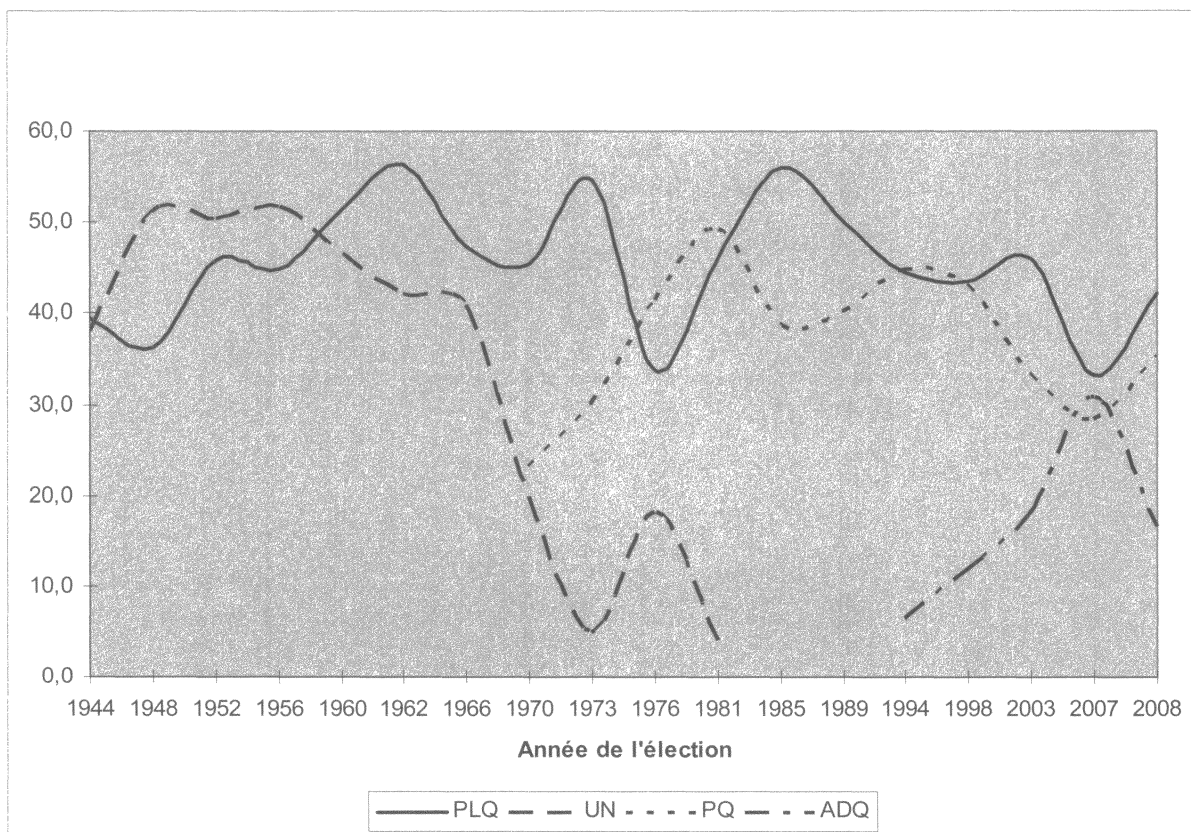
POP : population    PLQ : Parti libéral du Québec    UN : Union nationale    PQ : Parti québécois    ADQ : Action démocratique du Québec  
 Dist : Distance moyenne de Montréal (en kilomètres) de la population du Québec (POP) et des électeurs de chacun des partis, calculée à l'aide des points centraux des circonscriptions électorales, chaque distance étant pondérée par le nombre d'électeurs. *MD* : moyenne des distances sur l'ensemble des élections auxquelles un parti a participé. Les élections où un parti est dans une phase ascendante sont en caractères gras. La corrélation (r de Pearson) entre le pourcentage de voix et la distance de Montréal est calculée sur les phases ascendantes seulement avec la distance exprimée de façon relative ( $\text{Dist}_{\text{parti politique}} / \text{Dist}_{\text{pop}}$ )

Commençons par cette dernière question. Le tableau 1 présente le pourcentage de voix obtenu par chacun des quatre principaux partis lors des élections auxquelles ils ont participé. Le Parti libéral du Québec a participé aux 18 élections tenues de 1944 à 2007. L'Union nationale aux 11 premières élections sur les 18, le Parti québécois aux 11 dernières, et l'Action démocratique du Québec aux 5 dernières. Si nos hypothèses se vérifiaient, nous devrions observer deux cycles d'environ 30 années chacun sur la période de 1944 à

2008, soit sur 64 ans. Comme le premier de ces cycles suit une période interventionniste, nous devrions observer sur les premiers 15 ans une montée du conservatisme, pouvant se traduire au Québec par une montée de l'Union nationale. Nous devrions ensuite observer, sur les quinze années suivantes, une montée du «réformisme» qui pourrait être porté alors par le Parti libéral du Québec, suivie d'environ 15 années de conservatisme et de quinze autres années de réformisme.



Figure 1. Pourcentages des voix obtenus par les partis



Bien entendu, ce pattern idéal ne se retrouve que partiellement dans la réalité. La figure 1 montre l'évolution des pourcentages de voix obtenus par les partis en cause. L'Union nationale est bien en progression de 1944 à 1956, soit sur une période de 12 ans. Mais le Parti libéral l'est également de 1948 à 1962, sur 14 ans donc, partiellement à cause de la présence de tiers partis en 1944 (le Bloc populaire obtient 14,4% des voix) et en 1948 (l'Union des électeurs à tendance créditiste obtient 9,3% des voix). Ensuite, pour la deuxième phase du premier cycle, où il devrait y avoir recul du conservatisme et montée du réformisme, il y a bien un recul de l'Union nationale, qui se produit avec deux soubresauts (1966 et 1976), sur une période non pas de 15 ans mais bien d'environ 25 ans (de 1956 à 1981) et il y a aussi, de 1962 à 1976, recul du Parti libéral malgré le soubresaut de 1973.

Tout se passe comme si ce soubresaut, accompagné de la montée du Parti québécois à compter de 1970, prolongeait la deuxième phase du premier cycle jusqu'au milieu des années 1980, après quoi libéraux et péquistes amorcent une phase descendante, alors que l'ADQ relancera bientôt le conservatisme, jusqu'à son recul en 2008. En somme, au lieu de deux cycles complets d'environ 30 ans chacun avec alternance aux 15 ans, nous aurions plutôt assisté, depuis 1944, au déploiement de 1,5 cycle, avec une phase plutôt conservatrice jusqu'à la révolution tranquille, suivie d'une phase assez longue (environ 25 ans) de réformes jusqu'au milieu des années 1980, suivie à son tour d'une remontée du conservatisme au moins jusqu'en 2007.

Tournons nous maintenant vers la question de la dynamique territoriale des comportements électoraux. Un test de cette hypothèse peut être tenté par le biais d'une analyse spatiale simple du mouvement territorial des quatre principaux partis politiques présents au Québec depuis le milieu des années 1940. Depuis 1944, 18 élections provinciales ont eu lieu au Québec. L'analyse est menée au niveau des circonscriptions électorales à l'aide des données provenant de la Direction générale des élections du Québec et des cartes des circonscriptions électorales<sup>6</sup>. La distance moyenne entre le centre-ville de Montréal et les électeurs qui appuient une formation politique lors d'une élection constitue un indicateur élémentaire de la position territoriale de ce parti, et le changement dans cette distance, d'une élection à l'autre, mesure le mouvement territorial du parti vers la ville ou vers la campagne. Le tableau 1 présente ces distances ainsi que le pourcentage du vote obtenu à chaque élection dans l'ensemble du Québec par les partis en cause. La distance moyenne «Dist» est calculée en relevant d'abord la distance en kilomètres à vol d'oiseau entre le centre-ville de Montréal (coin Peel et Sainte-Catherine) et le point central de chacune des circonscriptions électorales à chacune des élections. Cette distance est alors pondérée (multipliée) par le nombre d'électeurs de la circonscription ayant appuyé chaque parti et la somme de ces produits est enfin divisée par la somme des poids, c'est-à-dire la somme des électeurs ayant appuyé le parti dans tout le Québec.

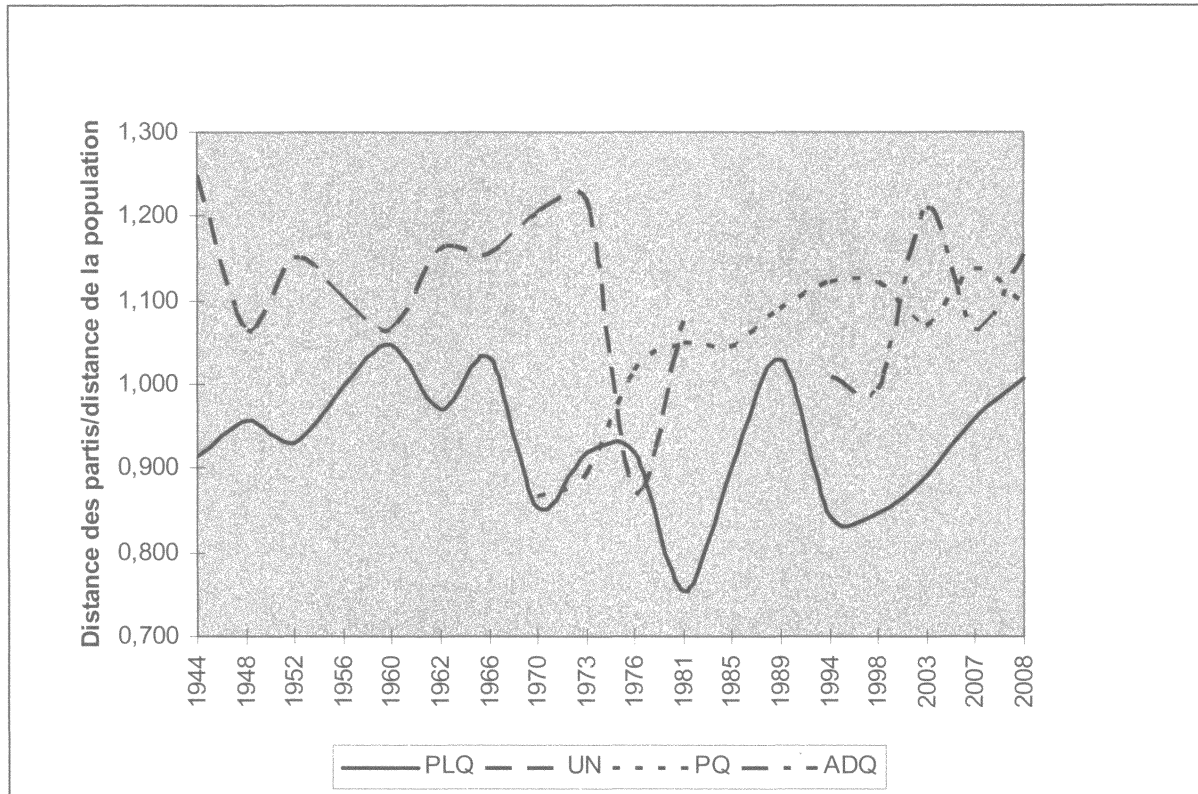
Voyons d'abord la position géographique de chacun des partis par rapport à Montréal pendant la période d'existence de chacun en faisant la moyenne *MD* des distances à chaque élection (les colonnes «Dist» du tableau 1). L'Union nationale est le parti le plus loin de

Montréal avec une distance moyenne *MD* de 185 km, alors que le Parti québécois se situe à 155 km, l'ADQ à 152 km et le Parti libéral à 146 km. Quatre tiers partis, qui n'apparaissent pas au tableau 1, ont joué un certain rôle pendant la période étudiée. Le Bloc populaire a obtenu 14,4% des voix en 1944 et se situait alors à 136 km de Montréal. En 1948, l'Union des électeurs (à tendance créditiste) obtenait 9,3% des voix et se situait à 274 km de Montréal. En 1966, le Rassemblement pour l'indépendance nationale, précurseur du PQ, obtenait 5,6 % des voix et se situait à 111 km de Montréal. Enfin, le Ralliement créditiste obtenait 11,2%, 9,9% et 4,6% des voix en 1970, 1973 et 1976 et se situait respectivement à 266, 208 et 260 km de Montréal.

### **L'Union nationale est le parti le plus loin de Montréal**

En ce qui concerne maintenant le mouvement territorial des partis d'une élection à l'autre, nous rappelons l'hypothèse qui veut que, dans leur phase ascendante, les partis progressent en terrain moins familier, les partis à base rurale progressant vers la ville et les partis à base urbaine progressant vers les milieux ruraux, une fois pris en compte le déplacement possible de l'ensemble de la population sous-jacente. D'une élection à l'autre, un parti peut ne pas bouger ou se rapprocher ou s'éloigner de Montréal. Les partis ayant leur origine en milieu non-métropolitain, comme l'Union nationale (UN) et l'Action démocratique du Québec (ADQ) devraient, en phase ascendante, gagner du terrain vers Montréal, alors que les partis venant des milieux métropolitains comme le Parti libéral du Québec (PLQ) et le Parti québécois (PQ) devraient, toujours en phase ascendante, gagner du terrain dans le sens inverse.

Figure 2. Distance relative de Montréal des partis politiques



L'évolution de l'ensemble des distances apparaît à la figure 2. Ces distances relatives sont obtenues en divisant les distances des partis par la distance de la population, ces chiffres étant tirés du tableau 1. Une valeur supérieure à 1 indique que les électeurs appuyant un parti sont localisés plus loin de Montréal en moyenne que la population dans son ensemble. Ainsi, l'UN pendant sa phase ascendante, de 1944 à 1956, devrait voir sa distance de Montréal se réduire, alors que le PQ, pendant sa phase de progression, de 1970 à 1981 devrait voir sa distance de Montréal s'accroître. Mais nous savons que, pendant la période étudiée, la population du Québec dans son ensemble s'est rapprochée de Montréal. Si nous ne tenons pas compte de ce fait, nous risquons d'attribuer à une progression d'un

parti vers Montréal ce qui serait en fait la progression de l'ensemble de la population. Il nous faut donc relativiser (diviser) les distances des partis par la distance de la population qui apparaît dans la colonne «POP» du tableau 1. Ce sont les ratios ainsi obtenus qui apparaissent à la figure 2 et qui sont mis en corrélation, au tableau 1, avec les pourcentages de voix obtenus par les partis pendant leur phase ascendante. Notons que les distances de Montréal de l'ensemble de la population sont calculées aux dates de recensement, la distance issue du recensement le plus près de chaque élection étant utilisée pour obtenir les ratios. L'hypothèse de la diffusion en terrain adverse se vérifie en grande partie. La vérification est nette dans le cas de l'Union nationale et du Parti québécois. De 1944 à 1956, l'UN voit sa proportion du vote augmenter et sa distance de Montréal diminuer de telle sorte qu'une corrélation très forte de -0,916 est observée entre ces deux variables<sup>7</sup>. En ce qui concerne le PQ,

**L'hypothèse de la diffusion en terrain adverse se vérifie en grande partie.**

---

sa phase ascendante s'étend de 1970 à 1981. Pendant cette période, sa proportion des voix augmente considérablement et il en est de même de sa distance de Montréal qui montre une corrélation de +0,984.

Les choses sont moins claires dans les cas du PLQ et de l'ADQ. En ce qui concerne le PLQ, il aurait connu, entre 1944 et 2008, deux cycles. Une première période ascendante s'étend de 1944 à 1962. Nous avons déjà noté que c'est la contraction des tiers partis au cours de cette période qui permet à la fois à l'UN et au PLQ d'être en progression. Conformément à l'hypothèse, le PLQ gagne du terrain de plus en plus loin de Montréal pendant cette période, exception faite de la dernière élection, celle de 1962, où une forte augmentation du pourcentage de voix obtenues correspond à un rapprochement de Montréal. Il reste que la corrélation entre la distance et le pourcentage de voix, pour cette période, est de +0,505. Une autre période ascendante prend place de 1976 à 1989 mais, cette fois, l'augmentation du vote et la distance de Montréal ne sont pas corrélées ( $r = +0,085$ ). Dans le cas de l'ADQ, nous attendions une corrélation négative, s'agissant d'un parti réputé de droite qui aurait des assises en milieu rural ou, du moins, non métropolitain. Or, la corrélation obtenue, sur la base des quatre élections où l'ADQ a progressé, soit celles de 1994, 1998, 2003 et 2007, est positive mais

faible ( $r = +0,371$ ). Toutefois, il faut noter que lors des deux élections où les voix obtenues par l'ADQ progressent substantiellement, soit de 18,2% en 2003 à 30,8% en 2007, le mouvement territorial du parti est conforme à l'hypothèse, c'est-à-dire que l'ADQ se rapproche alors nettement de Montréal comme on peut le voir à la figure 2.

Un mot enfin du mouvement territorial des partis lorsque ceux-ci sont en phase descendante. En première approximation, nous devrions nous attendre à un mouvement inverse à celui observé en période ascendante. Mais ceci n'est pas le cas, sauf en ce qui concerne l'UN entre 1960 et 1973, alors que la contraction du vote correspond à un éloignement de Montréal ( $r = 0,832$ ). Quant au PLQ, sa phase descendante la plus nette s'étend de 1985 à 2007, alors que son pourcentage des voix passe de 56 à 33,1. Or, cette période ne montre pas de contraction comparable des distances de Montréal. Le cas du PQ est intéressant car, en phase descendante, entre 1981 et 2007, il continue de s'éloigner de Montréal de façon assez régulière, même si la corrélation entre pourcentage des voix et distance est assez faible ( $r = -0,312$ ). Enfin, l'ADQ a connu sa première phase descendante entre 2007 et 2008, phase correspondant à un éloignement de Montréal conformément aux hypothèses.

### **Le rural et l'urbain, oscillations ou interpénétrations?**

Nos analyses montrent donc que l'hypothèse d'une diffusion hors du milieu d'origine de l'appui aux partis se vérifie assez bien dans le cas de l'UN et du PQ. Entre 1944 et 1956, l'UN progresse vers Montréal, l'élection de 1952 exceptée, alors qu'entre 1970 et 1981, alors qu'il est nettement dans sa phase ascendante, le PQ gagne du terrain de plus en plus loin de Montréal. Le cas du PLQ est plus complexe. Il s'agit d'un parti qui,

contrairement aux trois autres, existait longtemps avant la période observée ici, un parti déjà implanté à l'échelle du Québec. Sa dynamique territoriale ne suit pas un mouvement simple de diffusion à partir de Montréal pendant la période observée, sauf au début de la période, de 1944 à 1962. Quant à l'ADQ, il s'agit d'un parti dont les principaux supporters viennent des zones rurales et périurbaines qui connaissent une industria-

---

lisation s'appuyant sur les PME. De 1998 à 2003, cette industrialisation se diffuse au Québec à partir de la plaine de Montréal et l'ADQ fait de même. De 2003 à 2007, le parti s'implante fortement autour de Québec et gagne du terrain dans la plaine de Montréal.

En conclusion, un certain nombre d'interrogations peuvent être soulevées en ce qui concerne les tenants et aboutissants pour le Québec, des dynamiques territoriales des comportements électoraux. Les cycles électoraux et les oscillations territoriales des appuis aux partis politiques peuvent aider à mieux comprendre la dynamique socioculturelle du Québec. L'importance du rapport au territoire dans la construction de la culture québécoise a souvent été soulignée. Ne trouve-t-on pas au cœur de la dynamique socioculturelle du Québec une tension constructive entre une métropole cosmopolite et des régions où domine la culture issue du terroir québécois, où les villes, la ville de Québec au premier chef, apparaissent en forte continuité par rapport à cette culture? On peut en effet avancer que, d'une part, certaines nouvelles idées qui arrivent au Québec de l'extérieur y entrent souvent par Montréal, conformément au principe de la diffusion spatiale hiérarchique des innovations, soit «du haut vers le bas»; alors que, d'autre part, la ville de Québec joue un rôle important de mise en forme de la culture vivante issue des régions avoisinantes, selon un processus «du bas vers le haut». Depuis plus d'un siècle, Québec est alimentée par des migrants venant de ces régions alors que Montréal reçoit une

immigration internationale substantielle. La rencontre de ces deux processus au cours des années 1950 et 1960 aurait, entre autres, contribué à nourrir la «révolution tranquille» qui peut être vue comme une institutionnalisation par l'état, à Québec, des tendances réformistes provenant surtout de Montréal.

Enfin, il convient de s'interroger, par rapport à ce large contexte historique et géographique, sur le sens qu'il faut donner aux cycles électoraux et aux oscillations rurale-urbaine décrites plus haut. On peut se demander s'il ne faudrait pas parler d'interpénétrations rurale-urbaine plutôt que d'oscillations? En effet, un parti politique doit gagner des appuis en terrain moins familier pour progresser. On peut penser que cette nécessité engendre une sorte de négociation entre le parti et les électeurs à convaincre. Dans quelle mesure les orientations politiques du parti s'adapteront-elles à l'électorat localisé hors de la «zone de confort» du parti et, inversement, dans quelle mesure cet électorat se laissera-t-il convaincre de la justesse de ces orientations? En d'autres termes, un parti à tendance réformiste originaire de Montréal deviendra-t-il moins réformiste en étendant ses appuis en milieu non métropolitain? Inversement, un parti à tendance conservatrice le deviendra-t-il moins en gagnant des appuis en milieu métropolitain? Pour répondre à ces questions, il faudra analyser l'évolution des orientations politiques des partis lorsque ceux-ci progressent hors de leurs zones de confort. ■

## Notes et références

- <sup>1</sup> Une version plus élaborée de ce texte se trouve à : <http://www.crad.ulaval.ca/comportementsselectoraux/Cycles/>
- <sup>2</sup> DEVOLDER, D. (2003). « Générations démographiques, générations familiales » Communication au colloque « Les approches générationnelles : enjeux, avancées, débats » 13-14 novembre, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines (consulté sur internet le 30 mai 2008 : <http://www.printemps.uvsq.fr/Devolder.pdf>)

- 
- <sup>3</sup> JODOIN, Y., VILLENEUVE, P. et THÉRIAULT, M. (2007). *Le vote à Québec a-t-il une dimension géographique?* Université Laval, Centre de recherche en aménagement et développement, rapport de recherche. [http://www.crad.ulaval.ca/documents / PUBAUT/2007 / ID1910 \\_rapport\\_ Jodoin\\_2007.pdf](http://www.crad.ulaval.ca/documents/PUBAUT/2007/ID1910_rapport_Jodoin_2007.pdf), consulté le 30 mai 2008].
- <sup>4</sup> LEMIEUX, V. (1991). *Les relations de pouvoir dans les lois. Comparaison entre les gouvernements du Québec de 1944 à 1985*. Québec, Les Presses de l'Université Laval et l'Institut d'administration publique du Canada.
- <sup>5</sup> CUTLER, F. et JENKINS, R.W. (2000). « Where one lives and what one thinks: Implications of rural-urban opinion cleavages for Canadian federalism » [[http:// www.politics.ubc.ca/ fileadmin / template/main/images / departments / poli \\_sci / Faculty / cutler / Cutler-Jenkins \\_ 2000.pdf](http://www.politics.ubc.ca/fileadmin/template/main/images/departments/poli_sci/Faculty/cutler/Cutler-Jenkins_2000.pdf), consulté le 11 janvier 2008]
- <sup>6</sup> DROUILLY, P. (1989) *Atlas des élections au Québec, 1967-1985*. Québec, Bibliothèque de l'Assemblée nationale.
- <sup>7</sup> Il s'agit de l'indice de corrélation «r» de Pearson qui varie entre -1,000 et +1,000, une valeur de 0 indiquant l'absence de corrélation, une valeur proche de -1,000 indiquant une corrélation négative forte et une valeur proche de +1,000 indiquant une corrélation positive forte.

**CEE** CENTRE D'ENTREPRENEURIAT ET D'ESSAIMAGE  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI  
U Q A C

*Un fidèle allié de tes idées!*

Le CEE-UQAC t'offre :

- Un accompagnement personnalisé en création, démarrage et relèvement d'entreprise!
  - Validation d'idées d'affaires
  - Soutien à la réalisation du plan d'affaires
- Des activités à saveur entrepreneuriale!
  - Midi-conférences, colloques, salons
  - Ateliers d'information et de perfectionnement
  - Chroniques entrepreneuriales
  - Concours
- Des projets technologiques rémunérés, directement liés à ton champ d'études, qui te permettent de travailler dans les PME régionales!
- Un réseau international d'affaires à l'UQAC (RIA-UQAC) qui permet aux PME de développer des projets d'affaires avec l'étranger grâce à la collaboration des étudiants internationaux gradués de l'UQAC!

**Viens nous rencontrer!**

**CEE-UQAC**  
555, boul. de l'Université, local H1-1180  
Pavillon des humanités, UQAC  
Chicoutimi (Québec) G7H 2B1  
Téléphone : 418 545-5011 poste 4655  
Courriel : cee-uqac@uqac.ca

**CEE-UQAC Côte-Nord**  
Cégep de Sept-Îles, 175, de la Virendrye, Sept-Îles (Québec) G4R 5B7  
Téléphone : 418 965-8387 • rna\_cn@uqac.ca

A noter que certaines modalités sont sujettes aux interventions du CEE-UQAC. Renseignez-vous auprès de nos services à l'admission ou consultez le site internet de l'UQAC.

UNE ÉQUIPE DE PROFESSIONNELS À TA PORTÉE!

Fier partenaire des jeunes entrepreneurs!

**UQAC**  
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

**Promotion Saguenay**

**Canada**  
Développement économique Canada  
Canada Economic Development

**Walmart**  
**Desjardins**  
**UQAC**  
**FONDATION UQAC**

[www.uqac.ca/cee-uqac](http://www.uqac.ca/cee-uqac)

## Programme de Maîtrise

# M B A

## POUR CADRES

### Un programme adapté aux cadres en exercice.

La personne cadre développe ses qualités de gestionnaire par l'étude de cas concrets et le travail en équipe, ce qui lui permet d'élaborer de nouvelles stratégies dans le contexte de la fluctuation et de la mondialisation des marchés.

### Conditions d'admission

Posséder quatre années d'expérience comme cadre et un baccalauréat en gestion ou une maîtrise ou une expérience professionnelle exceptionnelle.

## UQAC

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

### Thierno Diallo

Dép. des sciences économiques et administratives  
555, boul. de l'Université, Chicoutimi (Québec) G7H 2B1  
Tél. : 418 545-5011, poste 5282. Téléc. : 418 693-9072  
Courriel : Thierno.Diallo@uqac.ca  
[www.uqac.ca](http://www.uqac.ca)

## Maîtrise en gestion des organisations

### LES DÉFIS

- Créer de nouvelles entreprises
- Affronter une concurrence mondiale
- Innover pour améliorer la performance organisationnelle

### LE PROGRAMME

Cinq orientations : Entrepreneurship, international et innovation, développement organisationnel et éthique de l'organisation

Deux profils : Professionnel (stage) et scientifique (mémoire)

**LA CLIENTÈLE:** La Maîtrise en gestion des organisations s'adresse aux gens désireux de développer leurs connaissances et habiletés afin de devenir acteurs du changement et permettre à leur organisation de se développer.

### Renseignements supplémentaires

545-5011, poste 5282

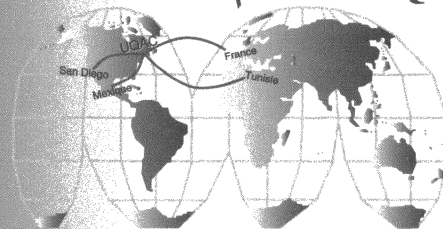
Formulaires de demande d'admission disponibles en vous adressant au secrétariat de la Maîtrise ou au Bureau du registraire.

## UQAC

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

555, boul. de l'Université, Chicoutimi (Québec) G7H 2B1  
Tél. : 418 545-5011, poste 5282. Téléc. : 418 693-9072  
[www.uqac.ca](http://www.uqac.ca)

## Baccalauréat en administration des affaires *réinventé*



- Découvrez le monde avec nous
- Démystifiez la mondialisation
- Apprivoisez la diversité culturelle
- Visez l'excellence, relevez vos défis avec le nouveau BAA
- Obtenez simultanément le Diplôme de BAA et celui de l'Université de San Diego en Californie (une première au Canada et au Québec)

## UQAC

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À CHICOUTIMI

Module des sciences de l'administration  
555, boul. de l'Université, Chicoutimi (Québec) G7H 2B1  
Tél. : 418 545-5011, poste 5282. Téléc. : 418 693-9072  
[www.uqac.ca](http://www.uqac.ca)



## L'occupation durable des « archipels » québécois

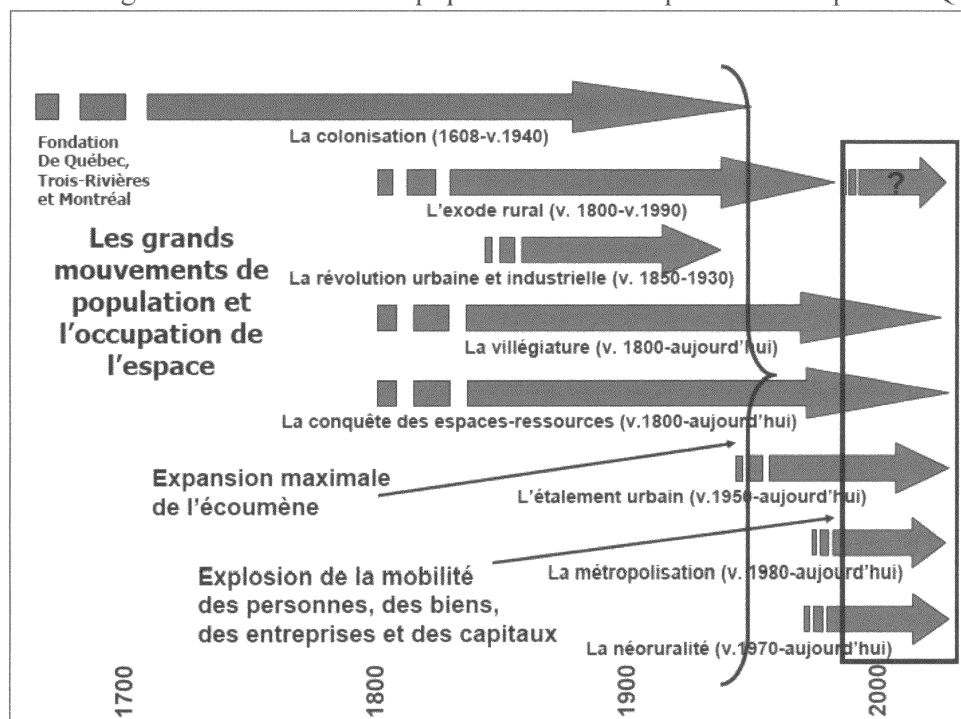
Gérard Beaudet, urbaniste  
Directeur, Institut d'urbanisme

Un grand nombre d'initiatives lancées au cours des trois ou quatre dernières années suggèrent que l'occupation durable du territoire québécois s'articule à une redéfinition de la complémentarité rurale-urbaine. Tout se passe généralement comme s'il s'agissait de réconcilier deux mondes qui ont tantôt fait preuve d'une indifférence réciproque, tantôt campé sur des positions antagonistes.

La réalité est toutefois passablement plus complexe. D'une part, parce que l'occupation du territoire québécois est le résultat de vastes

mouvements de populations (figure 1) qui se sont déployés à différentes époques et selon des modalités, des temporalités, des rythmes et des ampleurs contrastées, engendrant de la sorte des habitats qualitativement différenciés qui transcendent le traditionnel couple rural-urbain. D'autre part, parce que le territoire québécois est aujourd'hui parcouru de trajectoires de mobilité — résidentielle, institutionnelle, industrielle, socioéconomique, etc. — qui reconfigurent de manière parfois inédite cette différenciation qualitative héritée.

Figure 1 Les grands mouvements de population et l'occupation de l'espace au Québec



C'est incidemment ce que révélait, il y a maintenant vingt ans, une étude du Conseil des Affaires sociales (1989) dont les auteurs traçaient le portrait de la géographie d'un Québec scindé en deux. Non pas un Québec urbain d'un côté et un Québec rural de l'autre, mais plutôt un Québec coupé en deux suivant une ligne de faille départageant les habitats de

ceux qui sortaient gagnants des transformations socioéconomiques en cours depuis plusieurs décennies et les habitats de ceux qui s'en sortaient plus difficilement, voire en étaient les perdants. Une ligne de faille qui se déployait aussi bien à l'intérieur des territoires des villes et des agglomérations qu'au cœur des campagnes.

### Une géographie d'archipels

Le sociologue rural français Paul Houée notait, au même moment, une fragmentation tripartite des territoires ruraux de l'Hexagone qu'il résumait de la manière suivante :

Des espaces ruraux se renouvellent ici, se maintiennent là, se décomposent ailleurs, mêlant évolutions tendanciennes et réactions imprévisibles, dans une mosaïque étonnamment contrastée (cité par Jean, 1997, p. 104).

Cette mosaïque est depuis assimilée par différents observateurs à des archipels qui organisent, tant en territoires métropolitains qu'en milieux ruraux, les nouvelles distributions de la croissance économique (Veltz, 1997), du développement social et des modes d'habiter. Cette configuration rompt avec celle du modèle radioconcentrique qui subordonne les périphéries à des centralités hiérarchisées et emboîtées et dont la théorie des places centrales, proposée par le géographe allemand Walter Christaller au début des années 1930, reste une des formalisations les plus connues. Claude Manzagol et Gilles Sénécal (1996) rappellent que, si cette théorie semble avoir convenu à la situation québécoise à l'époque où la population était encore majoritairement rurale et relativement peu mobile au quotidien et où un nombre important de relais (villages, bourgs, petites villes) étaient nécessaires pour supporter l'occupation du territoire, ce n'est plus le cas aujourd'hui. Sans compter que des

villes relativement isolées comme Témiscaming, Shawinigan et Grand-Mère, pour ne retenir que celles-ci, appartiendront, dès le début du siècle dernier, davantage à une « galaxie urbaine » qu'à un système territorial hiérarchisé où chaque ville polarise, à une échelle donnée, une région rurale<sup>1</sup>.

La mosaïque évoquée plus haut suggère plutôt une géographie fortement contrastée où des aires de grande prospérité peuvent avoisiner de manière apparemment « durable » des milieux à l'avenir incertain et des espaces d'exclusion, les dynamiques à l'œuvre répondant désormais plus d'arrangements réticulaires (en réseaux) que de contiguïtés spatiales. Comme le souligne l'économiste Laurent Davezies (2008) en prenant à témoin la France, « alors que les inégalités de revenu ont eu tendance à décroître entre nos régions et nos villes, elles ont augmenté à l'échelle fine, c'est-à-dire entre les différentes composantes (communes et quartiers) de nos agglomérations » (p. 13).

**Cette montée en puissance des inégalités  
au cours des dernières décennies  
s'articule à une nouvelle géographie  
économique**

Cette montée en puissance des inégalités au cours des dernières décennies s'articule à une nouvelle géographie économique. Les territoires où la richesse est produite ne sont plus nécessairement ceux où elle est redistribuée et mobilisée, notamment à des fins

---

de consommation (Veltz, 2004; Davezies, 2008). Le phénomène n'est certes pas totalement inédit. Dans les grandes villes et agglomérations industrielles, la richesse était habituellement produite dans les quartiers ouvriers puis mobilisée dans les beaux quartiers de la bourgeoisie qui y entretenait une économie domestique internalisée dans le périmètre résidentiel et y pratiquait une grande partie de sa consommation ostentatoire, les lieux du tourisme (y compris les centres-villes des capitales et des métropoles) et de la villégiature constituant en quelque sorte des aires de diffusion à distance de cette consommation.

De nos jours, cette redistribution opère cependant à des échelles qui n'ont plus rien à voir avec l'échelle de proximité de l'ère industrielle. Chez les actifs, les espaces de travail, d'habitat et de consommation — de première nécessité aussi bien que réfléchie, culturelle et de loisirs — ont en effet tendance à se dissocier de manière croissante et à se diversifier. Il en est de même chez les retraités qui organisent autrement leur mobilité, notamment en l'articulant parfois à un nouveau lieu de résidence principale. Le transfert public et privé des revenus — toutes sources confondues — peut donc participer à l'enrichissement de territoires qui produisent

peu et à l'appauvrissement de territoires fortement productifs. C'est ainsi qu'un « territoire [peut] être doté d'une " base productive exportatrice " magnifique et dynamique (et avoir un gros PIB) sans pour autant que son revenu, son emploi ou son peuplement en soient entraînés » (Davezies, 2008, p. 56).

C'est en prenant compte de cette dissociation et de l'impact localisé des dépenses de consommation des individus et des ménages que s'est imposé, chez des chercheurs, l'intérêt pour le concept d'économie résidentielle, ou plus précisément, « présenteielle » (Terrier, 2006)<sup>2</sup>. Cette économie s'articulerait à une demande « domestique » pour des biens et des services divers. Hors des villes et des métropoles, cette économie a longtemps été associée à la villégiature. Son caractère élitiste et saisonnier, combiné à sa concentration dans quelques enclaves dispersées sur de vastes territoires, en faisaient cependant un phénomène économique passablement marginal. Il en serait tout autrement aujourd'hui dans la plupart des pays d'Europe de l'Ouest ainsi qu'au Canada et aux États-Unis, où le phénomène a connu un développement considérable au cours des dernières années, notamment en perdant une bonne part de son caractère saisonnier.

## Les archipels québécois

Appliquées au Québec, les observations qui précèdent permettent d'identifier trois grands archipels territoriaux se présentant comme suit<sup>3</sup>. Le premier est celui de la « compétitivité productive » et de la croissance économique. C'est là qu'on trouve l'essentiel des emplois de la nouvelle économie, notamment informationnelle, ainsi que les emplois des secteurs industriels qui ont résisté aux fermetures, délocalisations et autres mutations des dernières décennies. Certaines aires « industrielles » de la région métropolitaine de

Montréal et de Québec, ainsi que des villes de province, dont Sherbrooke et Drummondville, informent cet archipel.

Le deuxième archipel est celui de la « compétitivité résidentielle ». Du côté « urbain », il est composé des quartiers et banlieues résidentiels des agglomérations et des grandes villes. Côté rural, il englobe les campagnes urbaines (Donadieu, 1998), des campagnes littéralement et littérairement inventées (Marié et Viard, 1988),

patrimonialisées, apparentée à un paradis vert (Urbain, 2002). Mais il incorpore aussi et de plus en plus les territoires de villégiature et de tourisme qui attirent de nouveaux résidents mobilisés par les qualités environnementales du lieu, ainsi que par les aménagements et les équipements auxquels ils peuvent accéder. Cet archipel articule de manière inédite le rapport de la ville à la campagne, notamment à la faveur de la « birésidentialité », favorisée par la grande mobilité de ses protagonistes. Les Basses-Laurentides au nord de Montréal, le cœur de Lanaudière, l'arrière-pays de la Montérégie, les régions de Sutton, de Brome-Missisquoi et de Memphrémagog dans les cantons-de-l'Est, la Côte-du-Sud, l'Ouest charlevoisien et, dans une moindre mesure, le Bas-Saint-Laurent constituent les territoires de prédilection de ces trajectoires résidentielles alimentées, pour une bonne part, par l'arrivée à l'âge de la retraite de nombreux *baby boomers*.

Le troisième archipel est celui où persiste une crise de conversion économique, doublée d'une précarisation de l'occupation du territoire. Il est constitué des territoires qui combinent une faible attractivité résidentielle — que ce soit en raison des caractéristiques biogéographiques répulsives, de l'érosion des cadres bâtis et des paysages, de l'atrophie démographique ou de l'éloignement — et une difficulté à préserver, à consolider ou à

reconstruire leur base économique. On y observe des problèmes durables de croissance, voire un déclin économique en apparence irréversible. Cet archipel se compose des quartiers urbains anciens parmi les plus modestes et les plus durement frappés par la désindustrialisation, des campagnes agricoles où prédominent les monocultures extensives et les élevages extensifs et dont les entreprises sont confrontées à l'importance des investissements requis, à leur grande vulnérabilité aux fluctuations des marchés, aux impacts environnementaux sévères et aux arbitrages difficiles entre le droit de produire et les impératifs du développement durables, ainsi que les territoires-ressources affectés par l'épuisement de la ressource, les fluctuations des marchés et les guerres économiques, ainsi qu'à une mécanisation continue des modes d'exploitation au détriment du nombre d'emplois. Une grande partie de la Gaspésie, dont les difficultés économiques remontent aussi loin qu'aux années 1920, et le nord de la région de Lanaudière appartiennent sans conteste à cet archipel. Mais on peut également lui rattacher plusieurs des espaces agricoles de la plaine du Montréal où s'est imposé, au cours des trois dernières décennies, un modèle agricole hautement productiviste, ainsi que des villes et des régions qui pouvaient encore miser, il y a peu, sur leur imposant héritage productif de l'ère industrielle.

### Des enjeux et des défis contrastés

Le défi que posent l'occupation du territoire et la complémentarité rurale-urbaine varie considérablement d'un archipel à l'autre. Dans le premier cas, il s'agit de maintenir, voire de renforcer la capacité à s'adapter à la compétition dans un univers économique sans frontière. Mais il s'agit aussi de combattre le découplage entre la richesse produite (révélée par le PIB) et le revenu d'une part croissante de ceux qui la produisent, un paradoxe auquel

échappent peu de grandes villes du monde industriel avancé.

**Le défi que posent l'occupation du territoire et la complémentarité rurale-urbaine varie considérablement d'un archipel à l'autre**

Quant à la complémentarité rurale-urbaine, on reconnaîtra qu'elle opère ici à une échelle

---

macro, dans la mesure où elle articule entre eux les deux premiers archipels, celui de l'économie « présenteielle » (déployé, pour une bonne part, dans des campagnes proches des agglomérations) étant alimenté par celui de l'économie « productive ». Mais elle articule aussi l'archipel de l'économie « productive » et le dernier, ne serait-ce que parce qu'elle permet, via la fiscalité des individus et des entreprises, les transferts publics — et notamment ceux qui sont associés aux services publics régionalisés — qui dynamisent une part significative de l'économie locale.

Le deuxième archipel pose d'emblée le problème de la patrimonialisation des cadres bâtis ruraux et des paysages dans lesquels ils s'insèrent et du refus corollaire des activités économiques et des usages du sol susceptibles de perturber les attributs des lieux, les cadres de vie de proximité et la quiétude des résidents. En conséquence, les acteurs de l'économie « productive », dont au premier chef les agriculteurs, y sont souvent confrontés aux attentes et préoccupations des acteurs de l'économie « présenteielle ». Si le déclin de l'agriculture inquiète, ce n'est donc pas tant pour des raisons économiques que pour les risques que ce déclin fait courir à la préservation des paysages. En d'autres termes, l'agriculture y est d'autant plus appréciée qu'elle reste discrètement au service des territoires de l'économie « présenteielle ».

La complémentarité rurale urbaine y est surtout vécue sur le mode de la subordination de la ruralité « réelle » à une conception urbaine de celle-ci, y compris en ce qui concerne le rôle que doivent y jouer les villages et les petites villes. L'installation massive de nouveaux résidents engendre parfois des conflits de valeurs entre « ruraux » et « néoruraux », impose de nouvelles obligations et responsabilités aux municipalités en raison d'attentes et de besoins jusqu'à récemment ignorés et précarise la situation d'une partie de la population désormais

confinée dans des emplois mal payés et néanmoins confrontée à une hausse du coût de la vie, en particulier en ce qui concerne l'accès au logement.

Le troisième archipel est celui dont l'avenir est le plus incertain, même si la désertification anticipée à la fin du siècle dernier semble désormais écartée. Le passage de l'exode à la dévitalisation et au dépeuplement constitue à n'en pas douter un « risque de décrochage des périphéries, du glissement de l'inégalité à l'exclusion » (Veltz, 2004, p. 47), puisque « la friche, le non-recyclage, les trajectoires en impasse remplacent les simples inégalités de développement » (Veltz, 1996, p. 56). Si les populations semblent s'accrocher, il n'en demeure pas moins que « certains ruraux ont nettement conscience que [la] pauvreté est le prix à payer pour demeurer dans un cadre de vie rural qui est par ailleurs hautement valorisé » (Jean, 1997, p. 58).

L'espoir mis par certains dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication, au grand dam de ceux qui anticipaient que leur diffusion n'entraîne une uniformisation croissante des territoires et des genres de vie, aura par ailleurs été déçu. Si certains déplorent le maintien de régions éloignées et de plusieurs petites communautés à l'écart des aires de déploiement des réseaux de communication les plus performants, force est de reconnaître que cette conception d'un espace de plus en plus indifférencié grâce aux bienfaits des technologies de communication est une chimère (Bakis, 1993; Offner et Pumain, 1996). Comme le soulignait Luc-Normand Tellier (1996) :

Un des grands paradoxes de l'économie spatiale tient au fait qu'on peut prouver que, dans un espace isotrope idéal, il faut qu'existe un minimum de friction de l'espace pour qu'apparaisse un processus de polarisation. On pourrait donc croire logiquement que le niveau de polarisation

devrait diminuer quand la friction de l'espace diminue. Or, au cours des cent soixante-quinze dernières années (soit, précisément, depuis 1830, année de l'inauguration du premier chemin de fer), la friction de l'espace n'a cessé de diminuer grâce au chemin de fer, à l'automobile, à l'avion, au téléphone et à tant d'autres inventions, et la polarisation n'a pendant la même période, que progressé, les taux d'urbanisation des pays développés passant de 15 à 75 % environ, et même plus (p. 20).

Quant à la complémentarité rurale urbaine, elle semble au mieux être en mesure de limiter une dévitalisation plus marquée. La taille des villes en présence, l'association parfois étroite de leur dynamisme à une économie régionale en difficulté et le déclin déjà engagé de certaines d'entre elles restreignent toutefois les effets d'entraînement qu'on peut leur associer.

Faut-il pour autant abandonner cet archipel à son destin ? Rares sont ceux qui le croient, l'expérience du BAEQ pouvant rappeler, au besoin, ce qu'il en coûte, d'un point de vue social, politique, économique et environnemental, de pratiquer une déprise territoriale, aussi « maîtrisée » soit-elle. Reste qu'un recul du peuplement aux marges de l'écoumène reste plausible, le Québec ayant connu, par le

passé, de tels replis suite à des efforts inconsidérés de colonisation.

Aucune société libérale n'a en effet les moyens et encore moins la légitimité pour forcer des individus à occuper un territoire contre leur gré. Si un retour aux formes d'organisation sociospatiale qui prévalaient encore dans certaines enclaves avant la Seconde Guerre mondiale ne peut être écarté d'entrée de jeu, le caractère folklorique et la fin abrupte de l'expérience du retour à la terre des années 1970 ne permettent cependant guère d'y voir une voie d'avenir durable. Peut-être pourrait-on explorer, pour certains milieux particuliers, la création de parcs de conservation confiés à des métayers qui y pratiqueraient une exploitation patrimoniale des ressources. Ce ne saurait toutefois être, en égard à l'ampleur du défi auquel nous sommes confrontés, une alternative satisfaisante et valable à un indispensable renouvellement des modalités d'occupation du territoire porté par une politique d'aménagement répondant aux impératifs du développement durable. Nous sommes en quelque sorte condamnés à l'innovation.

**Aucune société libérale n'a en effet les moyens et encore moins la légitimité pour forcer des individus à occuper un territoire contre leur gré**

### **L'innovation territoriale : pour une géographie active**

Depuis quelques années, la mobilisation des potentiels locaux d'initiatives est d'ailleurs à l'ordre du jour de plusieurs collectivités rurales et urbaines confrontées à un avenir incertain. Cette mobilisation est tout à la fois la réponse aux ratés et aux promesses non tenues de la croissance économique et le fruit de la remise en question de la subordination du développement à la croissance, ou du socioculturel à l'économique.

Ainsi, les phénomènes d'appartenance sociale et culturelle, de créativité artistique et intellectuelle sont des dimensions non négligeables du développement et ne peuvent être considérés uniquement comme des bienfaits collatéraux de la croissance économique. Au contraire, si la croissance économique se nourrit des conditions sociales et existentielles, c'est

que leur dynamisme propre a une importance en soi (Moulaert et Nussbaumer, 2008, p. 24-25).

Combinées à une revalorisation du territoire comme *structure active* plutôt que comme *périmètre-réceptacle* des activités ou simple *champs de manœuvre* (Veltz, 1997), les mobilisations ont parfois donné des résultats encourageants. C'est que, comme le souligne Jacques Beauchard (1999), « le lieu résiste, il se redécouvre dans la mobilité comme espace patrimonial, lieu de l'appartenance et de la permanence » (p.65). L'enjeu de l'attractivité environnementale (paysagère, patrimoniale, touristique) serait aujourd'hui plus fondamental que celui de la compétitivité spatiale définie en termes strictement économiques. C'est ce que révèle incidemment l'étude consacrée par David Doloreux et Stève Dionne (2007) à l'expérience de La Pocatière, cette petite ville que rien ne semblait prédestiner à connaître un développement socioéconomique plutôt enviable. Pour réussir, une telle mobilisation doit reposer sur « un maillage réussi entre les acteurs publics et privés, adossés à des *institutions* adéquates, porteurs de *projets* pertinents et mobilisateurs » (Veltz, 2004, p. 11).

Ce modèle de développement local invalide-t-il l'approche davantage centralisée qui prévaut toujours au Québec, malgré les nombreux projets de décentralisation qui se sont succédé au cours des dernières décennies ? Les recherches sur l'innovation sociale et la mobilisation du capital humain, social, écologique et entrepreneurial par les collectivités territoriales (Moulaert et Nussbaumer, 2008) pourraient le suggérer. Celles-ci semblent en effet mieux préparées et équipées pour créer et soutenir « un progrès qualitatif et quantitatif de la production et des échanges, auto entretenu, et qui conduit à une amélioration du bien-être de toutes les couches de la population » (idem, p. 47).

En revanche, d'autres mettent en garde contre une trop grande autonomie territoriale qui contreviendrait à « l'exigence d'équité, que le libre jeu du marché et des dynamiques concurrents des territoires ne sauraient atteindre spontanément et que minent les mécanismes cumulatifs de développement des inégalités territoriales... » (Veltz, 2004, p. 9). Pour Pierre Veltz (2002), « le pire ennemi du développement local est le localisme, le provincialisme » (p. 125).

**En revanche, d'autres mettent en garde contre une trop grande autonomie territoriale qui contreviendrait à « l'exigence d'équité »**

L'exemple de La Pocatière évoqué plus haut montre d'ailleurs que la constitution du capital social, notamment en ce qui concerne la formation des compétences, la fourniture de certains services et la construction des infrastructures, relèvent pour une part significative d'actions publiques dépendantes de mécanismes redistributifs inscrits dans la durée. Or, de tels mécanismes ne peuvent opérer à l'échelle d'une localité ou d'une région.

Mais cet exemple suggère également que les municipalités de centralité<sup>4</sup> peuvent constituer le terreau de cette mobilisation de l'innovation. Ici comme dans plusieurs autres pays confrontés à des incertitudes territoriales, les petites villes ont en conséquence un rôle stratégique important à jouer (Laborie, 1993). Elles constituent en quelque sorte un nouvel ancrage de première ligne dans des espaces socioéconomiques dont les horizons et les ancrages traditionnels ont été bouleversés par les mutations économiques et par la mobilité des populations et des activités.

Foyers de résistance à la poursuite du déclin des régions, les municipalités de centralité semblent pouvoir constituer les nouveaux



---

lieux d'ancrage des rapports de proximité et les pivots d'une échelle optimale d'intervention en vue de la redéfinition de nouvelles modalités d'occupation du territoire.

Il faut toutefois se méfier d'une approche trop inclusive. Les municipalités de centralité se distinguent en effet les unes des autres, tant par leur histoire que par le cadre géographique de leur inscription. Alors que certaines polarisent des domaines agricoles extrêmement performants, d'autres sont aux premières loges d'une déprise agricole difficilement compensée par la montée en puissance de

nouvelles activités ou de nouveaux usages résidentiels. Certaines capitalisent sur le développement récréotouristique régional tandis que d'autres attendent en vain les retombées d'un virage touristique annoncé. Certaines diversifient leur base économique et consolident leur attractivité résidentielle au moment où des municipalités voisines n'y parviennent guère, voire perdent de la population. Autant de cas de figure qui incitent à la prudence, puisque les municipalités de centralité semblent globalement porteuses des singularités des archipels auxquels elles appartiennent.

### Un Québec sans métropole ?

La complémentarité rurale urbaine s'articule à des espaces et des préoccupations partagés et déployés à des échelles territoriales variées. En conséquence,

- l'occupation du territoire québécois à la faveur du renouvellement de la complémentarité rurale urbaine ne saurait simplement reconduire les modalités d'occupation héritées des années 1800-1950 et remaniées par l'intervention de l'État dans les années 1960 et 1970;
- elle ne saurait négliger la problématique d'une mobilité qui, tout en étant généralisée, est exercée ou subie de manière socialement inéquitable; il est utile de se rappeler, de ce point de vue, que les « choix » résidentiels sont parfois contraints plus que pleinement assumés et qu'un cadre de vie idéal pour les uns peut être espace d'exclusion pour d'autres;
- elle ne saurait échapper à la nécessité d'une inscription des initiatives à de multiples échelles (du local au global en passant par le régional et le national)

- elle ne saurait finalement et en conséquence faire l'économie d'une reconnaissance de l'importance de Montréal.

Ce dernier énoncé introduit la conclusion de la présente réflexion. Le clivage entre Montréal et le reste du Québec n'est certes pas nouveau. Il se décline sur différents registres depuis l'annonce de la fondation de Ville-Marie par De Maisonneuve. Il n'en reste pas moins que, pour des raisons qu'il serait trop long d'explorer ici, ce clivage s'est accentué depuis les années 1970. Tout se passe comme si la multiplication des études sur le déclin des régions, la publication du rapport Higgins, Martin, Raynauld (1970) visant à faire de Montréal la locomotive économique du Québec et la métropolisation qu'anticipe avec panache Expo 67 confirmaient l'impression que Montréal se développerait au détriment du Québec des régions et, qui plus est, en faisant main basse sur des ressources qui leur seraient autrement destinées. Ce faisant, on ne s'émouvra guère des difficultés que vivait une métropole qu'on était enclin à considérer « au-dessus de ses affaires ».

---

La balkanisation de la région métropolitaine et de la Ville de Montréal qui a cours depuis l'épisode des fusions-défusions montre, si besoin était, qu'on se méfie toujours d'une métropole forte<sup>5</sup>. Pourtant, le Grand Montréal est une position clé et un acteur de premier plan en regard de l'occupation durable du territoire québécois et de la complémentarité rurale urbaine. D'une part, la région métropolitaine polarise le principal espace d'imbrication villes-campagnes et de complémentarité rurale urbaine « au quotidien » du Québec. On peut en effet estimer à vue d'œil que plus de 4 millions de Québécois répartis sur plus de 8000 km<sup>2</sup> sont

en effet directement concernés<sup>6</sup>. D'autre part, la région métropolitaine de Montréal chevauche les trois grands archipels identifiés au cœur de la présente réflexion. Finalement, Montréal reste au cœur d'une complémentarité rurale urbaine multiscalaire, même si la représentation offerte par un modèle d'emboîtement urbain hiérarchisé longtemps préconisé ne correspond plus guère à la réalité. Les Québécois sont donc condamnés à se réapproprier et à faire preuve d'imagination pour se réapproprier le pays réel qu'ils ont reçu en héritage et qu'ils devront léguer en s'assurant qu'il soit durablement occupé. ■

## Notes et références

- <sup>1</sup> En Mauricie, les forges du Saint-Maurice et les forges Radnor appartenaient à une telle galaxie, comme le feront, plus tard, Murdochville, en Gaspésie, Gagnon et Shefferville sur la Côte-Nord.
- <sup>2</sup> Cette économie reposerait sur les dépenses de consommation effectuées par les résidents permanents et par l'ensemble des autres personnes présentes à un moment ou à un autre, par exemple les touristes et les villégiateurs.
- <sup>3</sup> Cette présentation sommaire ne repose évidemment pas sur une étude exhaustive mais s'appuie davantage sur une connaissance du terrain acquise par presque trente ans de fréquentation des différentes régions du Québec. Elle ne vise donc pas à proposer un découpage et une catégorisation définitifs et incontestables mais plutôt à suggérer, comme tente de la faire l'ensemble du présent texte, la pertinence d'un renouvellement du regard porté sur le territoire.
- <sup>4</sup> On dénombre 56 municipalités de centralité au Québec; elles représentent 25 % de la population vivant en milieu rural, soit près de 400 000 habitants en 2001. Les municipalités de centralité ont une taille moyenne de 6 850 habitants.
- <sup>5</sup> La réorganisation administrative réalisée par le Gouvernement du Québec à la fin des années 1980 avait déjà entrepris la « déconstruction » de la métropole en rapetissant la région de Montréal à la dimension de l'île éponyme et en conférant à Laval le statut de région et en rattachant les banlieues de la Rive Nord et de la Rive Sud aux régions des Laurentides, de Lanaudière et de la Montérégie.
- <sup>6</sup> La Communauté urbaine de Montréal compte environ 3,6 million d'habitants (48 % de la population québécoise) sur un territoire de 4 360 km<sup>2</sup>. L'impact métropolitain se fait évidemment sentir bien au-delà de ce territoire administratif décrété par Québec, comme l'illustre la desserte ferroviaire de Saint-Jérôme par l'Agence métropolitaine de transport.

Bakis, Henry (1993) *Les réseaux et leurs enjeux sociaux*, Presses universitaires de France, Coll. Que sais-je ?

Beauchard, Jacques (1999) *La bataille du territoire*, L'Harmattan.

Conseil des affaires sociales (1989) *Deux Québec dans un. Rapport sur le développement social et démographique*, Gaëtan Morin éditeur.

---

Davezies, Laurent (2008) *La République et ses territoires; la circulation invisible des richesses*, Seuil.

Doloreux, David et Stève Dionne (2007) *Évolution d'un système local d'innovation en région rurale; le cas de La Pocatière dans une perspective historique (1827-2005)*, Éditions du GRIDEQ / Éditions du CRDT.

Donadieu, Pierre (1998) *Campagnes urbaines*, Acte Sud.

Higgins, Benjamin, Fernand Martin et André Raynauld (1970) *Les orientations du développement économique régional du Québec*, ministère de l'Expansion économique régionale, Ottawa.

Jean, Bruno (1997) *Territoires d'avenir : pour une sociologie de la ruralité*, Presses de l'Université du Québec.

Laborie, Jean-Paul (1993) « Les petites villes, chance de l'espace rural », dans Bernard Kayser (dir.) *Naissance de nouvelles campagnes*, L'Aube, p. 37-50.

Manzagol, Claude et Gilles Sénécal (1996) « La région géographique », dans Parc-Urbain Proulx (dir.) *Le phénomène régional au Québec*, Presses de l'Université du Québec, p. 93-112.

Marié, Michel et Jean Viard (1988) *La campagne inventée*, Actes Sud.

Moulaert, Frank et Jacques Nussbaumer (2008) *La logique sociale du développement territorial*, Presses de l'Université du Québec.

Offner, Jean-Marc et Denise Pumain (1996) *Réseaux et territoires; significations croisées*, L'aube.

Tellier, Luc-Normand (1996) « Le Québec et ses régions à l'intérieur de la dynamique spatiale de l'économie mondiale », dans Parc-Urbain Proulx (dir.) *Le phénomène régional au Québec*, Presses de l'Université du Québec, p. 9-28.

Terrier, Christophe (2006) « L'économie présenteielle. Un outil de gestion du territoire », *Cahiers Espace*, N° 90.

Urbain, Jean-Didier (2002) *Paradis verts : désirs de campagne et passions résidentielles*, Payot.

Veltz, Pierre (2004) *Des lieux et des liens; politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*, L'aube.

Veltz, Pierre (1997) *Mondialisation, villes et territoires; l'économie d'archipel*, Presses universitaires de France.

---

## Centre et périphérie

### La double logique de l'occupation des territoires au Québec

Marc-Urbain Proulx

---

Au-delà des débats ponctuels sur l'exode rural, la forêt boréale, les gisements éoliens, les bassins hydro-électriques, l'uranium et autres minéraux, la

route maritime de l'océan Arctique, se positionnent quelques préoccupations sociétales fondamentales à propos des territoires de la périphérie nordique du Québec. Il existe bien sûr l'enjeu central concerné par les droits de propriété des nations autochtones. Il y a aussi l'important défi collectif relié à la protection de l'environnement et au renouvellement des ressources naturelles dans un esprit de durabilité. La demande du marché mondial à l'égard des ressources naturelles représente aussi une dimension incontournable de la problématique nordique.

En outre, les modalités spatio-économiques (géo-économiques) en regard de l'occupation des divers territoires qui composent le Nord du Québec représentent un enjeu d'importance stratégique. Nous le traiterons dans ce texte par l'établissement des jalons de base d'un cadre de référence pour l'ensemble du Québec, en revisitant les deux logiques spatio-économiques classiques, soit la centralité et l'accessibilité.

Mis à part Voltaire et ses « quelques arpents de neige », la périphérie nordique québécoise a toujours évoqué un immense bassin de ressources naturelles que seuls les plus intrépides des individus et des entreprises se

**La périphérie nordique québécoise a toujours évoqué un immense bassin de ressources naturelles que seuls les plus intrépides des individus et des entreprises se risquent à explorer, à extraire et à valoriser**

risquent à explorer, à extraire et à valoriser. L'épopée de Radisson et son compagnon Desgroseillers s'avère mythique à cet égard. Ces aventuriers ont

atteint la Baie James, une première fois en utilisant les rivières Outaouais et Harricana, et quelques années plus tard directement par la mer à travers vents et marées via le détroit d'Hudson. L'expédition du Père Albanel qui a exploré le lac Mistassini, avant de descendre la rivière Rupert jusqu'à la Baie James, n'est pas banale non plus. Elle a permis de marquer l'itinéraire de la fabuleuse « route des fourrures » qui empruntait la rivière Chicoutimi, les lacs Kénogami et Pékouagami, avant de sillonner la rivière Ashuamushan vers les territoires nordiques. Bref, l'histoire est remplie de magnifiques exemples de prouesses qui furent nécessaires pour accéder au Nord québécois. En réalité, l'accessibilité aux lieux et aux milieux s'avère une composante problématique de base à toute volonté d'analyse des conditions de l'occupation des territoires de la périphérie nordique du Québec.

Pour bien saisir cette logique spatio-économique reliée à l'accessibilité au Nord du Québec, notre analyse mettra d'abord en relief la logique classique de la centralité à travers ses mouvances spatiales très actuelles. Nous verrons que la polarisation des activités économiques forme progressivement une vaste concentration déconcentrée dans le sud-est, zone qui s'inscrit comme le véritable centre du

Québec. Par la suite, notre analyse s'appliquera à illustrer les formes épousées par

l'occupation actuelle et anticipée des territoires de la périphérie nordique.

### **De comptoir à métropole**

La Ville de Québec fut historiquement un véritable avant-poste de conquête territoriale en Amérique du Nord, pour le bénéfice de la métropole française. Ce « comptoir continental » a permis à l'époque de drainer les ressources rapidement exploitables d'une très vaste périphérie, en remontant les cours d'eau, en plantant des drapeaux et des croix, en traitant avec les autochtones, en établissant d'autres avant-postes à Montréal, à Long-Sault, à Sault-Sainte-Marie, à Chicoutimi.

Après ce premier écrémage de la périphérie dite Nouvelle - France, Québec s'est inscrit aussi comme un lieu de gouverne de l'occupation plus intensive des territoires par la colonisation des terres. La ville est ainsi lentement devenue le principal marché de la croissante production agricole, alors que son industrie navale fut tournée vers l'extérieur au même titre que le lucratif commerce des fourrures. Avec l'exploitation systématique de la forêt pour le compte de l'Angleterre au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, la ville de Québec a atteint son apogée comme principal centre urbain.

**Quatre facteurs ont occasionné le déplacement vers Montréal des principales forces de la polarisation des activités et de la population**

#### Renversements spatio-économiques

Quatre facteurs ont occasionné le déplacement vers Montréal des principales forces de la polarisation des activités et de la population. D'abord, l'élite d'affaires anglaise qui est arrivée après la conquête militaire de 1760 s'est largement établie à Montréal, en prenant

le contrôle de la traite de fourrures et en lançant par la suite de nouvelles activités économiques notamment des fabriques et des industries. Cette diversification économique a considérablement dirigé les exportations québécoises vers les villes limitrophes des États-Unis devenues un important marché relativement facile à desservir à partir de Montréal. Troisièmement, l'urbanisation forte du Québec au XIX<sup>ème</sup> siècle s'est particulièrement effectuée dans la large plaine du Saint-Laurent autour de Montréal offrant ainsi à ce centre urbain une mission importante dans la desserte de services supérieurs à son prospère hinterland. Finalement et non le moindre, la canalisation du fleuve Saint-Laurent jusqu'à Montréal a permis à cette ville de devenir, à partir de 1850, le principal point de transbordement des marchandises au Québec. La construction des canaux et ensuite des chemins fer a substantiellement soutenu ce renversement spatio-économique qui a déplacé à Montréal la principale place d'affaire du Québec. Bien positionnée, cette ville est alors devenue la métropole du Canada, obtenant même l'établissement du premier parlement canadien. Malgré la construction du canal Érié comme lien direct entre la côte Atlantique et l'intérieur du territoire du côté américain de la frontière, la croissance forte de Montréal s'est poursuivie jusque vers les années 1950, avant que Toronto prenne le relais de la forte polarisation à la faveur de la puissante industrialisation de la région des Grands Lacs et de la canalisation du fleuve Saint-Laurent jusqu'à ce vaste bassin maritime prospère.

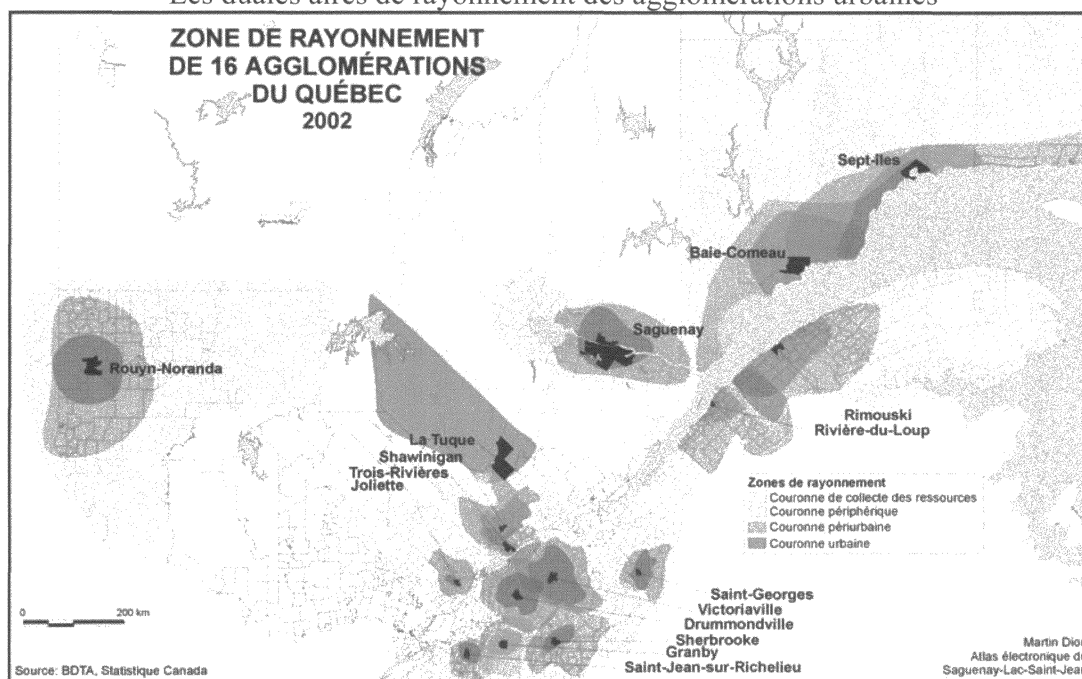
À cet effet de double renversement spatial historique, d'abord entre Québec et Montréal et ensuite entre Montréal et Toronto, signalons qu'il existe un important débat non épuisé au

Québec à propos des causes du déclin relatif de Montréal depuis un demi-siècle. Débat qui est repris actuellement par certains analystes autour de l'envergure réelle de la reprise économique très actuelle de la métropole du Québec, en comparaison avec les autres pôles nord-américains y compris Boston, Québec, Vancouver. Mais ce débat n'est pas notre propos. Si les performances des divers centres urbains qui polarisent les activités dans l'espace s'avèrent pertinentes à comparer sur le grand espace canadien ou ailleurs, le

phénomène contemporain de ladite métropolisation nous convie dans ce texte à un autre type d'analyse. Nous verrons qu'au Québec, la grande région métropolitaine possède sa contrepartie périphérique dont la composante nordique. La dualité « centre - périphérie » si chère à l'analyse spatio-économique, épouse en réalité des formes bien spécifiques et distinctes. Dualité de formes qui est notamment très bien illustrée par les zones de rayonnement des centres urbains<sup>1</sup>.

Carte 1

Les duales aires de rayonnement des agglomérations urbaines



On constate en effet sur la carte no 1 que l'aire d'influence des centres urbains dessine deux types d'aires bien distinctes. Elles sont contiguës dans le centre du Québec et plutôt relâches en périphérie.

### La métropolisation

On sait qu'à l'échelle mondiale, la population et les activités économiques sont de plus en plus concentrées au sein de quelques 300 vastes régions métropolitaines interreliées les

unes aux autres. Si vastes que ces régions contiennent souvent plusieurs centres urbains en épousant des formes territoriales inédites souvent appelées mégapoles. En conséquence, saisir concrètement ce phénomène de métropolisation ouvre sur une analyse davantage orientée sur la structuration multipolaire concrète de régions urbaines dites Global City-Regions<sup>2</sup>.

Selon cette perspective, observer la mouvance actuelle des mégapoles européennes,

américaines et asiatiques devient une activité fort intéressante. Car les formes territoriales spécifiques et diversifiées qui émergent alors à l'analyse métropolitaine font apparaître des jumeaux tels que Milan - Turin, des triplets tels que Rio Janeiro - Bello Horizonte - Sao - Paulo, des corridors polycentriques tels que celui de la Californie, des arcs comme celui de la Méditerranée entre l'Espagne et l'Italie en passant par le sud de la France. Aussi, le croissant territorial composé de Tokyo - Séoul - Beijing - Shanghai - Hong Kong illustre parfaitement cette forme mégapolitaine complexe structurée par des métropoles mondiales entrecoupées de pôles et de zones à divers contenus, natures et dimensions. À cet effet de « mégapolisation » de la dynamique économique planétaire, la forme de l'archipel s'avère largement référée dans la littérature scientifique. Plusieurs analystes utilisent cette image pour illustrer des ensembles en Amérique, en Asie, en Afrique, en Europe.

L'espace canadien ne contient pas de mégapole. Cependant le phénomène métropolitain s'avère fort bien illustré par la grande région urbaine de Toronto qui contient non seulement des pôles périurbains et des satellites dans la frange urbaine mais aussi des centres intermédiaires bien connectés comme London, Windsor, Kitchener, Hamilton, Oshawa, etc<sup>3</sup>. Il s'agit certes d'un type d'archipel.

**Nous assistons à un processus relativement complexe d'étalement urbain et de polarisation que certains désignent par le terme mégapolisation**

Dans le cas du Québec, le déploiement territorial des forces de la concentration et de la dispersion permet de saisir la mégapolisation sous un angle particulier<sup>4</sup>. Nous assistons à un processus relativement

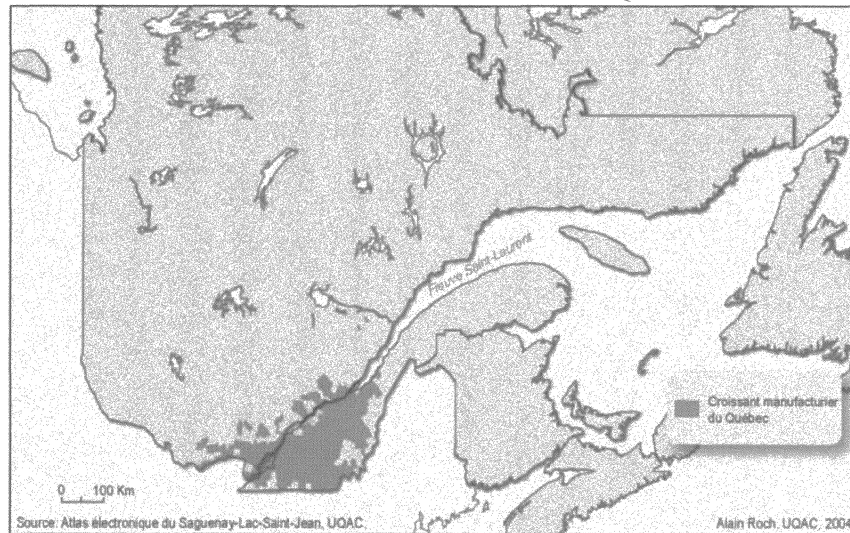
complexe d'étalement urbain et de polarisation que certains désignent par le terme mégapolisation<sup>5</sup>, c'est-à-dire une urbanisation diffuse qui concentre la population et les activités au sein d'une vaste zone composée de divers territoires réticulés qui lui donnent forme. Car le phénomène métropolitain qui bat son plein au Québec comme ailleurs touche plusieurs pôles québécois de différentes tailles dont l'imbrication d'ensemble apparaît désormais moins régie par la hiérarchie urbaine classique que par d'autres lois spatio-économiques difficiles à modéliser puisque constamment évolutives. Nous pouvons néanmoins saisir les points d'appui et visionner l'armature globale. Voyons un peu.

### La mégapole québécoise

Certes, les pôles principaux que sont Montréal, Québec et Gatineau (Ottawa) avec leurs centres périurbains et leurs satellites réciproques s'inscrivent chacun comme un phénomène métropolitain à part entière. Dans une moindre mesure, il en est de même pour les régions métropolitaines de Sherbrooke, de Trois-Rivières et aussi de Drummondville, Rivière-du-Loup, Saint-Hyacinthe, Shawinigan. À travers ces principaux centres urbains qui structurent l'armature de la grande région sud-est du Québec, la concentration diffuse ou déconcentrée des activités économiques s'ancre aussi sur de nombreux petits pôles comme Sorel, Bromont, Joliette, Thetford Mines, Sainte-Marie, Plessisville, Montmagny, etc. Parmi ceux-ci, certains pôles s'avèrent actuellement en véritable explosion tels que Saint-Georges, Granby, Victoriaville, Saint-Sauveur en illustrant des taux de croissance urbaine les plus élevés du Québec. Les forces qui positionnent les lieux dans cette zone métropolitaine résident principalement dans leur centralité à travers les établissements humains dispersés.



Carte no 2  
Le croissant manufacturier du Québec



Ce vaste tissu métropolitain québécois qui devient en réalité le véritable « centre déconcentré » du Québec s'étale progressivement à densités variables en suivant, par sauts d'urbanisation, les corridors de l'Outaouais, des Laurentides, de la Basse-Mauricie, de la Beauce, du Bas-Saint-Laurent et aussi de Charlevoix dans une moindre mesure. Bien que la dispersion de tous ces pôles primaires, secondaires et tertiaires soit importante dans ce sud-est qui est de fait le centre-du-Québec, nous percevons clairement un « effet d'ensemble », ne serait-ce que le système de transport de plus en plus fluide et dense. Densité à saisir en matière de personnes mais aussi de marchandises. Aussi, la carte no 1 nous permet de constater que contrairement à la périphérie québécoise, cette métapole en

progrès illustre des aires de rayonnement des pôles relativement rapprochés qui laissent peu de zones orphelines. Étant donnée la vocation manufacturière dominante de cette zone métropolitaine, nous avons à cet effet statistiquement circonscrit un « croissant manufacturier » qui donne substance<sup>6</sup> à ce phénomène de centralité polycentrique dans le sud-est du Québec (carte no 2).

Cette métapole québécoise contient aussi plusieurs centres de villégiatures, beaucoup de villages ruraux à croissance urbaine, des technopoles comme celui de Saint-Hyacinthe ou de la Cité du multimédia, une capitale nationale et évidemment la grande région montréalaise de services supérieurs spécialisés.

### La périphérie nordique

En dehors de la vallée du Saint-Laurent, il existe seulement quatre zones agricoles dont les établissements ont pu permettre l'émergence de pôles urbains sur la base des marchés locaux centraux. Il s'agit de la couronne agricole autour du lac Saint-Jean, du

plateau du Saguenay, de la vallée de la rivière Matapédia et aussi, dans une moindre mesure, du corridor côtier du Lac Témiscamingue. Dans ces zones jadis colonisées, les rentes agricole et forestière ont créé les surplus suffisants pour occasionner la concentration

d'entreprises de services et de commerces dans des lieux centraux tels que Amqui, Causapscal, Ville Marie, Chicoutimi, Roberval, etc. Pour le reste, les villes et villages de la périphérie nordique du Québec sont largement tributaires de la présence de ressources naturelles, à la manière de la Gaspésie.

En réalité, les forces qui imposent l'établissement de lieux et de milieux en périphérie québécoise résident principalement dans l'accès aux bassins et gisements de ressources naturelles qui représentent le véritable facteur explicatif de la grande dispersion spatiale des lieux et des milieux. Aussi, la desserte des collectivités autochtones en biens et services s'inscrit dans cet esprit d'extension de la structure de peuplement. Ce principe moteur de l'accessibilité dessine sur les territoires périphériques du Québec des formes territoriales distinctes, originales et particulières. Le chapelet de petits lieux gaspésiens en représente un bel exemple à partir du pôle Rimouski. Voyons un peu pour la périphérie nordique.

#### Un arc nordique de pôles secondaires

Le phénomène spatio-économique majeur qui marque la structure de peuplement en périphérie nordique québécoise s'avère concerné par la présence d'avant-postes établis tels de véritables tremplins pour lancer l'occupation territoriale. En réalité, ce sont des pôles de croissance contenant des activités telles que des services spécialisés, des usines de transformation de ressources, des commerces de gros et de détails, des administrations publiques et privées, etc. à partir desquels s'effectuent l'exploitation des ressources naturelles ainsi que la diffusion du développement sur les territoires (carte 3).

Ces avant-postes s'inscrivent généralement comme de points de rupture spatiale aux embouchures de rivières, aux croisements de

routes, aux terminaux des voies de transport. Ils deviennent des relais de pénétration nordique, grâce à la présence de différentes activités reliées certes au transbordement, à la traite et au transit de marchandise, mais aussi à la desserte de services de santé, d'éducation, de sports, de finances, de commerces, de génie, d'architecture, de comptabilité et autres spécialités motrices de développement. Les principaux spécimens de ces pôles économiques sont en réalité Sept-Îles, Baie-Comeau, Saguenay, Amos, Rouyn.

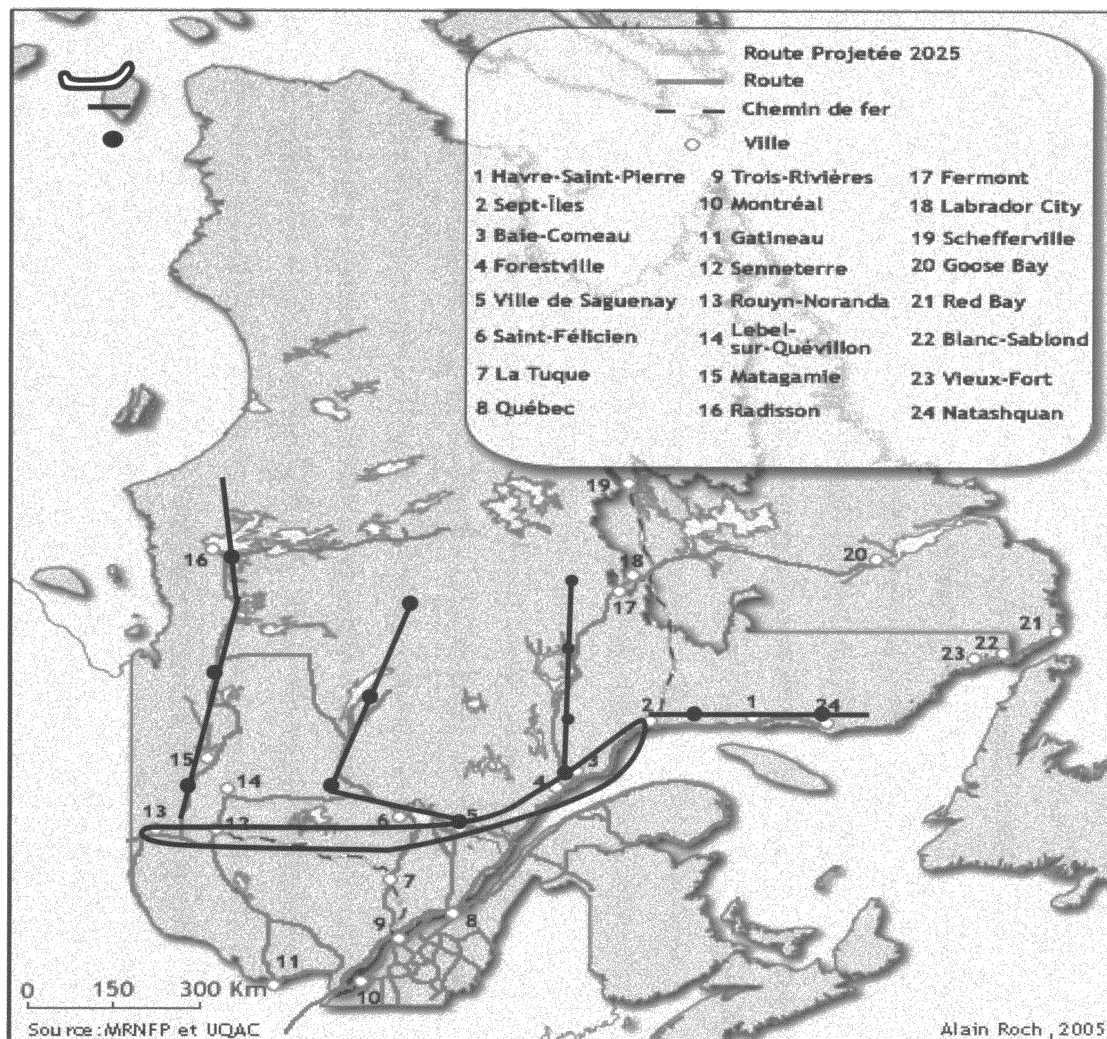
Dans leur périphérie nordique de rayonnement, ces pôles, secondaires par rapport à Montréal, Québec et Gatineau, forment ensemble un arc qui s'inscrit comme une forme territoriale originale (carte 3). Arc dont la spécificité spatio-économique d'ensemble concerne davantage la vocation nordique commune de ses composantes urbaines plutôt que leurs interrelations socio-économiques déjà existantes certes, mais encore peu développées. Relations et échanges horizontaux qui demeurent à intensifier entre les pôles de l'arc, dans un esprit de complémentarité et d'interdépendance face à l'enjeu de l'appropriation collective réciproque de leur destin nordique commun.

**L'accès aux bassins de ressources nordiques ainsi que les modalités de desserte de biens et de services illustrent d'abord des formes territoriales linéaires que l'on appelle les « corridors de pénétration territoriale »**

#### Des corridors de pôles tertiaires

Selon ce schéma spatio-économique, l'accès aux bassins de ressources nordiques ainsi que les modalités de desserte de biens et de services illustrent d'abord des formes territoriales linéaires que l'on appelle les « corridors de pénétration territoriale » (carte 3).

Carte 3  
 Avant-postes et corridors de pénétration de la périphérie nordique



Ceux-ci épousent actuellement cinq axes, soit « Rouyn – Amos – Radisson » ; « Saguenay – Saint-Félicien – Chibougamau – Némiscau » ; « Baie-Comeau – Manic – Fermont – Goose Bay » ; « Sept-Îles – Havre-Saint-Pierre – Natashquan » ainsi que « Sept-Îles – Schefferville » établi que par une voie ferrée. Distincts dans leur forme réciproque, ces corridors partagent une nature commune et des contenus similaires.

C'est ainsi qu'à partir des avant-postes initiaux de l'arc nordique (Sept-Îles,

Saguenay, Amos...), les corridors de transport structurent l'espace par l'établissement de relais plus avancés qui deviennent des pôles tertiaires et quaternaires. Ces derniers sont localisés à des points précis déterminés généralement, mais pas toujours, par les modalités de transport qui favorisent la localisation de commerces, de services et aussi d'activités d'extraction des ressources naturelles. D'autres tronçons de ces corridors peuvent être anticipés, notamment sur l'axe côtier de la Baie d'Hudson afin d'interconnecter les villages Inuits entre eux

---

ou pour relier le Lac Mistassini à Caniapiscau en passant par les Monts Ostih, ou encore pour joindre Natashquan et Blanc Sablon sur la Basse-Côte-Nord.

De ces corridors plus ou moins verticaux qui pointent vers le nord pour pénétrer la périphérie à partir de l'arc nordique, des couronnes plutôt horizontales ou transversales sont envisagées afin de permettre l'accessibilité à de vastes zones encore enclavées. Existe déjà la couronne « Chibougamau – Némiscau » qui conduit au territoire de la Baie-James. Aussi, la couronne « Goose Bay – Blanc Sablon » s'avère en construction actuellement au Labrador. Par ailleurs, deux autres couronnes sont anticipées dans le futur rapproché (carte 3). Il s'agit du lien routier qui sera éventuellement construit entre le Lac Mistassini et le réservoir Manicouagan ainsi que celui que l'on tissera un jour peut-être rapproché entre le réservoir de Caniapiscau et Labrador City. Toutes ces couronnes nordiques réelles et anticipées s'ajouteront à une couronne beaucoup plus ancienne en Gaspésie, soit Rimouski, Gaspé, Bonaventure, Matapédia.

### Un semis de petits lieux

À partir des pôles tertiaires et quaternaires que représentent Amos, Chibougamau, Havre-Saint-Pierre, Val d'Or, Saint-Félicien, Blanc Sablon, pointent des voies de transport et de rayonnement vers l'intérieur de la périphérie truffée de petits lieux et petits milieux dispersés sur de vastes surfaces en fonction de la dotation territoriale en ressources. Notons

que plusieurs de ces petits établissements humains ne sont pas reliés au système routier principal en étant desservis par des moyens de transport maritime et aérien, notamment plusieurs collectivités autochtones.

Ce semis de lieux et de milieux de petites ou très petites tailles devient le cinquième phénomène spatio-économique de la périphérie nordique du Québec. Ils incluent évidemment les collectivités autochtones telles que Chissasibi, Lac Simon, Umiujaq, La Tabatière. Des dizaines de petits centres ont ainsi émergé, souvent de manière explosive, souvent au milieu de nulle part mais généralement à proximité d'un bassin de ressources naturelles. D'autres lieux s'avèrent en fait de centres de services tels Natashquan.

Parmi ces petits lieux et milieux, certains sont devenus une petite ville telle que Matagami, Lebel-sur-Quévillon, Lac Bouchette, Kuujuaq, Milot, Sacré-Cœur, Labrador City, Havre-Saint-Pierre, Malartic, pour répondre aux besoins de main-d'œuvre, de services, de fournitures, de qualité de vie, demandés par l'activité économique principale reliée à l'extraction de la ressource. Lorsqu'ils ont la chance de bénéficier d'une position relativement centrale sur leur territoire de localisation, quelques-uns de ces pôles quaternaires directement ancrés sur le bassin ou le gisement se voient par bonheur alimentés par d'autres activités à rayonnement plus large, comme des commerces plus imposants, des services spécialisés, des administrations gouvernementales.

## **Conclusion**

Bien formalisé par la théorie urbaine et régionale à la fin des années 1950, le modèle spatio-économique désigné « centre – périphérie » a d'abord illustré que le Québec

était constitué par la métropole Montréal autour de laquelle gravite une immense périphérie dont la Gaspésie largement érodée de ses facteurs est devenue l'archétype. Ce

modèle explicatif<sup>7</sup> est devenu plus ou moins caduque au fil du temps, notamment lors de la désignation à la fin des années 1960 des pôles régionaux tels que Rimouski, Saguenay, Trois-Rivières, Baie-Comeau, Sherbrooke, Drummondville, Rouyn-Noranda, Gatineau, Rivière-du-Loup, dont chacun possède sa propre périphérie<sup>8</sup>. Ensemble de pôles distants et peu hiérarchisés, qui n'a pas permis d'asseoir convenablement le modèle du « système urbain ». Pourtant utiles, en principe ces deux modèles théoriques se retrouvent ainsi sans beaucoup d'usage fonctionnel pour le Québec. D'autant plus que sous l'angle de la complémentarité, de la cohérence et de la cohésion, la politique gouvernementale préconise pertinemment le modèle du « mariage urbain – rural » dont l'application bute cependant face à l'hégémonie urbaine dans le processus de métropolisation. Bref, le Québec semble en panne d'un schéma global pour modéliser l'intégration de ses composantes territoriales.

**Le Québec semble en panne d'un schéma global pour modéliser l'intégration de ses composantes territoriales**

À cet effet, notre lecture de cette dynamique spatio-économique contemporaine du Québec en regard des forces et des tendances qui soutiennent l'occupation des territoires illustre *a priori* deux schémas bien distincts.

D'une part, se dessine progressivement une « métropole centrale » à multiples formes internes, sous l'impulsion de la tendance lourde à la concentration diffuse ou déconcentrée des activités économiques et de la population. Les métropoles Montréal, Québec et Gatineau de même que les régions métropolitaines de Sherbrooke, Trois-Rivières ainsi que Drummondville, Rivière-du-Loup et Saint-Georges représentent les principaux points d'appui de cette armature métropolitaine qui renferme la grande majorité des activités manufacturières du Québec.

La périphérie nordique offre d'autre part des formes territoriales dessinées par la logique d'accessibilité aux bassins de ressources naturelles ainsi qu'aux collectivités à désenclaver. Ce sont les avant-postes et les corridors qui jouent un rôle important dans l'occupation de ces territoires périphériques à partir d'un arc nordique composé de Sept-Îles, Baie-Comeau, Saguenay, et les pôles de l'Abitibi.

Au Québec, cette dynamique spatio-économique duale qui répond aux deux logiques classiques bien connues en théorie, soit la centralité et l'accessibilité, aurait intérêt à bénéficier d'attention, notamment par la mesure des flux de transport des personnes et des marchandises y compris l'hydroélectricité. Questions et hypothèses se posent à cet égard. ■

#### Notes et références

- <sup>1</sup> Voir Proulx, M.-U. (2006) « La mouvance contemporaine des territoires : la logique spatiale de l'économie au Québec », dans revue Recherches Sociographiques, XLVII, no 3, pp 475-502
- <sup>2</sup> Voir Scott, A.-J. (editor) (2001) « Global City-Region », Oxford University Press, Oxford, U.K.
- <sup>3</sup> Voir Alvergne, C. et Latouche, D. (2009) « La métropolisation et la richesse des villes : l'énigme métropolitaine montréalaise », dans Sénécal, G. et Bherer, L. (édit) *La métropolisation et ses territoires*, Presses de l'Université du Québec.

- 
- <sup>4</sup> Voir Proulx, M.U. (2007) « Perspectives géo-économiques de la complémentarité urbaine-rurale au Québec », dans revue *Télescope*, vol 13, no 3, pp.99-112
- <sup>5</sup> Voir Ascher, F. (1995) « Métapolis, ou l'avenir de la ville », Éditions Odile Jacob, Paris ; Ascher, F. (2001) « Les nouveaux principes de l'urbanisme », Éditions l'aube, La Tour d'Aigues.
- <sup>6</sup> Voir Proulx, M.U. (2003) « Polarisation dans la géo-économie du Québec », dans revue *Trames*, no spécial Villes moyennes et mondialisation sous la direction de Charbonneau, F., Lewis, P. et Manzagol, C. ; et aussi Proulx, M.-U. (2006) « La mouvance contemporaine des territoires : la logique spatiale de l'économie au Québec », dans revue *Recherches Sociographiques*, XLVII, no 3, pp 475-502
- <sup>7</sup> Voir le Rapport dit HMR : Higgins, B., Martin, F. et Raynalud, A. (1970) « Les orientations du développement économique régional au Québec », Étude pour le Ministère de l'expansion économique régionale (MEER), Ottawa.
- <sup>8</sup> Voir Proulx, M.U. (2002) « L'économie des territoires au Québec », Presses de l'Université du Québec, 364 pages.

---

# Implications sur l'organisation de l'espace et le développement économique de la loi sur la protection du territoire et des activités agricoles

Clermont Dugas  
Module de géographie  
UQAR

---

## Introduction

De toutes les lois qui régissent l'utilisation du sol au Québec, celle concernant la protection du territoire et des activités agricoles est l'une des plus importantes et aussi des plus contraignantes. Entrée en vigueur en 1978, elle fut graduellement appliquée aux diverses régions du Québec. En raison de ses implications, cette loi a toujours provoqué des sentiments très contrastés selon les idéologies, valeurs et intérêts des individus. Pour les uns, elle n'est pas assez sévère alors que pour d'autres, elle l'est trop. Dans le texte qui suit nous ferons état de certaines de ses conséquences à la lumière des résultats d'un

sondage effectué auprès des municipalités et en regard de la démographie et du développement socio-économique du monde rural et des régions périphériques.

Nous nous attarderons dans un premier temps aux principales caractéristiques de la loi et à son champ d'application, puis nous ferons état des principaux éléments qui se dégagent de l'enquête effectuée auprès des municipalités et terminerons en suggérant des changements à lui apporter en regard de la situation actuelle et des besoins à satisfaire.

## Caractéristiques de la loi et champ d'application.

Conçue initialement pour protéger le territoire agricole du Québec, la loi a été amendée ultérieurement par l'ajout de dispositions devant favoriser la protection et le développement des activités et entreprises agricoles. Mais la principale préoccupation à son origine visait la préservation des bonnes terres agricoles de la plaine de Montréal contre la spéculation foncière et l'expansion urbaine. Perçue aussi à certains endroits

comme outil de développement elle était vue comme un moyen pour solutionner des problèmes économiques régionaux<sup>1</sup>.

La loi a été mise en vigueur graduellement entre 1978 et 1981 par six décrets successifs. On a commencé par les meilleurs sols agricoles situés dans les basses terres du Saint-Laurent et de l'Outaouais pour terminer dans les zones où le potentiel agricole est plus faible et plus disséminé en Outaouais, en Haute-Côte-Nord, aux Îles-de-la-Madeleine et sur les Territoires non organisés (TNO) au sud du cinquantième parallèle.

**La loi a été mise en vigueur  
graduellement entre 1978 et 1981 par six  
décrets successifs**



---

En vertu de cette loi, un organisme chargé de son application a été créé, c'est la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ). Suite à une consultation auprès des municipalités, la CPTAQ a établi la configuration de la zone agricole à l'intérieur de chaque municipalité et par la même occasion déterminé la superficie et le contour des périmètres d'urbanisation, c'est-à-dire la partie du territoire qui reste sous le plein contrôle de l'administration municipale.

À l'intérieur de cette zone agricole, tout usage à une fin autre que l'agriculture est défendu sans l'autorisation de la commission. On y contrôle aussi l'exploitation des érablières. La coupe d'érables n'y est permise que pour des fins sylvicoles, de sélection et d'éclaircie. Le prélèvement de sol arable ne peut non plus être fait sans l'accord de la commission. Le lotissement est aussi interdit si le propriétaire se réserve un droit de propriété sur un lot contigu ou réputé contigu. L'aliénation de lot est aussi prohibée si le vendeur reste propriétaire d'un lot contigu ou réputé contigu, sauf si la superficie aliénée est d'au moins cent hectares et la partie résiduelle également d'au moins cent hectares. On ne peut non plus changer un usage sans autorisation de la commission dans les propriétés bénéficiant de droits acquis avant l'implantation de la loi. La construction résidentielle n'est autorisée que pour l'enfant, l'employé ou le propriétaire d'un lot dont la principale fonction est l'agriculture. La construction d'une résidence est également permise pour le propriétaire d'une terre sans usage non agricole constituée d'un ensemble de lots contigus d'au moins cent hectares.

Toute utilisation de la zone agricole différente de celle prévue par la loi doit être autorisée par la CPTAQ. La demande doit être faite à la municipalité qui l'analyse et la transmet à la commission avec sa recommandation motivée selon les dispositions de la loi. Toute demande

d'exclusion de la zone agricole doit avoir l'appui de la MRC ou de la communauté métropolitaine. L'Union des producteurs agricoles (UPA) est aussi invitée à donner son avis sur les demandes adressées à la commission.

En 2008, la CPTAQ est responsable de la gestion de 29 % de l'espace municipalisé du Québec mais selon des pourcentages qui varient entre 4 % pour la région administrative de Montréal et 93 % pour celle du Centre-du-Québec. Le contrôle de la CPTAQ est aussi particulièrement fort en Montérégie, s'étendant sur 86 % de l'espace municipalisé. À l'échelle des MRC, la zone contrôlée atteint 98 % de l'espace municipalisé dans les MRC d'Acton, de Lotbinière et de Nicolet-Yamaska. Elle va de 89 à 98 % dans les MRC du Centre-du-Québec et à l'exception de Longueuil se situe entre 73 et 98 % dans les MRC de la Montérégie. Dans l'ensemble du Québec la CPTAQ a pleine juridiction sur l'aménagement du territoire dans plus de 90 % de l'espace municipalisé de 17 MRC, dans plus de 75 % de celui de 31 MRC et de 50 % et plus dans 52 MRC. Cette situation a toujours été un objet de frustration dans le monde municipal tout autant dans les milieux à forte croissance démographique que dans les espaces soumis au dépeuplement. Elle limite considérablement l'autorité d'un grand nombre de municipalités sur l'aménagement d'une vaste partie de leur territoire. Elle est aussi une contrainte à l'expansion du tissu de peuplement dans des milieux à forte croissance démographique. Dans tous les cas, cela a des incidences sur la vie sociale et économique.

Selon le dernier rapport annuel de la CPTAQ, la zone agricole recouvre en 2008, une superficie de 6 305 510 hectares répartis dans 954 municipalités. C'est environ 34 000 hectares de moins qu'en 1998. Établie en référence aux cartes de potentiel agricole de

l'Inventaire des Terres du Canada, (I.T.C.) cette vaste zone englobe des sols de qualité très inégale allant des classes de sol 1 à 7 sur les cartes de l'I.T.C. Les sols de catégorie 1 sont les meilleurs et ceux de catégorie 7 ont tellement de limitations qu'ils ne peuvent servir à l'agriculture. Les sols de catégorie 1, 2 et 3 ne formeraient qu'environ 38 % de la zone agricole. Une grande partie de la superficie restante est constituée de sols à potentiel faible ou inexistant et est recouverte de forêts. Selon Lauréan Tardif<sup>2</sup>, ancien commissaire et vice-président de la CPTAQ, 60 % de la zone agricole est impropre à l'agriculture.

Une analyse planimétrique sur les cartes de potentiel agricole de l'I.T.C. dans les régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie indique que la plupart des localités ont des sols de classe 5 et 7 en zone agricole. Pour 14 de ces localités, la proportion de ces sols varie entre 60 et 90 % de la zone agricole. Ces classes 5 à 7 forment 54 % de la zone agricole dans la MRC de Matane et 40 % dans celle de la Mitis.

La définition accordée à « sol arable » dans le texte de la loi sur la protection du territoire et des activités agricoles est tellement extensive qu'elle peut désigner tous les sols de la province quelles que soient leur caractéristique et leur épaisseur. Le sol arable est le sol « possédant les propriétés qui le rendent propice à la croissance des végétaux. » Il n'y a pas de précision sur la nature des végétaux. La définition attribuée à « agriculture » est du même ordre d'imprécision et laisse aussi beaucoup de latitude pour inclure ou justifier en zone agricole n'importe quelle surface de terrain.

« Agriculture : la culture du sol et des végétaux, le fait de laisser le sol sous couverture végétale ou de l'utiliser à des fins sylvicoles,

l'élevage des animaux et à ces fins, ouvrages ou bâtiments, à l'exception des immeubles servant à des fins d'habitation. »

En vertu de ces définitions, la CPTAQ est en quelque sorte légitimée pour exercer sa juridiction sur les espaces boisés. Cette situation a un impact majeur sur le développement économique d'importantes parties du territoire.

Seulement 53 % de la zone agricole est utilisée par les exploitations agricoles. Ces dernières englobent d'importantes superficies boisées qui ne servent ni à la culture ni au pâturage. Près de la moitié de la zone agricole est ainsi constituée d'espace boisé et/ou inutilisé. Les proportions de la zone inoccupée varient beaucoup selon les régions administratives et les MRC. À l'échelle des régions, elles se situent entre 27 % en Montérégie, et 68 % en Abitibi-Témiscamingue. Au niveau des MRC, on passe de 80 % dans Rouyn-Noranda à 0 % sur La Côte-de-Gaspé et dans La Jacques-Cartier. À ces deux derniers endroits, la zone agricole ne totalise que 6 636 hectares.

**Le nombre d'exploitations agricoles  
enregistrées au Ministère de  
l'agriculture et alimentation du Québec  
(MAPAQ) va sans cesse en diminuant**

Le nombre d'exploitations agricoles enregistrées au Ministère de l'agriculture et alimentation du Québec (MAPAQ) va sans cesse en diminuant. Il s'établit à 29 111<sup>3</sup> en 2008 alors qu'il était de l'ordre de 48 000 en 1981<sup>4</sup>. Les régions Montérégie et Chaudières-Appalaches demeurent les plus agricoles du Québec réunissant ensemble, 43 % des producteurs agricoles. On retrouve en Montérégie environ le quart des producteurs sur 15 % de la zone agricole. C'est aussi là que se trouve la plus vaste superficie des

---

meilleurs sols de la province. La croissance démographique y est aussi soutenue favorisant une forte expansion domiciliaire. En contrepartie, les six grandes régions périphériques ne rassemblent que 15 % des producteurs sur 28 % de la zone agricole. Le potentiel agricole y est plus faible que dans les régions centrales et la tendance est à la décroissance démographique. Mais quelles

que soient les régions, la place de l'agriculture dans l'économie globale est assez limitée. Le monde rural est partout un espace multifonctionnel dominé par les activités du secteur tertiaire et habité par une population fortement mobile au plan géographique dont la majeure partie dissocie lieu de travail et lieu de séjour.

### **Les conséquences de l'application de la loi**

La loi a maintenant 30 ans d'existence et elle a bien joué son rôle de préservation des bonnes terres agricoles du Québec. Bien que fortement décriées par les groupes écologistes, les superficies de la zone allouées à la construction résidentielle, aux infrastructures et à l'économie sont relativement minimales et ne sont pas toutes constituées de bons sols agricoles. Elles ont aussi été partiellement compensées par l'inclusion de nouvelles superficies. Entre 2003 et 2008 la CPTAQ<sup>5</sup> a autorisé l'exclusion de 3399 hectares de la zone agricole. Mais en contrepartie elle acceptait d'y inclure 2378 nouveaux hectares. Toutefois, les implications de la loi sont tellement fortes que son impact ne se limite pas à ce bilan. En raison de son champ de juridiction, de ses interdits et de ses conséquences socio-économiques, cette loi affecte de façon significative de nombreux individus et constitue un paramètre majeur de référence dans la gestion territoriale des municipalités, MRC et communautés métropolitaines.

Une enquête que nous avons effectuée auprès des gestionnaires municipaux des localités disposant d'une zone agricole a mis en évidence de nombreuses implications de la loi. Amorcée en 2004 dans la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent, l'enquête a été réalisée par étape et finalisée en 2007 dans la plaine de Montréal. Le fort taux de réponses obtenues

suite à l'expédition d'un questionnaire postal adressé aux maires, contribue aussi à démontrer l'importance de son rôle dans la vie municipale. Ces taux de réponses<sup>6</sup> varient entre 50 % dans la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent et 34 % dans tout le territoire à l'extérieur des régions périphériques. Au total 350 questionnaires ont été remplis sur les 942 qui ont été expédiés.

En vertu de la loi, le périmètre d'urbanisation, c'est-à-dire la zone qui demeure sous la pleine autorité des conseils municipaux est délimité par la CPTAQ. Or, 47 % des municipalités considèrent qu'il est trop petit et ne répond plus adéquatement à leurs besoins d'expansion. L'impact socio-économique de cette situation est ressenti différemment selon les endroits, mais en général on le voit comme un facteur fortement limitatif de développement et à incidences négatives sur l'organisation des services et la vie socio-économique. Si dans certains cas, ça complique la difficulté de mettre en place de mesures adéquates en vue de favoriser le développement, ailleurs ce manque d'espace empêche de bien gérer le quotidien et de faire face à des besoins pressants afin de corriger des problèmes affectant l'ensemble ou des sections de la trame de peuplement. Selon les endroits, l'agrandissement du périmètre s'impose pour différentes affectations pouvant être de nature résidentielles, commerciales,

industrielles ou communautaires. Des demandes d'agrandissement sont donc adressées régulièrement à la CPTAQ. À l'occasion, des situations jugées urgentes amènent des municipalités à investir des sommes considérables en frais juridiques pour essayer d'avoir gain de cause auprès de l'organisme.

Une forte proportion de municipalités dans toutes les régions du Québec exprime donc un besoin supplémentaire d'espace pour leur périmètre urbain. Cette revendication vaut tout autant pour les petites localités rurales en décroissance démographique des régions ressources que des villes à forte croissance des communautés métropolitaines. Pour l'ensemble du Québec, une très grande diversité de contextes conduit à une multiplicité de situations différentes. Alors que des municipalités ne sont pas en mesure de satisfaire aux sollicitations du moment et aux anticipations du futur, d'autres estiment avoir suffisamment d'espace pour répondre aux besoins des deux ou trois prochaines décennies.

Des municipalités insérées dans les communautés métropolitaines et agglomérations de recensement éprouvent par ailleurs beaucoup de frustration à voir leurs demandes d'espace rejetées sous prétexte qu'il y a encore des terrains disponibles dans d'autres municipalités de l'agglomération ou de la communauté. Cette réponse ne répond pas toujours à des besoins spécifiques à régler sur place. En outre, cela conduit à des pertes d'entrées fiscales dont toutes les municipalités

ont besoin. Aussi, dans certains cas, ça signifie la migration vers l'extérieur de projets pour lesquels on a investi argent et énergie. On estime également qu'on accorde préséance à ce critère sans prendre en compte que l'espace envisagé dans la municipalité est souvent à faible potentiel agricole ou sans perspective pour l'agriculture en raison de sa localisation, dimension et configuration.

Paradoxalement, c'est dans la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent, deux des régions les plus affectées par la décroissance démographique, que l'on trouve le plus fort pourcentage de municipalités en déficit d'espace à l'intérieur du périmètre urbain. Cinquante-deux pour cent affirment manquer d'espace pour répondre à des besoins résidentiels et favoriser le développement socio-économique. Il ne faut en effet pas perdre de vue que la diminution de population n'empêche pas le besoin de nouveaux logements. Leur nombre a augmenté de 1,6 % en Gaspésie et de 3,1 % dans le Bas-Saint-Laurent entre 2001 et 2006.

Le besoin d'espace est aussi très élevé dans la plaine de Montréal et les autres régions environnantes où il concerne 48 % des municipalités. Là, croissance démographique et économique se conjuguent pour favoriser une forte densification et extension du tissu de peuplement. C'est en Abitibi-Témiscamingue que la dimension du périmètre urbain fait le moins problème car elle ne concerne que 34 % des municipalités.

Pour un certain nombre de municipalités, ce n'est pas tant la quantité d'espace à l'extérieur de la zone agricole qui est en cause que sa qualité, sa localisation et sa disponibilité. À l'intérieur des périmètres d'urbanisation, des sols sont dévalorisés ou de peu d'intérêt en raison de configuration, de questions de topographie, de problèmes de remplissage, de drainage, ou même de contamination de la nappe phréatique. Certains espaces à

**Paradoxalement, c'est dans la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent, deux des régions les plus affectées par la décroissance démographique, que l'on trouve le plus fort pourcentage de municipalités en déficit d'espace à l'intérieur du périmètre urbain**

construire ne conviennent pas aux fonctions que l'on voudrait leur attribuer. Des éléments de voisinage constituent aussi des facteurs de dépréciation. La localisation des infrastructures existantes contribue également à disqualifier des espaces qui seraient trop onéreux à mettre en valeur compte tenu de la nature des projets. Toutes les terres non agricoles ne sont pas toutes disponibles pour les promoteurs.

La rareté des sols à construire a des conséquences sur la valeur des terrains. Mais ce phénomène demeure néanmoins assez limité car il n'est mentionné que par 28 % des municipalités. C'est dans les régions périphériques à la plaine de Montréal qu'il semble le plus manifeste affectant plus du tiers des municipalités. Par contre, aucune localité en Abitibi-Témiscamingue ne fait référence à ce problème. Il semble qu'on puisse établir un lien dans ces différences régionales avec la croissance démographique et économique. Dans plusieurs endroits, on attribue l'augmentation du prix des terres à celle du secteur agricole ou à l'inflation et à l'augmentation générale du coût de la vie. Ailleurs, la situation de l'emploi, la décroissance démographique et la mobilité géographique des individus auraient contribué à éviter les mouvements significatifs à la hausse.

La loi est considérée avantageuse par seulement 37 % des municipalités. Le Saguenay-Lac-Saint-Jean affiche le taux de satisfaction le plus élevé avec la moitié des répondants et l'Abitibi-Témiscamingue, le plus bas avec seulement 17 % des municipalités. Dans la plaine de Montréal et les régions qui lui sont périphériques le taux de satisfaction s'établit autour de 40 %. Les motifs de satisfaction sont

de deux ordres différents selon la nature, la localisation et la taille des municipalités. Dans un premier cas, de petites municipalités rurales la considèrent avantageuse parce qu'elle contribue à la protection du territoire agricole et de l'agriculture. On y voit aussi des avantages dans le fait qu'elle permet le paiement d'une bonne partie des taxes municipales des cultivateurs. Selon un tout autre niveau d'intérêt, la loi est jugée utile puisqu'elle contribue à la densification des périmètres urbains, à une meilleure harmonisation des fonctions et à limiter l'étalement urbain. Les municipalités qui partagent ce point de vue sont en général à caractère urbain et disposent d'un périmètre d'urbanisation de taille et de qualité satisfaisante que l'on cherche à remplir. Vraisemblablement, la loi constitue pour ces dernières un outil favorisant leurs orientations d'aménagement du territoire.

Une bonne partie de ces municipalités qui trouvent la loi avantageuse, y voient aussi des inconvénients. En fait, il n'y a que 11 % des municipalités qui ne perçoivent que des avantages à la loi. À cet égard, les taux varient beaucoup selon les régions passant de 0 % en Abitibi-Témiscamingue à un maximum de 23,5 % au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Dans beaucoup de cas, on considère que les inconvénients surpassent largement les avantages.

Les inconvénients de la loi revêtent de nombreux aspects et de façon globale prennent beaucoup plus d'importance que les avantages dans les administrations municipales. Au total, 68 % des localités estiment que la loi crée des inconvénients à leur développement socio-économique. Il était d'usage depuis quelques années d'attribuer cette perception aux grandes régions

**Les inconvénients de la loi revêtent de nombreux aspects et de façon globale prennent beaucoup plus d'importance que les avantages dans les administrations municipales**

---

périphériques du Québec. Mais l'enquête révèle que la majorité des municipalités de la meilleure zone agricole du Québec, la plaine de Montréal, partage aussi ce point de vue. Les pourcentages des municipalités affichant de l'insatisfaction vont de 87 % en Abitibi-Témiscamingue à 62,4 % dans la plaine de Montréal.

Les motifs d'insatisfaction sont très nombreux, variables d'une localité à l'autre et exprimés sous différentes formes. De façon générale sans remettre en cause la pertinence de la loi, et en prenant surtout pour acquis le fait qu'elle empêche l'utilisation de terres en friche, ou recouvertes de forêts, à potentiel faible ou inexistant, on pense qu'elle nuit à l'économie, à la vie sociale et communautaire et à la démographie, qu'elle favorise le dépeuplement, qu'elle affecte la qualité de l'aménagement du territoire et qu'elle a aussi des incidences négatives sur le développement de l'agriculture.

Les références à l'économie concernent tout particulièrement les secteurs industriels et commerciaux, la villégiature et la construction résidentielle, autant d'éléments qui affectent les revenus municipaux sous forme de taxes foncières et d'affaires. Les municipalités perdent ainsi des opportunités pour rentabiliser des services qu'elles doivent maintenir sur des espaces à population très dispersée et des routes d'accès aux ressources. Les pertes d'entreprises ont aussi des incidences sur un marché d'emplois bien souvent étrié et anémique.

Les limites imposées à la construction résidentielle constituent l'impact négatif de la loi mentionné le plus souvent dans toutes les régions. On déplore surtout le fait que la loi empêche la construction résidentielle sur des terres à potentiel faible ou inexistant et en milieu forestier. Elle limite ainsi la réponse aux besoins locaux mais également aux

demandes provenant de l'extérieur. Elle entrave aussi la réalisation de projets destinés à attirer de nouveaux résidents par la mise en valeur d'environnements physiques exceptionnels. La portée d'une telle mesure varie en fonction de la taille démographique des localités et de la densité du peuplement mais concerne tout particulièrement les petites localités rurales dont une grande partie sont marquées par la décroissance démographique et même la dévitalisation.

L'impossibilité ou la difficulté de se construire dans un milieu de son choix ou sur une terre disponible à bas coût, favorise le départ des jeunes et nuit au retour de retraités et de travailleurs qui aimeraient revenir à leur lieu d'origine. Dans des localités de quelque cent personnes, le départ ou l'arrivée de quelques familles est loin de passer inaperçu. L'impact se fait sentir sur la vie sociale et communautaire et peut même se répercuter sur des services de base. Quelques enfants de plus sont suffisants pour maintenir ouverte la dernière école du village.

Selon l'enquête réalisée auprès des municipalités, l'application de la loi serait responsable de la perte de milliers de résidences dans un peu plus de la moitié des localités. C'est dans la plaine de Montréal où le phénomène est le plus manifeste avec l'incapacité de répondre à plus de 3 000 demandes. Certaines localités mentionnent la perte de centaines d'unités de logement. Dans les régions situées autour de la plaine de Montréal, on fait état d'un déficit d'environ 400 maisons. Et dans les régions périphériques, ce sont 522 résidences en moins qui ont été dénombrées. Dans tous ces cas, ce ne sont que des chiffres minimum ignorant les intentions de construire qui n'ont pas fait l'objet de demandes de dézonage au conseil municipal. En extrapolant les résultats obtenus à l'ensemble des localités et en tenant compte d'un nombre moyen de 3,4 personnes par

---

logement, les régions de la Gaspésie et du Bas-Saint-Laurent auraient perdu à elles seules un peu plus de 2 000 personnes durant les dernières années.

Le manque de disponibilité de terrains appropriés peut faire avorter des projets d'implantation ou d'expansion industrielle et commerciale. Dans certains cas, c'est le parc industriel qui est trop petit. Dans d'autres, on ne peut utiliser le terrain jugé adéquat qui contribuerait à minimiser les coûts ou à favoriser la rentabilité de l'entreprise. Il s'agit fréquemment de petites entreprises à faible capitalisation qui trouvent une localisation adéquate dans les rangs, souvent à proximité de la maison, et peuvent même contribuer au renforcement de l'infrastructure de service locale.

La réalisation de projets à caractère communautaire par les municipalités peut aussi faire problème même si le taux d'autorisation demeure très élevé pour ce secteur d'activité. Les demandes d'autorisation à la CPTAQ pour ouvrir des rues, creuser des puits, améliorer ou implanter de nouveaux services, etc. sont exigeantes en énergie et en argent. On fait état dans plusieurs cas de dépenses de dizaines de milliers et même de plus de 100 000 \$ en frais juridiques et de préparation de dossiers. Pour de petites municipalités rurales, aux budgets limités, il s'agit de sommes considérables.

En n'autorisant que l'aliénation de grandes superficies de terrain, la loi nuit à la diversification de l'agriculture. On ne favorise

ainsi que le modèle des grandes entreprises exigeantes en terre et en capital. Alors que de jeunes producteurs ne peuvent acquérir le petit lopin de terre nécessaire pour lancer leur exploitation, de grandes superficies de bonnes terres agricoles restent vacantes. Ce problème est dénoncé par de nombreuses municipalités qui souhaiteraient que l'on favorise différents types de petites productions.

Pour leur part, les modalités d'application de la loi causent problème dans les deux tiers des localités. Les appréciations à ce sujet sont sensiblement les mêmes dans toutes les régions. On fait état de difficultés concernant à la fois le contenu de la loi et sa mise en application par la CPTAQ. Les motifs d'insatisfaction sont fort nombreux et varient selon le contexte des municipalités. Pour ce qui est du contenu, c'est surtout l'impact négatif de la loi sur l'économie qui attire l'attention. On déplore particulièrement le fait qu'elle nuit à la diversification économique. On mentionne aussi son manque de souplesse et son application uniforme dans l'ensemble du Québec. On estime qu'elle ne tient pas suffisamment compte de la diversité des sols, des spécificités des municipalités, des contraintes de chaque milieu et des problématiques locales et régionales. On lui reproche aussi de protéger trop de sol à faible ou sans potentiel. Pour ce qui est des modalités, on fait état de délais trop longs, d'un coût élevé, d'une mise en application trop centralisée, d'intransigeance et de décisions aux motifs discutables.

### **Adaptation de la loi aux besoins d'aménagement et de développement du territoire**

Dans une perspective de développement et d'aménagement du monde rural, d'occupation du territoire et de lutte à la dévitalisation, il est essentiel de revoir le contenu et les modalités

d'application de la loi sur la protection du territoire et des activités agricoles. Cette révision<sup>7</sup> apparaît aussi comme un complément indispensable à la politique de la ruralité.



**Dans une perspective de développement et d'aménagement du monde rural, d'occupation du territoire et de lutte à la dévitalisation, il est essentiel de revoir le contenu et les modalités d'application de la loi sur la protection du territoire et des activités agricoles**

Il y a également lieu d'envisager les changements à la loi en regard de l'atténuation des déséquilibres de la structure de peuplement. Tous ces changements peuvent s'opérer tout en maintenant les objectifs fondamentaux de la loi qui sont la protection du territoire et des activités agricoles.

Il importe dans un premier temps de revoir la configuration de la zone agricole afin de l'adapter aux territoires dotés d'un véritable potentiel agricole. À l'exception des érablières, la forêt n'a pas sa place en zone agricole pas plus que les vastes superficies de terre au potentiel agricole très faible ou inexistant qui ont été délaissées et retournées à la friche depuis des décennies par les agriculteurs ou qui n'ont jamais été défrichées. Le seul fait que la zone agricole n'est occupée qu'à 53 % est indicatif de son surdimensionnement.

Il faut cesser de faire comme si le monde rural n'est qu'un milieu agricole. C'est un espace multifonctionnel où l'agriculture n'occupe plus qu'une place réduite et a même presque disparu dans des centaines de localités. C'est aussi un espace qui a un besoin urgent de reconverter son économie et pour ce faire doit mettre à profit toutes les opportunités qui se présentent. Or, la loi sur la protection des terres agricoles ne favorise pas le processus de développement en raison des vastes superficies de terrain sans potentiel dont elle gèle l'usage, par les lourdeurs administratives qu'elle impose, par les freins inutiles qu'elle crée à la construction résidentielle et à la

création et expansion d'entreprises et par les coûts économiques qu'elle engendre.

Les problèmes que la loi peut créer au développement des régions périphériques, largement constituées de municipalités rurales, sont connus des autorités gouvernementales et de la CPTAQ et font régulièrement l'objet de remarques dans les rapports annuels de gestion de l'organisme. Ils ont même amené le législateur à prévoir deux critères reliés au développement économique parmi les dix dont la commission doit tenir compte pour rendre ses décisions.

62.9 l'effet sur le développement économique de la région sur preuve soumise par une municipalité, une communauté, un organisme public ou un organisme fournissant des services d'utilité publique;

69.10 les conditions socio-économiques nécessaires à la viabilité d'une collectivité lorsque la faible densité d'occupation du territoire le justifie.

Ces deux critères comme les huit autres laissent beaucoup de place à interprétation, et ont eu apparemment peu d'effets, si on juge par la situation économique des espaces concernés et les impacts négatifs de l'application de la loi identifiés par les municipalités.

Le plan d'action en matière de développement régional publié en 1988 par le gouvernement provincial prévoyait une modulation de politiques et de programmes selon les régions. Les deux Politiques de la ruralité font état de la même orientation gouvernementale. Il serait important que la loi sur la protection du territoire et des activités agricoles fasse l'objet de cette modulation. Le contexte d'application de la loi n'est pas le même dans les régions périphériques que dans la plaine de Montréal. Les enjeux aussi y sont très différents. Une

première intervention à y faire serait de réviser la zone agricole pour l'adapter au véritable potentiel agricole. Cette première démarche contribuerait à donner plus de latitude aux autorités municipales pour gérer l'aménagement et stimuler le développement de leur localité.

D'autres mesures appliquées à l'échelle du Québec pourraient avoir un impact considérable sur l'aménagement et le développement. Il faudrait assouplir les règles concernant le morcellement des bonnes terres agricoles pour permettre différentes productions exigeant des superficies relativement faibles de terrain comme l'horticulture, l'agriculture biologique et différentes formes d'agriculture de loisir et à temps partiel. Cela faciliterait aussi l'entrée d'une relève dans l'agriculture lui permettant d'acquérir uniquement les surfaces requises à un coût plus abordable.

Il importe aussi de réajuster les périmètres d'urbanisation aux besoins du contexte actuel. On pourrait remplacer le difficile cas par cas qui prévaut actuellement par une démarche

plus globale axée sur les impératifs à satisfaire à l'extérieur du secteur agricole et plus ouverte aux considérations des élus locaux.

En vue de favoriser l'occupation du territoire et la densification du tissu de peuplement rural il faudrait autoriser les constructions résidentielles sur les terres à potentiel faible ou nul le long des routes ouvertes à l'année. Cette approche est souhaitée par 85 % des municipalités du Québec dont 100 % pour celles de l'Abitibi-Témiscamingue et 94 % pour celles du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Il y aurait aussi lieu d'occuper les espaces vacants entre les habitations implantées en zone agricole avant l'application de la loi.

**D'autres mesures appliquées à l'échelle du Québec pourraient avoir un impact considérable sur l'aménagement et le développement**

De telles mesures qu'il ne faut pas confondre avec l'étalement urbain ne coûteraient rien aux municipalités et seraient sans impact négatif sur l'agriculture. Elles contribueraient par contre à garder sur place les jeunes foyers qui veulent s'y établir et à accueillir de nouveaux résidents en quête d'un environnement de qualité. Elles permettraient aussi l'amélioration de la fiscalité municipale tout en aidant au maintien et à la diversification des services existants et au renforcement du tissu social.

## Conclusion

La protection des terres et activités agricoles doit toujours être une préoccupation majeure du gouvernement québécois. Mais il faut aussi concilier cet impératif avec d'autres exigences de développement et d'aménagement. L'agriculture n'occupe plus qu'une place réduite dans la vie économique de la plupart des localités du Québec. C'est une activité essentielle mais aussi complémentaire aux autres existantes. Ce concept de complémentarité implique pour la gestion de l'espace, la prise en compte de toutes les possibilités de

création d'emplois et d'amélioration des conditions de vie dans une perspective d'utilisation optimale des ressources. Or, telle qu'elle est conçue et appliquée, la loi ne favorise pas cette utilisation optimale.

En référence à l'enquête effectuée auprès des municipalités, la loi sur la protection du territoire et des activités agricoles contribuerait au dépeuplement des campagnes accentuant ainsi le déséquilibre dans la structure de peuplement du Québec. Les

---

courants migratoires qui s'effectuent en direction des grandes villes favorisent la périurbanisation et la pression sur les meilleures terres agricoles. Un réaménagement de la loi en faveur de la densification

des campagnes pourrait aussi contribuer à atténuer la demande d'espace à construire dans la plaine de Montréal et à y préserver les sols à haut potentiel. ■

## Notes et références

- <sup>1</sup> Dans l'Est-du-Québec, certains intervenants considéraient le zonage agricole comme un zonage des productions s'inscrivant dans le prolongement d'un zonage proposé par le BAEQ
- <sup>2</sup> Tardif, Lauréan, « Vingt-cinq ans de zonage agricole, une bonne loi, mais une application à revoir », *Le Devoir*, mardi 30 décembre 2003, p.A7
- <sup>3</sup> Selon le rapport annuel de gestion 2007-2008 de la CPTAQ
- <sup>4</sup> Selon les données de Statistique Canada
- <sup>5</sup> Ibid
- <sup>6</sup> Un rappel par courriel a été effectué uniquement dans les régions Gaspésie et Bas-Saint-Laurent. Les résultats ont été regroupés en fonction des étapes de l'enquête. Gaspésie et Bas-Saint-Laurent, Abitibi-Témiscamingue, Saguenay-Lac-Saint-Jean, autres régions à l'extérieur de la plaine de Montréal et plaine de Montréal.
- <sup>7</sup> Cette révision est demandée par des individus et organismes depuis de nombreuses années. Plusieurs des mémoires présentés à la Commission Pronovost sur l'agroalimentaire ont demandé d'importants changements à la loi

Commission de protection du territoire agricole du Québec, Rapport annuel de gestion 2007-2008. Québec, 2008.

Dugas, Clermont, Impacts de la loi sur la protection du territoire et des activités agricoles dans les localités à l'extérieur de la plaine de Montréal, rapport de recherche, Université du Québec à Rimouski, 2007, 40 pages.

Gouvernement du Québec, Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles.

Office de planification et de développement du Québec, Québec à l'heure de l'entreprise régionale, plan d'action en matière de développement régional, Québec,



# REVUE INTERNATIONALE P.M.E.

Volume 21, numéro 3-4, 2009

## SOMMAIRE

### ÉDITORIAL

Katherine Gundolf et Sascha Kraus  
Groupe supérieur de commerce de Montpellier et Université du Liechtenstein

### ARTICLES

**Critiques et perspectives de la recherche en entrepreneuriat : comment sortir du labyrinthe**

Josef Mugler et Matthias Fink  
Institut pour la gestion de la PME, Université économique de Vienne

**Développements récents de la recherche germanophone en entrepreneuriat et PME :  
une analyse des articles parus de 1997 à 2006**

Thierry Voléry et Katherine Gundolf  
Institut suisse pour les PME et l'entrepreneuriat, Université de Saint-Gall  
et Groupe supérieur de commerce de Montpellier

**L'avenir de la recherche en entrepreneuriat en Allemagne : stratégies et principaux points thématiques**

Dietmar Grichnik et Rainer Harms  
Institut Entrepreneuriat et création d'entreprises, Otto Beisheim School of Management  
et Institut Management de l'innovation et de la création d'entreprises, Université de Klagenfurt

**Le discours entrepreneurial dans les journaux allemands : « Esprit entrepreneurial, montre-toi »**

Leona Achtenhagen et Friederike Welter  
Jönköping International Business School

**L'approche néo-institutionnelle et ses implications pour le management des relations  
avec les stakeholders en phase start-up**

Dietmar Roessi, Matthias Fink et Sascha Kraus  
Centre de recherche RiCC, Université économique de Vienne,  
Institut pour la gestion de la PME et Centre de recherche RiCC,  
Université économique de Vienne, Université du Liechtenstein et université d'Utrecht

**La diffusion internationale d'idées commerciales : un programme de recherche**

Alexander Nicolai et Jantje Halberstadt  
Institut de gestion et pédagogie économique, Université Carl Von Ossietzky, Oldenburg

**La satisfaction des consommateurs à l'égard des PME de la restauration libre-service :  
une étude exploratoire**

William Menvielle, Loïck Menvielle et Marie-Catherine Mars

---

## Chronique du livre

**Guy Massicotte (sous la dir. de) *Sciences du territoire : perspectives québécoises*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2008, 422p.**

Que l'on porte bien attention au titre. Le mot « sciences » est bel et bien au pluriel. Guy Massicotte, que l'on devine heureux retraité et présenté ici à la fois comme ancien professeur et recteur de l'UQAR et ensuite administrateur-chercheur au siège social de l'UQ, a eu la même sagesse que les fondateurs de l'Association canadienne des sciences régionales. Car s'il n'y pas UNE science régionale, il ne peut y avoir davantage UNE science des territoires<sup>1</sup>. Le lecteur devine aisément que l'on nage ici dans un monde on ne peut plus multidisciplinaire. C'est dans un tel contexte que fut lancé à l'UQAR, lors du congrès annuel de l'ASRDLF, cet ouvrage collectif auquel ont contribué pas moins de quinze chercheurs dont plusieurs collaborent occasionnellement à *O&T*. Il y a maintenant quelques années, à l'époque où fut lancée l'idée de créer le Centre de recherche en développement territorial (CRDT), lors d'un séminaire de réflexion, j'avais soulevé la question de la pertinence de déplacer notre intérêt envers le développement régional vers le développement territorial. Le lecteur encore dubitatif ne se posera plus cette question suite à la lecture de cet ouvrage qui comprend trois parties : Territoires du Québec; l'analyse territoriale; le développement territorial. Dans son avant-propos, G. Massicotte précise bien que, si le concept de territoire s'est substitué à celui de région, c'est dû au fait que dans le contexte québécois la notion de territoire a permis de sortir de la polarisation entre les régions et les grands centres. À ses yeux, le concept permet d'aller à l'essentiel, soit aux dynamiques géopolitiques, économiques, sociales, culturelles, environnementales etc. à l'œuvre dans un territoire où des acteurs s'en

réclament tout en s'y identifiant. En d'autres mots, le développement régional est celui qui est décrété par l'État central tandis que le développement territorial résulte d'initiatives mises en oeuvre par les acteurs locaux.

Si l'on doit l'idée de ce volume à G. Massicotte, celui-ci ne manque pas de rendre hommage à celui qui fut directeur d'*O&T* durant les dix dernières années et qui tire sa révérence avec le présent numéro. En effet, Marc-Urbain Proulx a été la cheville ouvrière de l'ouvrage et responsable du recrutement des différents auteurs<sup>2</sup>. Responsable d'une introduction intitulée *Territoires de gestion et territoires d'émergence*, MUP présente l'ensemble des contributions en précisant que chacun fournit un matériel original à cette science (au singulier!) des territoires vue comme étant bien sûr, encore jeune mais qui possède une avenir prometteur dans un pays où, depuis toujours, les territoires se font et se défont. En ouvrant le bal, il offre au lecteur, entre autre chose, un rappel des concepts classiques de cette soit-disant science du territoire ou se retrouvent la cité, la région, la communauté et le district pour ensuite situer le tout concrètement à l'intérieur de la réalité québécoise en identifiant quatre types de zones économiques en émergence suivant que leurs activités appartiennent aux secteurs primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire. La cité du multimédia compte parmi les exemples de cette dernière catégorie.

Clermont Dugas, de l'UQAR, débute la première partie avec, comme il nous y a habitués, une solide analyse assortie d'une abondance de données chiffrées tirées du plus récent recensement afin de montrer comment évolue la population québécoise telle que répartie sur ses différents territoires. Interviennent ici des facteurs conjoncturels et structurels. En ce qui regarde ces derniers C.

---

Dugas retient sept facteurs dont les suivants: la hiérarchie urbaine; la taille démographique des localités, la structure d'âge de la population, la nature de l'économie régionale et locale, les infrastructures de service locales et régionales.

La deuxième partie s'ouvre avec un chapitre dû à Jean-Marc Fontan, de l'UQAM, intitulé *Innovation sociale et territorialité*. D'entrée de jeu, l'auteur soulève une question : quel rôle joue l'innovation sociale dans la construction du rapport au territoire? Son objectif prend donc la forme d'une étude visant à comprendre comment se présente la mise en forme territoriale des sociétés à travers l'innovation sociale. En reprenant la fameux « vivre ensemble » mis de l'avant lors du débat sur les accommodements raisonnables, c'est à travers la lunette de Polanyi que JM Fontan aborde la question. Ainsi, deux grandes dimensions de la pensée de l'économiste hongrois se trouvent mises ici à contribution : une conception institutionnelle de l'être en société d'une part et la conviction d'autre part que les relations entre les individus se développent sous une forme inégalitaire. Mais l'auteur quitte ensuite le terrain de l'innovation sociale pour s'en tenir comme beaucoup d'entre nous, à l'innovation tout simplement. Polanyi fait donc place à Schumpeter. Cette transition conduit à l'interrogation suivante : pourquoi des innovations sont idiosyncrasiques<sup>3</sup> alors que d'autres sont le fruit d'une action collective?<sup>4</sup> Un questionnement qui conduit à un autre plus près des préoccupations propres à cet ouvrage et qui réfère au lien entre l'innovation, la territorialité et la domination. Qu'en est-il exactement du territoire ou le local dans tout ce remue-ménages? JM Fontan nous rassure en affirmant que le local constitue la clé de voûte à la base de la création de nouveautés et de leur diffusion. Et, pour retrouver ce cher Polanyi, il suffit de considérer qu'à partir d'une action collective

localisée (sic) il peut en résulter une action organisée qui pourra, si tout va bien, se traduire par une action d'institutionnalisation d'un projet de développement, CQFD.

De la sociologie, on passe à la géographie avec Serge Gagnon, de l'UQO, qui offre ici un cadre méthodologique de nature géographique afin d'interpréter la territorialisation du développement. Deux sections, la première intitulée *Une lecture «intelligente» des territoires* et la suivante *La territorialisation du développement*, présentent toute l'originalité de cette contribution. Dans cette dernière, l'auteur décrit le parcours d'engendrement d'un territoire ici nommé tout simplement PARCOURS (inutile de chercher, malgré les majuscules, il ne s'agit pas d'un acronyme). Ce PARCOURS se rapporte à une méthodologie émergente développée en géographie structurale par un certain Gaëtan Desmarais. Un tableau aide à comprendre le parcours d'engendrement d'un territoire. S'y retrouvent des ordres structuraux, une strate de spatialisation et une dynamique génératrice, le tout réparti en trois temps. L'auteur ne manque pas de souligner la pertinence d'un traitement interdisciplinaire de toute analyse territorialisée. En effet, comme il le signale, la méthode géographique structurale permet de jeter des passerelles entre l'anthropologie, la géopolitique et la socioéconomie.

L'allusion à la socioéconomie va nous servir justement de passerelle vers la contribution de Benoit Lévesque qui présente des nouveautés sous différentes formes: un nouveau paradigme du développement territorial; la nouvelle sociologie économique; la nouvelle économie sociale; les nouveaux institutionnalistes; les néocorporatistes; la « new economic sociology »... Les lecteurs familiers des écrits (pour la plupart fort intéressants) du professeur émérite de l'UQAM savent qu'il apprécie tout ce qui semble nouveau... D'une

lecture fort agréable, cette contribution permet d'obtenir une synthèse des écrits sur le concept de territoire avec évidemment de liens entre la dynamique territoriale et l'économie sociale ou solidaire. Cette dernière, on le sait, depuis les nombreux écrits parus au milieu des années 1990, se veut une économie plurielle (à multiples facettes), comme si l'économie traditionnelle n'en avait pas suffisamment. B. Lévesque signale que le territoire ne peut être défini que par la proximité géographique d'activités. Le territoire, en effet, ne peut se concevoir sans une proximité organisationnelle, sans interaction entre acteurs sociaux, sans histoire, sans durée, sans apprentissage, sans coopération et sans solidarité. On ne peut être plus en accord. Un tableau synthétise bien la pensée de l'auteur en présentant l'économie sous l'angle des institutions et des acteurs sociaux à travers le prisme de différentes écoles de pensée.

Suivent d'autres intéressantes contributions comme celles du politologue Serge Belley, le géographe Juan Luis Klein et la sociologue Christiane Gagnon. Le premier, professeur à l'ENAP, montre, à partir de notions théoriques empruntées à la théorie de l'État du regretté Gérard Bergeron, que la construction politique des territoires ne peut se comprendre en l'absence de la prise en compte des relations d'interdépendance qui relie une société globale ou locale au régime politique qui la chapeaute. Pour sa part, le professeur de géographie de l'UQAM invite le lecteur à réfléchir sur la place du territoire dans la mise en œuvre des politiques de développement, avec une insistance sur le besoin de se pencher sur la relation entre le territoire et la société. Pour y parvenir l'auteur utilise une métaphore : le territoire est à la société ce que la scène est à la pièce de théâtre. Car selon notre ami, si on change la scène on ne joue plus la même pièce. Effectivement, on imagine mal *Huis clos* sans quatre murs ou

Les belle-sœurs sans au moins une table et des timbres<sup>5</sup>...Quant à la professeure Christiane Gagnon, la Dolores Ibárruri québécoise du développement durable, dont les pénates sont installées de façon durable à l'UQAC, elle vise ici différents objectifs. D'abord, elle souhaite clarifier ce que recouvre l'expression « développement durable » en faisant ressortir la diversité et la richesse des cadres interprétatifs qu'elle recouvre. Le tout est présenté comme le souligne l'auteure, avec une modestie certaine (mieux qu'une certaine modestie) en se référant à TS Khun. Ce qui conduit C. Gagnon à répondre par l'affirmative à la question : le développement durable constitue-il un nouveau paradigme? En fait, on serait en présence d'un paradigme en construction. C'est dire que l'on n'a pas fini d'en entendre parler : jusqu'à ce qu'il devienne un paradigme...durable<sup>6</sup>.

Le mot de la fin revient à MU Proulx qui traite de planification territoriale (PT), de planification rationnelle globale (GRB), de planification stratégique (PS), de planification interactive (PI) et, attention... des PPP. Que l'on se rassure, ce dernier sigle n'a rien à voir avec ce qui était très cher aux yeux d'une ancienne ministre des Finances du gouvernement de Jean Charest. Il s'agit ici, certains l'auront deviné (j'en doute) : d'une planification par petits pas (PPP) éclatés. Notre ami a l'imagination fertile. Le tout, et c'est là le grand talent de MUP, est bien situé dans le contexte québécois suivant l'évolution des quelque 30, voire 40 dernières années. L'auteur demeure humble en concluant que sa contribution n'est qu'un jalon dans un long et laborieux exercice qui demeure à faire. L'espace manque pour rendre justice aux cinq autres auteurs dont la contribution s'avère tout aussi intéressante que celles ici privilégiées. ■

<sup>1</sup> L'Association de science régionale de langue française (ASRDLF) se mord les doigts d'avoir privilégié le singulier.



<sup>2</sup> J'en veux pour preuve l'invitation qu'il m'a faite et que j'ai dû décliner (faute de temps...).

<sup>3</sup> Grand dictionnaire terminologique : relatif aux caractéristiques propres à chaque individu, qui le distinguent des autres et qui déterminent sa façon particulière de réagir à son milieu et aux agents extérieurs.

<sup>4</sup> Comme le futur CHUM si un jour on en voit la réalisation...

<sup>5</sup> Klein semble confondre scène et décor.

<sup>6</sup> Contrairement à celui qui voulait que la terre soit au centre de l'univers.

\*\*\*

**Claude Courlet, *L'économie territoriale*, Grenoble, PUG, 2008, 135 p.**

Familier à de nombreux lecteurs d'*O&T*, l'ami Courlet, professeur d'économie à l'Université Pierre-Mandès-France de Grenoble, aime bien faire concis. Sa décision de prendre le temps à nouveau de faire court (merci Voltaire) sera appréciée par le lecteur désireux de connaître l'essentiel sur des concepts abondamment utilisés dans la littérature actuelle en sciences régionales dites aussi territoriales comme le veut l'ouvrage qui précède cette recension. En reprenant des concepts maintes fois traités dans ces pages, Claude Courlet insiste sur le fait que de nouvelles exigences concurrentielles s'appuient de nos jours davantage sur des effets relationnels (les fameux réseaux) que sur les traditionnels effets de productivité. Ainsi, il montre que le territoire doit être abordé comme un système social doté de ressources relationnelles et non uniquement comme une simple entité spatiale pourvoyeuse de ressources physiques. Mais, pour s'assurer de bien se faire comprendre, l'auteur offre sa définition d'un territoire. Il y voit à la fois :

— Un ensemble de facteurs aussi bien matériels qu'immatériels que la théorie économique a de longue date associé aux avantages que présentent la diminution des coûts de

transaction et l'existence d'économies externes;

— Un système de relations économiques et sociales qui conduit au concept de capital social immortalisé par Putman;

— Un système de gouvernance local (au masculin dans le texte)<sup>1</sup>.

Le territoire, précise bien Courlet, ne peut se réduire à l'interaction entre les trois dimensions que constituent les économies d'échelle, les coûts de transport et les économies d'agglomération. Au lieu de se voir considéré comme un ensemble de zones, il importe de percevoir le territoire comme un tissu (plus ou moins tricoté serré, comme on dit au Québec). Ce dernier pouvant se distinguer de tout autre par des caractéristiques qui lui sont propres, on doit en conclure que son développement exige des stratégies qui lui sont adaptées.

Dans un chapitre sur l'évolution du corpus théorique entourant la notion de territoire, une section intitulée *Les nouvelles orientations de la théorie de la localisation*, on peut lire que les économistes redécouvrent la géographie à travers la nouvelle géographie économique que l'on doit à P. Krugman<sup>2</sup>. Le grand public connaît davantage ce dernier pour ses chroniques dans le *New York Times* où il s'en est toujours pris avec virulence contre l'ancien locataire de la Maison Blanche que personne ne va regretter. L'auteur souligne que l'un des principaux mérites de Krugman fut de faire le lien entre les économies externes et les agglomérations industrielles régionales d'une part, et le commerce d'autre part. Ce qui aurait pour effet de remettre en question la thèse de la spécialisation flexible qui fait du commerce une variable dépendante du développement industriel. Mais, puisqu'il est question de spécialisation flexible, dans ce même chapitre, il fallait s'y attendre, l'auteur offre une synthèse concise de ce que sont les districts industriels en citant à son tour

l'incontournable Beccatini<sup>3</sup> se sentant obligé de rendre à César ce qu'il lui revient. Un encadré d'une page est consacré au plus célèbre des districts industriels celui de Prato à 15 Km de Florence composé de 8 500 entreprises du textile au sein desquelles 44 000 personnes y trouvaient emplois récemment. J'utilise le passé car Courlet semble ignorer que Prato crie au secours. Au moment d'écrire ces lignes, pas moins de 4 000 petites entreprises clandestines y embauchent des travailleurs chinois non moins clandestins, encouragés par leur gouvernement à quitter une Chine, elle aussi grande victime de la crise, à aller se faire voir ailleurs. Sans aide gouvernementale, Prato, tel que l'on connaît, sera rapidement chose du passé. Voilà la forme que prend le «péril jaune» de nos jours en Italie comme ailleurs<sup>4</sup>.

Dans un ouvrage où l'on traite de district industriel, on ne peut faire autrement que de s'intéresser également à leur extension : les systèmes de production locaux (ou localisés). Courlet en fait une présentation graphique fort simple qui désigne curieusement comme étant le *triangle magique* dont les trois sommets sont : agglomération, spécialisation et spécification (complémentarité, spécificités, coopération). C'est l'occasion choisie pour nous rappeler les fameux concepts de proximité organisée et géographique mis de l'avant par le duo Rallet-Torre. Et, juste avant de présenter Grenoble comme milieu innovateur, Courlet évoque ce qui est devenu aux yeux de plusieurs de nos amis de l'ASRDLF comme une vérité de l'Évangile (ne pas confondre avec une vérité de la Palice) : l'entreprise innovatrice est forgée par le milieu.

Dans un chapitre intitulé *Les fondements territoriaux de la performance économique* on trouve une citation d'un certain Barel pour qui l'homme est un animal territorialisateur (c'est mieux que terrifiant...). En conséquence, le

territoire devient un « producteur » de mémoire locale<sup>5</sup> et en même temps comme « créateur » d'un « code génétique » local (...) dont la valorisation permet de donner du sens aux actions et aux projets actuels et futurs. Le chapitre suivant intitulé *Territoire, gouvernance locale et action publique* débute, il va sans dire, par des définitions. Passons de suite à la gouvernance territoriale que l'auteur, avec raison, ne juge nécessaire de définir tout en précisant qu'elle ne se décrète pas (on s'en doutait) et qu'elle se veut un construit dans lequel les institutions sont largement imbriquées en y jouant un rôle d'intermédiation. C'est également dans ce chapitre que l'on trouve une section sur ce qui est en voie de devenir la tarte à la crème de nombreux collègue hexagonaux comme en font foi plusieurs recensions de cette chronique : les pôles de compétitivité. Ne se limitant pas à tout simplement les définir, Courlet innove en distinguant deux catégories de pôles de compétitivité : une première dite à dimension internationale composée de grands groupes industriels et une seconde caractérisée par des activités traditionnelles comme le veut le sempiternel exemple du secteur du décolletage (sic) de la vallée de l'Arve (les Québécois de ma génération, avec le cardinal Léger, ont connu, eux, la vallée de larmes...).

Un dernier et très bref chapitre, *Perspectives pour les régions pauvres* n'a rien à voir avec les nôtres puisqu'il s'agit en fait d'exemples de pays du tiers-monde, ou en émergence (comme le Brésil) autrefois désignés comme étant en voie de développement ou encore plus justement : sous-développés ou moins développés suivant que l'on respecte ou pas la rectitude politique qui interdit d'appeler un chat un chat. ■

On aura compris que ce modeste ouvrage constitue un utile *vade mecum* de tout de qui entoure la question territoriale.

- 
- <sup>1</sup> Je préfère voir le mot local accordé avec le mot gouvernance même si ici le système est manifestement localisé.
- <sup>2</sup> Auréolé en 2008 du prix de la Banque de Suède en l'honneur de Gustav Nobel. Ce prix est faussement désigné comme étant le prix Nobel de l'économie. Mais : Who cares?
- <sup>3</sup> Le même Beccatini, que j'ai rencontré à Genève en 1990, ne s'attendait sûrement pas à se voir cité autant.
- <sup>4</sup> À Alger on commence à voir des vendeurs de rue chinois... On sait que le gouvernement chinois offre des subventions aux agences de voyages qui offrent un billet aller seulement aux chômeurs à qui on délivre sans réserve le passeport nécessaire.
- <sup>5</sup> Parlons-en à Fred Pellerin...

\*\*\*

**Michel Arcand, *La gestion du changement : vingt-et-une questions pour mieux appréhender et gérer les transformations organisationnelles*, Montréal, Éditions Nouvelles, 2007, 195 p.**

Une fois n'est pas coutume, avec cet ouvrage qui a remporté le Prix du livre d'affaires 2008, il n'est pas question de territoires mais uniquement d'organisations. De toute façon, comme il n'y a pas de territoires sans organisations, le lecteur ne me tiendra pas rigueur pour le choix d'un ouvrage dont l'auteur est un de mes anciens étudiants. Ce dernier, en plus d'avoir remporté ce prix, s'est vu, pour la même année, octroyer le prix du meilleur enseignant de l'UQTR où il est professeur en développement organisationnel depuis 2001. Si Michel Arcand n'a pas tardé à laisser sa marque dans la ville de Laviolette, l'ouvrage qu'il nous présente ici, pour l'essentiel, est issu d'une expérience pédagogique vécue au niveau du MBA à la Haute école de gestion de Fribourg où il intervient régulièrement. En publiant ce livre, inconsciemment, l'auteur fait un lien avec la dynamique territoriale (ou c'est à ses lecteurs de le faire) lorsqu'il écrit que plus que jamais

dans l'histoire économique moderne, il n'a été aussi important de « mailler » aspects humains et activités d'affaires. En se situant à l'échelon de l'entreprise, M. Arcand soutient que le meilleur des projets n'aura que très peu d'écho sans l'adhésion pleine et entière des employés. À nous de dégager qu'il en est de même pour tout projet à l'intérieur d'un territoire donné. Les exemples ne manquent pas au Québec. Il faut donc qu'il y ait connivence entre l'organisation et l'ensemble des acteurs concernés.

Dans la préface, Jacques Perani, de l'Université Robert Schuman de Strasbourg, cite Edgar Faure, homme politique français et académicien, décédé il y a une vingtaine d'années, qui, à l'occasion d'une xième tentative de réforme de l'Éducation nationale<sup>1</sup> a déclaré : « *En décrétant le changement, l'immobilisme s'est mis en marche et je ne sais plus comment l'arrêter.* » Cet immobilisme, les Montréalais en savent quelque chose où les groupes de pression des différents arrondissement font la pluie et le beau temps<sup>2</sup>. Ainsi O&T pourra célébrer son 25<sup>e</sup> anniversaire de création alors que les Montréalais seront toujours en attente de leur CHUM. L'auteur, quant à lui, offre comme histoires d'horreur le stade olympique, l'édifice de la Caisse de dépôt et de placement du Québec (les 40 milliards n'étaient pas encore volatilisés au moment d'écrire le volume) et le métro de Laval.

Mais, transportons-nous à Fribourg où débute un cours sur la gestion stratégique du changement, avec la première des 21 questions : « Pourquoi devons-nous continuellement changer? » Mais, de quoi parle-t-on? M. Arcand juge la définition suivante trop académique : « La gestion du changement relève d'une activité de gestion à la fois stratégique et opérationnelle initiée par la direction de l'entreprise dont le but premier est de permettre aux différents acteurs de

l'organisation de s'engager positivement en faveur du changement initié par les stratégies de la firme. » Mais, on fait avec car elle a le mérite à tout le moins de préciser ce à quoi on se rapporte. Toujours dans mon effort de faire un lien avec la problématique de l'organisation territoriale, je vois dans le chapitre 2 : *Les leaders : une variable clé dans l'équation stratégique du changement* une occasion de rapprochement. En effet, on ne peut imaginer le développement territorial sans leaders. L'auteur voit dans ces derniers des personnes dont la première qualité réside dans cette capacité à jamais prendre les choses pour acquises. Le leader est celui qui doit constamment évaluer la place de son organisation au sein de l'univers dans lequel il évolue. On imagine ici le préfet d'une MRC ou tout élu local. Pour mon ancien étudiant, le leader représente celui par qui le changement prendra vie. Et, preuve qu'il est un excellent pédagogue, pour les besoins de son cours, il a invité deux leaders associés au monde des affaires. Pour le bénéfice des étudiants, il auront à répondre à une bonne dizaine des fameuses 21 questions.

L'un est directeur du développement organisationnel d'un grand groupe allemand de la production d'appareils électroniques à qui l'auteur a attribué le nom fictif de Max Openheimer<sup>3</sup>. L'autre est responsable de la gestion des ressources humaines d'une grande banque commerciale française, en conséquence il s'est vu octroyer le nom de Jean-Claude Durand. L'un va rouler l'autre dans la farine surtout en relation avec la question 14 d'apparence anodine : « Existe-t-il, au sein d'une équipe mandatée à faire accepter le changement, des spécialistes ou des responsables dédiés strictement à la gestion « humaine » du changement ? » Les vingt premières questions ayant servi à aborder les éléments reliés à la planification du changement ainsi que ceux reliés à la construction des principaux plans conduisant

aux transformations proposées, il ne restait, à travers la 21<sup>e</sup> question, qu'à passer à la phase finale du processus : l'implantation et le suivi du changement. Étant donné les talents de pédagogue de celui qui, au moment d'écrire ces lignes, annonçait deux nouveaux ouvrages à paraître sou peu, le lecteur ne pourra qu'apprécier à la fois la forme et le fond d'un ouvrage marqué du sceau du gros bons sens. ■

<sup>1</sup> Ce mammouth qu'il fallait dégraisser selon Claude Allègre, un autre de ses ministres qui y laissera sa peau.

<sup>2</sup> Les Américains parlent ici de CAVE : *Citezens Against Virtually Everything...*

<sup>3</sup> Donc aucun lien de parenté avec l'un des pères de la bombe A qui, lui, était américain.

\*\*\*

**Yvon Laparade, *La crise manufacturière au Québec : Ça va mal à shop!*, Montréal, Les Éditions Quebecor, 2008, 200 p.**

Pour faire un lien avec l'ouvrage précédent, avec cet ouvrage d'un journaliste du journal *Les Affaires*, on est tenté de parler de territoires désorganisés. Le livre est sorti des presses à l'été 2008. L'ampleur de la récession<sup>2</sup> actuelle ne se manifestait pas encore vraiment, mais les difficultés de notre secteur manufacturier, surtout en vertu de la concurrence chinoise, étaient bien présentes. Dès les toutes premières pages, Y. Laprade souligne des fermetures d'entreprises dans tous les coins du Québec en commençant par la tristement célèbre *Gaspesia* de Chandler, jusqu'au sud-ouest de Montréal avec *l'Imperial Tobacco*, en passant par la Mauricie avec la *Belgo* de Shawinigan et *Goodyear* en Montérégie. Si toutes les régions ne meurent pas, toutes sont atteintes du mal pour paraphraser Lafontaine. Oui *ça va mal à shop!* comme le dit cet ouvrier de Pointe Saint-Charles où passe le canal Lachine auquel les bateaux de plaisance donnent une nouvelle

vocation! Ce qui fait penser aux nouvelles vocations que devraient se donner nos territoires.

L'ouvrage comprend...59 chapitres répartis sur 186 pages. Faites le calcul! Oui, de bien brefs chapitres, de telle sorte que le lecteur qui se fera crier que sa soupe est servie pourra lire encore 3 ou 4 chapitres et la déguster toujours chaude. L'auteur fait parfois preuve d'humour par des titres comme :

*Débordements dans la Beauce;*  
*Sortir de la forêt (du bois)*  
*Odeur de caoutchouc brûlé à Valleyfield;*  
*On écrase à St-Henri;*  
*Des mines inquiètes;*  
*Pourtant pas chinois.*

Le dernier exemple n'a rien à voir avec le pâté qui s'est vu décerner le titre de plat québécois national<sup>3</sup>. L'histoire se passe à Drummondville où des investisseurs chinois (*China WorldBest*) ont cru possible de transférer leur empire dans un autre milieu (!) (la pognez-vous?) en imposant leurs conditions de travail. Exit les congés de Noël ou du nouvel an, on les remplace par les fêtes du printemps ou de la lune. Comme on le pense bien, les inventeurs de pièces pyrotechniques, malgré leur talent, n'ont pas fait long feu.

L'auteur exprime une certaine amertume envers les pays autrefois dit sous-développés qui, peut-être en partie grâce à la coopération internationale, sont parvenus à se développer suffisamment pour être mesure de nous concurrencer. Fallait peut-être y penser il y a 40 et 50 ans et ne pas les aider semble croire l'auteur qui devrait tenir compte du fait qu'en s'améliorant, le pouvoir d'achat dans ces pays, permettra à leurs populations, à tour, d'acheter des produits issus de nos PME innovantes. C'est d'ailleurs ce que signale

l'auteur vers la fin où il se fait plus optimiste avec des exemples de réussite tout en citant Bernard Landry selon qui nos régions devront produire autre chose que du deux-par-quatre.

Ainsi, on est mis en présence d'un autre de mes anciens étudiants, Louis Hébert, aujourd'hui professeur à HEC Montréal. Ce dernier semble bien se rappeler l'essentiel du cours *Problèmes économiques contemporains* dont j'ai été responsable durant la crise du début des années 1980. Ainsi, il estime que le Québec a encore un pied dans l'économie traditionnelle (les pâtes et papiers) et un autre dans la nouvelle économie. Il faut donc, comme l'indique le titre d'un des derniers chapitres, renverser la vapeur. Et, peut être un tantinet soudainement trop enthousiaste, Y, Laprade donne l'exemple d'Huntingdon avec une photo de son inégalable maire les bras croisés de fierté. Enfin, retenons *Surtout qu'il ne faut pas cracher sur le manufacturier* c'est le titre du dernier chapitre d'un livre qui se lit fort agréablement et qui ne manque pas de soulever certaines questions pertinentes dont les réponses devront tenir compte de la réalité du XXI<sup>e</sup> siècle. Trois-Rivières, à mon arrivée en 1969, s'affichait (au sens propre du mot à son entrée sur ce qui était alors la route 2, aujourd'hui le Chemin du Roy) comme la capitale mondiale du papier. Il faut admettre que ce titre est passé à l'histoire. Pourquoi nos villes ou nos régions ne se donneraient pas de nouveaux titres en ... s'organisant en conséquence? C'est un peu ce que l'on se dit en fermant ce volume. ■

<sup>1</sup> Donc aucun lien de parenté avec l'un des pères de la bombe A qui, lui, était américain.

<sup>2</sup> Tant que l'on ne connaîtra pas des indicateurs économiques aussi catastrophiques que ceux du début des années 1980, je m'abstiendrai de parler de crise économique.

<sup>3</sup> Dommage pour les gens de Warwick mais ce n'est pas la poutine.

---

# organisations & territoires

RÉFLEXION SUR LA GESTION, L'INNOVATION ET LE DÉVELOPPEMENT

Site Web

[www.uqac.ca/revueot](http://www.uqac.ca/revueot)

[www.uqac.ca/revueot](http://www.uqac.ca/revueot)

[www.uqac.ca/revueot](http://www.uqac.ca/revueot)

[www.uqac.ca/revueot](http://www.uqac.ca/revueot)

Nous vous invitons à l'explorer et à nous faire parvenir vos commentaires  
et suggestions afin d'en améliorer le contenu et la présentation.

## This image shows a single sheet of white paper with horizontal ruling lines. The lines are evenly spaced and run across the width of the page. There are no margins, text, or other markings on the paper.



## Notes

[illegible]

[illegible]

## Notes

[illegible]

